

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LES CARACTÈRES ET LES EFFETS
DE LA
POLITIQUE DU NATIONALISME ÉCONOMIQUE
EN BULGARIE

THÈSE

SOUTENUE

devant la FACULTE DE DROIT de L'UNIVERSITÉ DE LYON
pour le DOCTORAT EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ

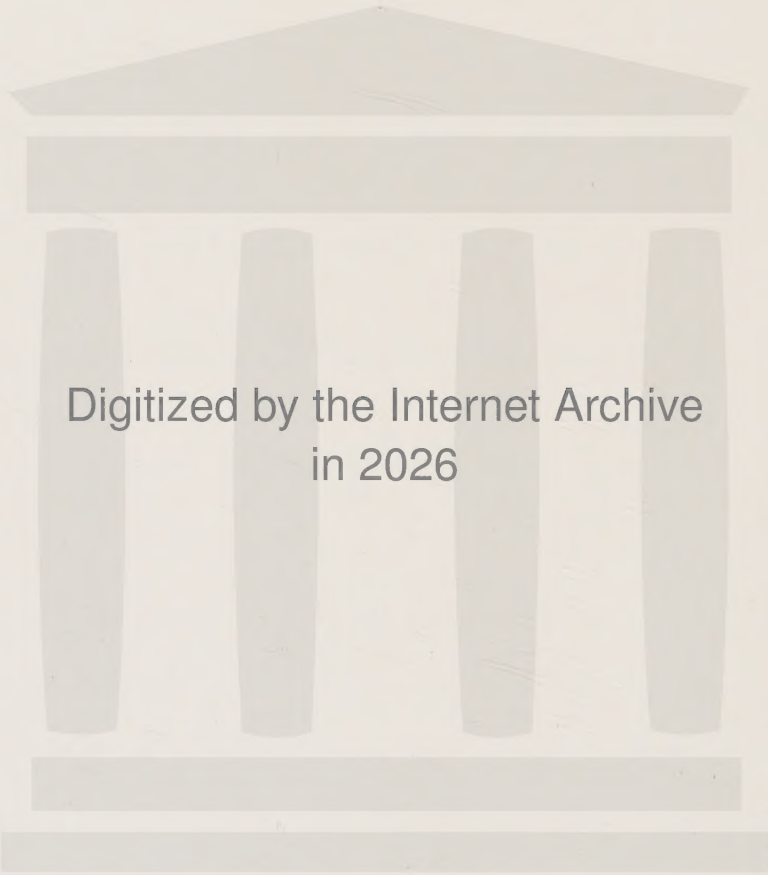
PAR

LUBENE PHILIPPOV
SAVADJIEV



PAQUET Imprimeur
10, RUE JARENTE - LYON
1939

**Les Caractères et les effets
de la politique
du Nationalisme Economique
en Bulgarie**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LES CARACTÈRES ET LES EFFETS
DE LA
POLITIQUE DU NATIONALISME ÉCONOMIQUE
EN BULGARIE

THÈSE

SOUTENUE

devant la FACULTÉ DE DROIT de L'UNIVERSITÉ DE LYON
pour le DOCTORAT EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ

PAR

LUBENE PHILIPPOV
SAVADJIEV



PAQUET Imprimeur
10, RUE JARENTE - LYON
1939

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTE DE DROIT

Doyen honoraire

M. JOSSERAND, O. ✱, ☿ I., Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires

MM. APPLETON (Jean), O. ✱, ☿, ☿ I.
JOSSERAND, O. ✱, ☿ I.
LAMEIRE, ✱, ☿ I.
PIC (Paul), O. ✱, ☿ I.
LAMBERT (Edouard), O. ✱, ☿ I.
ANTONELLI (Etienne), ✱, ☿, ☿ I.
PERROUX (François), ☿ A.
BROUILHET (Charles), ✱.
LÉVY (Emmanuel), O. ✱, ☿ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), ✱, ☿, ☿ I.

Assesseur

M. ROUBIER, ☿ I.

Professeurs

MM. GONNARD, ✱, ☿, ☿ I., Professeur d'Economie politique.
PERROUD, ✱, ☿, ☿ I., Professeur de Procédure civile.
COHENDY (Georges), ✱, ☿ I., Prof. de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), ✱, ☿, ☿ I., Professeur de Droit criminel.
ROUBIER, ☿ I., Professeur de Droit civil.
FALLETTI, ☿ A., Professeur d'Histoire du Droit public et du Droit privé de Doctorat.
LAMBERT (Jacques), ☿ A., Professeur de Droit Comparé.
DE LAPLANCHE, ☿ A., Professeur d'Histoire du Droit français.
NICOLAS, ✱, ☿, ☿ I., Professeur de Droit administratif.
PHILIP, ☿ A., Professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
AULAGNON, ✱, ☿ I., Professeur de Droit civil.
SCHATZ, ✱, ☿ I., Professeur d'Economie Politique.
M^{me} BASTID, Professeur de Science financière et Législation française des Finances.

Professeur sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

MM. RICHARDOT, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.
TRÉVOUX, chargé des cours de Législation Industrielle et rurale.
BRUN, chargé d'un cours de Droit Civil.
PELLOUX, chargé du cours d'Etude des Institutions internationales d'organisation de la paix.

Chargés de cours

MM. CONDOMINE, ☿ I., Droit civil et Droit pénal (Capacité).
LÉVY (Jean), Droit Romain.

MEMBRES DU JURY

M. SCHATZ, professeur à la Faculté de Droit, *Président*.
MM. GONNARD, Professeur à la Faculté de Droit, *Assesseur*.
NICOLAS — — — —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

Après la libération du joug turc, l'industrie bulgare perd le marché turc et elle est menacée de disparaître. Le danger est d'autant plus grand, que les pays occidentaux connaissent un développement de plus en plus rapide du machinisme.

Le jeune Etat bulgare a pris une série de mesures de protection en faveur de l'industrie indigène, contre la concurrence étrangère, comme nous le verrons en examinant le développement de l'industrie bulgare.

L'agriculture, également, au lendemain de la libération se trouvait dans une situation qui a nécessité l'aide de l'Etat. Jusqu'à la guerre balkanique le pays se développa dans sa vie économique et sociale. Trois guerres successives ont ensuite déséquilibré son économie et ses finances, mais c'est la guerre mondiale qui a le plus durement éprouvé notre pays.

Entraîné dans cette guerre malheureuse, le peuple bulgare s'est vu accablé de charges trop lourdes. Le traité de Neuilly (1919) imposa à la Bulgarie des conditions et des charges particulièrement onéreuses, ces charges risquaient de compromettre non seulement l'avenir, mais l'existence même du pays. Par suite de ce traité, la Bulgarie perd non seulement une partie de son territoire, mais il lui est imposé des charges et des conditions qui ont particulièrement paralysé sa vie économique.

Les alliés et leurs associés se sont réservé le droit d'importer leurs marchandises, sans que l'Etat bulgare puisse restreindre les importations par aucun tarif douanier. La Bulgarie a été forcée d'abandonner toute politique économique indépendante. Les droits de douane, l'industrie, la navigation, les chemins de fer par lesquels l'Etat indépendant exerce son influence sur le développement économique du pays ont été soustraits à son contrôle.

Privé ainsi de ses leviers de commande, l'Etat bulgare allait vers une catastrophe inévitable, mais heureusement

le traité de Neuilly n'imposait ses conditions onéreuses que pour une période de cinq années. Pendant cette période, les produits industriels et agricoles provenant des pays alliés profitaient d'un régime exceptionnel, écrasant pour l'industrie et l'agriculture de notre pays. L'état économique du pays était après la guerre en désorganisation complète.

Pour tous ces motifs, la Bulgarie a dû se mettre énergiquement au travail, tout d'abord en assainissant les finances publiques et ensuite en organisant une politique d'économie rigoureuse qui devait constituer la base même du programme financier bulgare.

Dans la période d'après-guerre, la Bulgarie apporte des modifications profondes d'amélioration et de perfectionnement. L'agriculture qui est la branche principale de l'activité économique bulgare, se réorganisa sur de nouvelles bases.

Le paysan bulgare guidé par l'Etat a su mettre à profit les progrès sérieux réalisés dans le domaine agricole. L'institution des assurances agricoles, le développement des coopératives agricoles, l'adaptation de la production aux besoins de l'exportation et de l'industrie indigène, constituent les conquêtes les plus belles du peuple bulgare.

Mais hélas, dès la deuxième moitié de 1929, ou plus justement, dès le dernier trimestre de 1929, l'économie mondiale se développe dans une immense perturbation économique, juste à l'instant où l'on croyait que le domaine économique était complètement affermi et les conséquences de la grande guerre réparées, où l'on espérait que l'épanouissement de la vie économique allait non seu-

lement continuer, mais encore se renforcer ; brusquement, et à l'étonnement de tous, le domaine économique international a commencé à s'affaiblir et l'on a vu poindre les signes d'un malaise profond, menaçant son existence même.

Quelles sont donc les causes de cette crise mondiale ?

Elles sont nombreuses et variées. Les opinions émises et les thèses soutenues sur les causes de cette crise sont très variées et souvent très contradictoires.

Autant qu'on puisse en juger, il faut les rapporter à trois causes : économiques, financières et politiques. La première influence la production, la seconde la répartition, et la troisième influence considérablement l'ordre public, la sécurité et l'état psychologique de l'humanité.

Ces trois causes ne sont pas indépendantes, au contraire, elles se complètent réciproquement.

En conséquence, les causes politiques de la crise économique ont la même importance que les raisons économiques et financières et les deux dernières en ajoutant le risque commercial au risque politique peuvent provoquer une paralysie complète de la vie économique internationale.

Il est probable que l'on pourrait surmonter plus facilement la crise économique, si en même temps, le commerce extérieur n'était pas sensiblement entravé.

Les restrictions sur l'échange économique international qui existent aujourd'hui ont non seulement aggravé la crise, mais elles entravent considérablement le rapprochement des nations.

Quelques données statistiques suffiront à donner une idée de la situation grave du commerce mondial (voir III^e partie, commerce extérieur).

Ainsi, contre une valeur globale du commerce mondial en 1929 d'environ 69 milliards de dollar-or (1), en 1934 cette valeur tombe à 23 milliards, c'est-à-dire une diminution de 66 %. Ces données prouvent que le commerce mondial se trouve dans une situation complètement régressive.

Mais, la seule cause de cet état de choses ne résulte pas exclusivement des conséquences de la crise économique. Une analyse de cette situation prouvera que la cause primordiale de la décadence du commerce mondial est due surtout aux formes appliquées dans la politique commerciale et industrielle dès la fin de 1929 et, surtout, au milieu de l'année 1931, lesquelles peuvent être placées sous le titre de « nationalisme économique ».

Les entraves et restrictions innombrables, tendance vers une situation autarcique, des tarifs douaniers très élevés, contrôle des devises sont les mesures prises après 1928 par la politique économique de la plupart des pays. Et aujourd'hui, après l'échange relativement libre, après le libéralisme économique auquel était dû la prospérité économique et culturelle, nous sommes de nouveau en face d'un mercantilisme à outrance.

(1) Selon les publications de la S. D. N.

Cette politique a pour but de développer le domaine économique national exclusivement dans les étroites frontières politiques du pays, en le séparant du reste du monde. Le lien qui existait entre les différentes unités économiques, composant le domaine économique mondial est détruit.

Que signifie ce titre « nationalisme économique » ?

Tout d'abord il faut remarquer qu'il y a, semble-t-il, deux types de nationalisme économique. D'une part, le nationalisme économique modéré, et d'autre part, le nationalisme économique absolu.

Le premier existait avant la guerre et un peu après, jusqu'à 1925 et se traduisait par un protectionisme modéré, agricole ou industriel, qui avait pour but de protéger la production nationale contre la concurrence étrangère, mais sans détruire les liens entre le domaine économique national et le domaine économique mondial, c'est-à-dire sans avoir la tendance de supprimer le commerce extérieur. Dès 1925 ce nationalisme économique a commencé à prendre des formes toujours plus exagérées, pour se transformer en un nationalisme économique absolu après 1929. Aujourd'hui il se manifeste comme un négateur du domaine économique mondial et de la collaboration économique internationale. Fortement développé à l'heure actuelle, le nationalisme économique a diminué l'importance du commerce extérieur, sans avoir la possibilité de donner un stimulant réciproque aux domaines économiques isolés.

L'importance de l'élément politique dans le complexe des problèmes à résoudre est considérable. Voilà ce qu'écrivit à ce sujet le Prof. W. Rappard (2) :

« Depuis la fin de la guerre mondiale, l'humanité est témoin d'une lutte gigantesque entre deux forces, deux principes, deux philosophies, deux conceptions de la société. Nationalisme et internationalisme sont à vrai dire de bien vieux ennemis. Mais, l'histoire antérieure ne connaît pas de période où l'une et l'autre de ces deux tendances antagonistes se soient affirmées avec autant de force. Il n'en est point, par conséquent, où le conflit entre elles ait été aussi violent et aussi passionné.

« Le nationalisme ainsi conçu a été défini comme un système de valeurs morales dans lequel la nation ou l'Etat national est posé comme le bien suprême. La nation l'emporte, d'une part sur l'individu, d'où, dans les nationalismes totalitaire, la répudiation de toute liberté politique et la négation de tous droits constitutionnels. La nation l'emporte d'autre part sur l'humanité, d'où opposition à tout effort d'organisation de la collectivité internationale et révolte contre toute tentative de limiter la souveraineté nationale. »

Le nationalisme économique absolu présente une politique de développement maximum de toutes les forces productives du pays. Il a pour but, d'une part de satisfaire tous les besoins économiques du pays, le plus complètement possible, en faisant l'importation inutile, et d'au-

(2) *Le Nationalisme économique et la Société des Nations*, W. RAPPAUD, Recueil des cours, Académie de Droit international, 1937/61, p. 106.

tre part, de trouver des débouchés suffisants pour l'exportation nationale. Or, le nationalisme économique ainsi caractérisé, se compose des éléments suivants : 1) une production nationale puissante et très variée, fortement protégée contre la concurrence étrangère par une politique de protectionnisme absolu ; 2) diminution de l'importation par des entraves et restrictions de toute sortes ; 3) direction du commerce vers le marché national ; 4) exportation de la surproduction.

Les deux premiers points déterminent l'élément « nationalisme » — le but de rendre le pays indépendant, au point de vue économique de l'étranger en envisageant surtout la possibilité d'une guerre future. Le troisième élément montre la nécessité absolue de l'abolition de l'échange économique comme mesure indispensable en ce moment.

Dans la définition ainsi donnée du nationalisme économique, on aperçoit facilement les deux tendances différentes et même contradictoires : une exportation à tout prix, et en même temps intention d'entraver complètement l'importation. Dans cette contradiction se trouve, comme nous le verrons plus loin, l'insolvabilité du nationalisme économique et la ruine pour l'économie mondiale en général, et pour l'économie nationale en particulier.

Le nationalisme économique ainsi conçu embrasse, dans une certaine mesure aussi, l'idée de l'autarcie. « Situation d'un pays qui, économiquement, se suffit à lui-même, volontairement, par l'effet d'une politique raisonnée » (3).

(3) Cours d'Economie politique approfondie, Prof. SCHATZ, Faculté de Droit de Lyon, 1938.

Poursuivant l'indépendance économique, l'autarcie ne tolère aucun échange économique international. « L'autarcie insiste sur l'idée, que l'exportation peut devenir aussi dangereuse que l'importation, quand elle devient élément essentiel de l'économie nationale » (4).

Dans ce sens plus étroit, l'idée de l'économie autarcique peut être intercalée dans l'idée du nationalisme économique, sans que ces deux idées coïncident complètement, parce que le nationalisme économique suppose, en même temps, une exportation toujours plus considérable. Mais, prenant le mot « autarcie » dans un sens plus large et plus moderne, la différence diminue sensiblement, parce que, la politique de l'autarcie dans certains cas suppose aussi une exportation considérable (5).

Le domaine économique bulgare, malgré ses proportions peu considérables, participe aussi, dans le bloc de toutes les nations qui forment le domaine économique mondial. Et, si ce dernier est dans une situation précaire, comme conséquence de la crise économique, le domaine économique bulgare n'a pas pu rester en dehors, lui non plus, du malaise général.

Par suite du caractère particulièrement agricole de l'économie bulgare, la crise économique en Bulgarie était avant tout une crise de l'abaissement des prix des produits agricoles (6).

(4) *Op. cit.*, citation de F. FRIEDRICH, 1933.

(5) Dr habil. Hermann GROSS, *Die wirtschaftliche Bedeutung Südosteuropas für das Deutsche Reich*, Berlin, 1938.

(6) Voir I^{re} Partie, Chapitre premier : Les répercussions de la crise économique sur la production agricole en Bulgarie.

La baisse énorme des prix des produits agricoles et le manque de débouchés ont considérablement diminué le pouvoir d'achat et le pouvoir de paiement du paysan bulgare — le consommateur principal du pays. Sa situation est encore plus aggravée par la grande différence qui existe entre les prix des produits agricoles et les produits fabriqués. Cette situation précaire de la population rurale a eu une répercussion désastreuse sur les autres catégories économiques. Or, l'économie bulgare est dans une situation très grave et il est indispensable de trouver des moyens pour parer au danger, des mesures pour diminuer la force de la crise existante. Mais, la dernière est un phénomène international et son atténuation ne dépend ni de la Bulgarie, ni, en général, des mesures appliquées séparément par n'importe quel pays. C'est une question qui doit être résolue sur une base beaucoup plus large.

Si le commerce extérieur, auquel la Bulgarie participe par un certain nombre de produits agricoles, n'était pas également entravé, la crise économique pourrait être surmontée plus facilement par l'économie bulgare, parce que, la baisse des prix des produits agricoles pourrait être compensée par une augmentation en quantité de leur exportation. Mais l'exportation, également, a été entravée par les barrières infranchissables des pays importateurs, pratiquant déjà la politique du nationalisme économique. La situation désespérée, et l'exemple de ces pays, ont forcé la Bulgarie à suivre la même politique du nationalisme économique.

Le nationalisme économique introduit en Bulgarie, ne pouvait être du même type que celui qui était déjà pra-

tiqué dans les autres pays. Le caractère de la politique du nationalisme économique, dans un pays, dépend, avant tout, de la structure économique, du pouvoir d'achat, de l'éducation et du développement culturel du pays.

Dans l'économie bulgare, le nationalisme économique a développé ses éléments propres, mais avec une nuance nationale. Sa base repose sur le problème des devises étrangères qui est en rapport avec la stabilité de la monnaie nationale.

Quelles sont donc les formes prises par le nationalisme économique en Bulgarie ?

Le nationalisme économique s'est développé et se manifeste encore en Bulgarie par son signe caractéristique : intervention de l'Etat dans les relations économiques des domaines privés, faisant partie du domaine économique national.

Cette intervention se manifeste sous les formes suivantes :

1) Encouragement et réglementation de la production agricole ;

2) Encouragement et protection de l'industrie nationale, en vue de développer l'indépendance économique du pays ;

3) Intervention dans le commerce extérieur, contrôle du change, et d'autres mesures restrictives, en vue de sauvegarder l'équilibre de la balance de paiements.

Nous nous permettrons de développer les questions mentionnées plus haut dans les trois premières parties de la thèse présente.

Dans la quatrième nous essayerons de donner une idée sur la situation et les relations économiques de la Bulgarie au point de vue international, pendant les dernières années.

PREMIÈRE PARTIE

La politique agricole de la Bulgarie

GENERALITES

La Bulgarie est un pays agricole par excellence. L'agriculture et son domaine comprennent 74,6 % de toute la population du pays, soit 80 % de la population active. Cette importance est plus apparente encore, si l'on compare le revenu du domaine agricole au revenu national de ce pays (1).

Années	Revenu du domaine agricole	Revenu national total	% du revenu du dom. agric. comparé au revenu nat ¹
—	—	—	—
1928	33.637	43.678	59,5 %
1931	24.354	44.651	54,7 %
1933	17.700	35.633	49,7 %
1935	19.565	36.569	53,5 %

Il apparaît clairement de ces données, que plus de la moitié du revenu national de la Bulgarie est le résultat de son activité dans le domaine agricole.

(1) *Revenu national de la Bulgarie*, par D^r TCHAKALOV. Traité de l'Institut statistique pour recherches économiques, Sofia, 1937, pp. 86-87.

L'agriculture, fondement et source primordiale de l'économie nationale bulgare, fut sérieusement éprouvée par les guerres et leurs conséquences. Le gouvernement fit tous les efforts possibles pour l'adapter aux conditions et aux exigences nouvelles, tant intérieures qu'extérieures, afin d'assurer le ravitaillement d'une population toujours croissante, de fournir le matériel nécessaire à l'industrie et de réaliser des excédents pour l'exportation des produits agricoles, ceux-ci étant l'unique ressource permettant de couvrir les paiements à l'étranger.

Diverses lois furent votées et diverses mesures appliquées, ce qui améliora un peu la situation précaire et donna lieu au développement de quelques cultures plus spéciales. Mais, malgré toutes les mesures prises et les réformes apportées à la politique agrarienne, le caractère de l'économie agraire en Bulgarie ne changea pas, et le problème pour la réorganisation, la rationalisation et la transformation de la production agricole reste entier. Les conditions du développement de l'agriculture restèrent telles que les avaient établies les ressources naturelles, les relations agraro-juridiques et la structure économique du domaine agricole en Bulgarie.

CHAPITRE PREMIER

LES REPERCUSSIONS DE LA CRISE ECONOMIQUE SUR LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA BULGARIE

Après un travail intense pendant plusieurs années, avec le concours de crédits étrangers, destinés à raffermir l'activité économique, après une période de prospérité, résultant d'une conjoncture favorable sur le marché international, les réflexes de la crise économique générale se firent sentir en Bulgarie aussi, vers la seconde moitié de 1929. Ces réflexes eurent leur répercussion immédiate sur le domaine agricole du pays et se manifestèrent par une forte crise, ayant des causes non seulement extérieures mais aussi intérieures, purement locales.

L'importance et la force de la crise se manifestèrent, avant tout, dans le mouvement des prix de vente des produits agricoles. A ce point de vue l'on constate clairement deux périodes : une forte baisse durant 1930-1933 et une certaine hausse depuis 1934. L'index général de ces prix, sur la base de 1929 : 100, s'est développé comme suit :

1929 : 100 (1)	1932 : 43	1935 : 55
1930 : 60	1933 : 37	1936 : 58
1931 : 50	1934 : 52	1937 : 59
		1938 : 61

La dévalorisation des produits agricoles atteint son point culminant en 1933, égale à 63 %. Si l'on divise l'index général 37, entre ces trois composants : produits d'origine végétale 25, produits d'origine animale 40 et matériaux bruts 48, il apparaît que les céréales, produit dominant dans l'agriculture bulgare, ont été le plus fortement frappés par la crise économique et dévalorisés de 75 %. La dévalorisation des produits d'origine animale est de 60 %, et cela montre leur plus grande possibilité de s'adapter aux conditions de placement, et leur plus petite participation dans l'exportation.

Par suite de la baisse des prix de ces produits, le revenu du domaine agricole bulgare, d'ailleurs toujours inférieur à celui des autres pays agrariens, diminua encore davantage, malgré l'augmentation de la production agricole, particulièrement des céréales et plantes alimentaires. La valeur du revenu général a diminué jusqu'à 1933 d'environ 45 % et ainsi le revenu de la population rurale, exprimée en index, sur la base de 1929 : 100, nous donne les chiffres suivants (2) par tête de la population rurale :

(1) Selon les publications de la « Direction générale de la statistique de la Bulgarie », 1938.

(2) Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, 1938.

1929 : 100	1932 : 59.61	1935 : 56.41
1930 : 83.20	1933 : 52.14	1936 : 58.43
1931 : 73.60	1934 : 51.16	1937 : 62.57
		1938 : 64.21

Cependant, si l'on considère que seulement 40 % du revenu du domaine agricole arrive au marché, le revenu-monnaie de cette population a diminué encore davantage (4) :

1929 : 100	1932 : 53.69	1935 : 55.34
1930 : 81.27	1933 : 47.81	1936 : 56.33
1931 : 72.32	1934 : 48.53	1937 : 60.15
		1938 : 62.54

La crise aggrava définitivement la position déjà précaire des villageois. Le revenu des agriculteurs, c'est-à-dire le revenu de 74.6 % de toute la population et 80 % de la population active du pays, présente pour 1929, 57,4 pour 100, et pour 1933 seulement 49,7 % sur le revenu national. La diminution du revenu agricole eut pour conséquence immédiate, une forte diminution du pouvoir d'achat de la population rurale.

La durée de la crise, dont le signe distinctif était la baisse des prix des produits agricoles, fit apparaître tous les points faibles dans le domaine agricole bulgare et son manque d'organisation. Il devint clair que les causes de la décadence subsistaient dans les particularités de l'organi-

(4) *Op. cit.*

sation agraire, dans les moyens de production et dans les directives mal appropriées, et que c'est la dévalorisation des céréales qui accéléra le progrès de l'appauvrissement de la population rurale.

CHAPITRE II

MESURES DE SOUTIEN DE L'AGRICULTURE EN BULGARIE

LE BUT DE CES MESURES

Dans le but d'orienter la production agricole vers une organisation plus radicale donnant la possibilité d'utiliser toutes les forces productives et d'en obtenir les plus grands et les meilleurs résultats possibles, le Ministère de l'Agriculture s'était posé les problèmes suivants (1) :

1) Augmenter la quantité et améliorer la qualité de tous les articles agricoles pour assurer le ravitaillement de la population et augmenter le revenu ; 2) Satisfaire aux demandes de l'artisanat local et des industries indigènes en matières brutes d'origine végétale et animale ; 3) Augmenter la production du fourrage pour le ravitaillement du bétail, donnant ainsi la possibilité d'augmenter la quantité et d'améliorer la qualité des produits d'origine animale ; 4) Augmenter la quantité des produits agricoles

(1) Discours du Ministre de l'Agriculture à la Chambre des Députés, 12 avril 1929.

dont les prix sont plus élevés, et dont le placement est plus sûr, et ainsi, par une exportation plus grande, provoquer l'entrée de change étranger ; 5) Améliorer les conditions d'existence de la population rurale en lui donnant la possibilité d'avoir des habitations hygiéniques, une meilleure alimentation, etc.

Ayant en vue la baisse rapide des prix des produits agricoles, particulièrement des céréales, ainsi que la dépression économique prenaient un caractère durable, le gouvernement décida d'améliorer avant tout les prix du blé sur le marché intérieur.

Cependant comme aucun crédit n'était prévu dans le budget à cet égard, le gouvernement utilisa surtout des mesures législatives et administratives.

SECTION I

Loi pour l'achat et l'exportation des céréales et création de la « Direction pour l'achat et l'exportation des céréales ».

Le 26 décembre 1930 entra en vigueur la loi (2) qui créa une « Direction pour l'achat et l'exportation des céréales ». Cette loi avait pour but de garantir aux agriculteurs des prix satisfaisants en achetant leurs produits à des prix plus élevés que sur les marchés étrangers et moins susceptibles aux changements des prix internationaux. Au

(2) *Jour. Off.*, N° 293 du 25 décembre 1930.

prix moyen de 2,60 lv. pour le blé au marché international, de lv. 1,80 pour le maïs et de lv. 1,65 pour l'avoine, la Direction établit, à cette époque, lv. 4 pour le blé, lv. 3 pour l'orge, le maïs, l'avoine et de 3,50 pour le millet. payables en partie au comptant, en partie en bons d'Etat. A la suite d'une baisse nouvelle sur le marché international en 1931, la Direction diminua les prix respectifs à 3,40, 2,60 et 2,80.

Le délai d'existence de cette Direction était fixé à fin octobre 1931, mais en vue de la situation économique toujours précaire il fut prolongé par une nouvelle loi, dite « De changement et de complément de la loi pour l'achat et l'exportation des céréales » (3).

Dans le but de compenser les grandes pertes, conséquence des prix trop bas sur les marchés étrangers, la Direction créa le monopole pour le blé et l'orge et obligea les meuniers à acheter le blé chez elle, à des prix plus élevés, que ceux du marché libre. La différence en fut à la charge du consommateur et de l'Etat.

A la suite de la baisse ininterrompue des articles agricoles et l'augmentation de l'inégalité entre ces articles et les prix des produits industriels, le gouvernement se vit obligé de prendre des mesures nouvelles. Le 8 juillet 1932 la loi fut de nouveau changée (4). On créa un fonds spécial, afin de couvrir les pertes de l'exportation des céréales. Les moyens pour établir ce fonds étaient prélevés par taxes sur les farines, sur le pain et sur les produits

(3) *Jour. Off.*, N° 196, du 12 octobre 1931.

(4) *Jour. Off.*, N° 124 du 9 juillet 1932.

de pâtisserie, par l'apposition d'un timbre spécial. Le prix du blé fut réduit à lv. 2,70. Cependant la dévalorisation des céréales continuait toujours.

En 1933, alors que cette dévalorisation arrivait à son niveau le plus bas, le régime existant fut conservé, bien que les pertes de la Direction, sur l'exportation, se fussent accrues à un tel point, qu'elle ne pouvait plus les couvrir par les revenus produits par les taxes des timbres sur le pain. C'est pour cela que, par décret-loi (5) fut établi un nouveau monopole pour le blé et l'orge.

Leurs prix d'achat montèrent graduellement, par suite de la faible récolte et de la prohibition temporaire d'exportation, de 2,70 à 3,20 et à 4,14 lv. pour le blé et de 1,40 à 2,40 et à 3,10 lv. pour l'orge.

La grande activité dans la politique agraire, après le 19 mai 1934, se traduisit par plusieurs changements et compléments de la loi sur le commerce des céréales, et malgré cela, la situation économique du domaine agricole n'accusait aucune amélioration. Malgré la hausse des prix sur le marché mondial, le gouvernement conserva le monopole sur le blé et sur l'orge au prix de 3.90 et 2.93 lv., dans l'espoir d'augmenter le revenu des agriculteurs et de leur donner ainsi la possibilité d'améliorer leur activité productive.

Par décret-loi (6), le gouvernement établit la « Direction pour l'achat et l'exportation des céréales » en institut autonome d'Etat, comme personne juridique privée, et comme

(5) *Jour. Off.*, N° 17 du 22 janvier 1934.

(6) *Journ. Off.*, N° 31 du 7 février 1936.

commerçant au terme de la loi commerciale. Les problèmes qu'elle avait à réaliser étaient de concourir et de collaborer à l'amélioration et la stabilité des produits agricoles, et d'assurer le ravitaillement régulier dans le pays. La Direction exerce le commerce sur le marché local et international, du blé, de l'orge, de l'avoine, de semence, de tournesol, de chanvre et de coton. Par décret-loi (7) il fut stipulé que, si un bénéfice devait être réalisé, celui-ci serait distribué aux producteurs proportionnellement à la contre-valeur des produits qu'ils auraient vendus à la Direction.

Suivant les calculs de la Direction, les agriculteurs ont reçu, pour la période de 1930-1936 une somme supérieure à 5 milliards de levas en plus de ce qu'ils auraient obtenu sans l'intervention de l'Etat.

SECTION II

L'élargissement de la compétence de la Direction pour l'achat et l'exportation des céréales et le rôle des autres instituts d'Etat pour l'encouragement de la production agricole.

Vu que la baisse des prix avait frappé aussi les plantes oléagineuses, quelques-unes d'entre elles devinrent l'objet de soins de la Direction. C'est ainsi que, dès 1934, la Direction commença à acheter de la semence de tournesols et

(7) Jour. Off. N° 147 du 9 juin 1936.

de chanvre, à des prix fixes. Sur la base du décret-loi du 18 juillet 1936, le commerce de la semence de tournesols fut déclaré monopole de la Direction. Cette loi fut annulée par celle du 28 août 1937 qui stipula la liquidation des ventes aux fabriques jusqu'au 30 septembre 1937. D'autre part, la Direction avait obtenu la permission d'acheter du riz, du lin et de la semence de coton.

Paragraphe 1. — A la même époque, la Banque Agricole et Coopérative de Bulgarie joua aussi un rôle de régulateur des prix pour certains produits agricoles. Dans le but de provoquer, également, une hausse des prix dans ce sens, le Conseil des Ministres avait décidé, déjà en 1932, que la Banque Agricole et Coopérative de Bulgarie, par l'entremise des coopératives, achèterait du tabac à des prix fixes, égaux à ceux du marché, avec une prime de 20 %, et d'autre part, s'engagerait à acheter toute la production de coton pour cette même année, à des prix fixes. De son côté, la Banque régularisa, aussi, les prix des fleurs de roses et se réserva le contrôle sur le commerce d'essence de rose. Toujours à cette fin — maintien des hauts prix sur le marché intérieur — on établit des prix imposés pour la betterave, le sésame, la laine et pour quelques produits industriels de matières premières de provenance purement locale, tels que : la farine, le sucre, etc., etc.

Paragraphe 2. — Afin d'obtenir une baisse dans les prix des articles industriels et de diminuer ainsi l'inégalité entre ces prix et ceux des produits agricoles, le gouver-

nement restaura, dès 1931 le « Commissariat général du ravitaillement », qui imposa diverses restrictions sur les articles locaux et importés. C'est toujours dans ce but que fut promulguée la loi pour le contrôle des cartels et des monopoles (8).

Par décret-loi du 24 janvier 1936, pour la modification et le complément de la loi sur le ravitaillement et sur la baisse des prix, le Commissariat général fut remplacé par un service spécial de contrôle des prix au Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail. Par un deuxième décret-loi du 18 février 1936, les prix des principales denrées alimentaires furent fixés par le service de contrôle des prix.

La diminution de certaines impositions douanières, ainsi que l'achat de quelques marchandises de première nécessité pour l'agriculture comme, par exemple, : des machines agricoles, des semences, du pétrole, etc., par la Banque Agricole et Coopérative de Bulgarie, en 1936 et 1937, n'est rien autre chose qu'un moyen de venir au secours de la population rurale en diminuant les prix d'achat.

Paragraphe 3. — La loi du 2 décembre 1935 créa enfin l'Institut d'exportation, dont la création avait été prévue déjà en 1931. Ses fonctions consistent à appliquer la loi pour l'organisation et le contrôle de l'exportation, d'étudier les marchés étrangers, d'informer les exportateurs, de propager les articles bulgares, de donner une direction à la production, suivant les demandes et les possibilités

(8) *Journal Off.*, N° 275 du 23 décembre 1931.

de placement à l'étranger, de donner son assistance lors de la stipulation des traités commerciaux, etc.

L'activité de cet institut eut des résultats importants, exprimés par un développement de l'exportation (voir III^e partie : commerce extérieur), par les nouveaux débouchés ouverts pour certains produits bulgares, par l'amélioration des prix de plusieurs de nos articles, ce qui augmenta sensiblement le revenu du domaine agricole.

SECTION III

Autres mesures complémentaires pour l'amélioration de la production agricole

En même temps que le gouvernement prenait les mesures mentionnées, pour parer l'effet des difficultés créées par la grande baisse des prix des produits agricoles, il apportait aussi tous ses soins à l'amélioration de la production agricole.

Le décret-loi du 27 octobre 1934, modifia la loi qui réglait jusqu'alors l'amélioration de l'agriculture. On y créa des services spéciaux pour l'augmentation du rendement en utilisant des semences de meilleure qualité (9)

Parce que la mauvaise qualité des semences causait une perte d'environ 20 % sur la production agricole, le Ministère de l'Agriculture apporta tous ses soins pour l'épuration en masse de tous les genres de semences, pour toutes

(9) Décret-loi. *Jour. Off.*, N° 278 du 10 novembre 1936.

les cultures (10). Il ordonna la création, jusqu'à la fin de 1940, de stations d'épuration dans les principaux centres du pays.

L'importation des instruments et des machines utilisés dans le domaine agricole fut facilitée par une diminution sensible des droits de douane. On y prévoyait aussi, certaines sommes pour aider les municipalités, les coopératives et les propriétaires privés, dans l'achat d'un tel matériel.

Le résultat de ces mesures, pour les céréales, donna une augmentation de 20 % sur leur production.

Quant aux autres cultures, l'encouragement qu'on leur donna fut la conséquence de la demande de matières premières pour l'industrie indigène, et aussi de la nécessité d'adapter la production agricole aux variations des demandes des marchés étrangers.

a) Parmi les plantes oléagineuses et industrielles, c'est surtout pour la betterave que s'imposait un soin plus spécial, parce qu'elle était sans cesse l'objet de malentendus entre les producteurs et les fabriques à sucre.

En 1931 on vota une loi (11) pour la création d'un fonds à la Banque Agricole et Coopérative de Bulgarie qui avait pour but de subventionner la production de la betterave (c'est-à-dire donner une prime sur le sucre exporté). La loi (12) d'encouragement de la culture de la betterave et de la production de sucre de 1932, imposa le contingentement dans cette production. Plus tard fut réglée aussi

(10) Décret-loi. *Jour. Off.*, N° 249, du 14 octobre 1937.

(11) *Jour. Off.*, N° 163 du 2 juillet 1931.

(12) *Jour. Off.*, N° 73, du 5 mars 1932.

la question touchant les sortes de semences de la betterave. De plus, le bureau de répartition et de contrôle sur le sucre, créé en 1935, avait pour objet d'en régulariser l'offre et la demande.

b) Pour le principal article d'exportation, le tabac, dès 1934 était établi un monopole d'Etat, mais vu ses résultats médiocres, ce monopole fut annulé, après quelques mois seulement d'existence, et furent élaborées les lois des 21 janvier et 12 juin 1935, modifiées et complétées par le décret-loi de 1937 (13), qui en réglementait la production, afin d'en supprimer la surproduction, nuisible tant pour la qualité que pour le prix de l'article. On créa aussi la production de rejets de tabac de meilleures qualités, dans le but d'éliminer la trop grande variété et d'obtenir un type uniforme, amélioré, de tabac. Un service agronomique spécial, fut chargé d'étudier les moyens d'élever le pouvoir de concurrence du tabac bulgare par l'amélioration de la qualité, par type des différentes sortes des rayons et par diminution des frais de production.

Le résultat de cette activité en ce moment est que 90 % des tabacs sont échangés contre des types assortis.

c) Les plantes à fil, fournissant le matériel indispensable pour l'industrie textile, et dont la production dans le pays économise des devises étrangères à l'Etat, par suite d'une réduction de cette importation, deviennent aussi l'objet d'un soin spécial au Ministère de l'Agriculture.

Déjà en 1932, on réussit à augmenter la production du coton, en obligeant les fabriques bulgares à acheter le

(13) *Jour. Off.* N° 279 du 8 décembre 1937.

coton de production locale à un prix fixe (14). Les décrets-lois de 1936-1937 influencèrent beaucoup le développement de la culture du coton (voir chap. III). Les résultats obtenus et la distribution de semences assorties en améliora la qualité.

Les mêmes soins furent consacrés, aussi, au chanvre et au lin. A cette fin, on promulgua les décrets-lois « Pour la réglementation de la semaille du chanvre et la production du fil de chanvre » (15), et le décret-loi concernant « Le commerce et la protection de la production locale du chanvre et du lin » (16).

d) La culture des roses, en décadence depuis un certain nombre d'années fut, elle aussi, facilitée par plusieurs mesures.

En 1932 on régleta par loi, le prix de la fleur de rose. En 1933 on modifia l'ancienne loi de 1932, concernant la subvention aux producteurs de roses, et les coopératives, qui produisaient l'essence de rose, sous le contrôle de la Banque Agricole et Coopérative de Bulgarie. Ils furent libérés des impôts y relatifs et reçurent des emprunts à long terme et le concours de la Banque pour le placement de l'essence de rose.

Dans le but de parer à la surproduction de cet article, spécifiquement bulgare et dont la demande à l'étranger avait sensiblement diminué, on créa en 1934 un monopole pour l'achat et la production de l'essence de roses, par la Banque Agricole et Coopérative de Bulgarie. Toujours

(14) *Jour. Off.*, N° 173 du 17 mai 1932.

(15) *Jour. Off.*, N° 29 du 4 février 1935.

(16) *Jour. Off.*, N° 43 du 21 février 1936.

dans ce but — diminution de la production, afin de l'adapter aux demandes restreintes, le décret-loi de 1936, prévoit une indemnité de 3.600 lvs. par hectare pour l'arrachage volontaire des jardins de roses.

Des mesures semblables étaient prises pour la plupart des produits agricoles en Bulgarie.

La politique agraire depuis 1934 est caractérisée, comme nous l'avons vu, non seulement par des soins pour parer aux effets de la dépression économique, mais aussi pour s'efforcer d'adapter l'économie rurale à la situation créée par la crise économique sur le marché international.

CHAPITRE III

LES RESULTATS DE CETTE ACTIVITE

Les résultats obtenus, de cette politique d'intervention de l'Etat, dans le domaine agricole bulgare, sont illustrés par les données suivantes sur la production, le rendement et l'exportation des produits agricoles.

Terresensemencées et plantées :

Pour 100 de la superficie totale de toutes les cultures (1).

	1907-11	1929	1933	1937-38
Céréales	76.14	73.03	71.18	67.45
Plantes oléagineuses				
et industrielles	0.69	4.11	4.31	7.42
Plantes alimentaires	3.66	3.36	3.99	4.10
Plantes à fourrages	16.80	16.28	17.13	17.20
Vignes et jardins	2.71	3.22	3.35	3.83

(1) Selon les données de la « Direction générale de la Statistique ».

Les changements dans les superficies, occupées par les diverses cultures ne sont pas très importants, malgré la tendance à une augmentation générale en pour cent, si l'on excepte les céréales. Quoi qu'il en soit, celles-ci ne perdirent pas leur place prépondérante et même accusèrent une augmentation absolue de l'étendue qu'elles occupent par suite de l'accroissement de la population.

L'augmentation simultanée des plantes alimentaires est également un résultat surtout pour l'effort de développer et d'améliorer les moyens de ravitaillement de la population. Tandis que l'accroissement considérable des plantes huileuses et industrielles est l'indice d'une rationalisation touchant la nécessité des matières brutes pour l'industrie indigène.

Cette tendance apparaît encore davantage, si l'on examine les résultats de la production pour les produits les plus importants, fournis par les chiffres du tableau suivant : (2)

Par milliers de quintaux.

	1929	1933	1937-38
Céréales	25.155	33.307	33.426
Tabac	328	245	422
Betterave	2.623	2.961	801
Tournesol (sem.)	595	755	1.618
Coton (fil)	9	24	67
Lin	0.5	1	1.5
Chanvre	13	21	33

(2) Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, 1938.

Graines potagères	388	756	861
Pommes de terre	441	809	1.088
Légumes	1.483	1.551	1.787
Fourrage	13.704	16.424	14.958
Raisins	2.962	4.310	2.990
Fraises	3	14	20
Fruits divers	321	465	1.123
Roses	79	107	64

La production de toutes les cultures, à l'exception celles de la betterave et des roses, a augmenté, non seulement par suite de l'amélioration des moyens d'élaboration et de la hausse du rendement, mais aussi grâce à l'effort, pour compenser les pertes des céréales.

La baisse des prix a eu sa répercussion sur la valeur de toute la production agricole. Elle a varié comme suit (3) : 1929 : 23.348 millions de lvs ; 1933 : 9.713 millions de lvs ; 1935 : 14.096 millions de lvs et 1937 : 18.343 millions de lvs.

Ces chiffres illustrent, une fois de plus, d'une part, le développement et les tendances générales de la production agricole en Bulgarie, et d'autre part les résultats des mesures appliquées par l'Etat.

(3) *Op. cit.*

DEUXIÈME PARTIE

**La politique industrielle
de la Bulgarie**

CHAPITRE PREMIER

MESURES LEGISLATIVES POUR L'ENCOURAGEMENT DE L'INDUSTRIE EN BULGARIE

On distingue deux grandes périodes, dans la politique d'encouragement de l'industrie bulgare — celle de la Libération jusqu'à 1894 et l'autre, de 1894 à nos jours. Pendant la première période, cette politique est tout à fait passagère et faible, tandis que, durant la seconde, l'Etat y exerce une grande influence, par une suite de lois, qui encouragèrent beaucoup l'industrie bulgare.

SECTION I

La période 1878-1894

Longtemps après l'industrialisation de l'Europe Occidentale et Centrale, après l'apparition des premières usines, élaborant les matières brutes avec des machines perfectionnées, la Bulgarie n'avait qu'une faible production de

métiers. Ainsi, au temps de la Libération, il n'y avait que 20 entreprises industrielles, qui, n'auraient pu être considérées actuellement comme telles. Les faibles capitaux, qui y étaient investis étaient en majeure partie étrangers, en particulier français.

Après la libération, il y avait, certainement des conditions favorables pour la création d'une industrie agricole, à savoir des matières brutes, une population laborieuse et entreprenante, mais il y manquait l'essentiel, des capitaux. Les capitaux du pays étaient faibles et la situation politique était telle, qu'elle ne pouvait pas attirer les capitaux étrangers. De plus, les mines houillères n'étaient pas encore exploitées, les voies de communication, insuffisantes, les centres urbains petits, les villages, et en partie les villes n'étaient pas encore complètement mis au point dans le domaine d'échange économique et en dernier lieu, le marché intérieur pour des marchandises industrielles était trop borné. D'autre part, la concurrence de l'industrie étrangère, déjà avancée, augmentait de plus en plus, et empêchait, ainsi, la création d'une industrie indigène.

De plus, la Bulgarie n'était pas encore complètement autonome. En dehors du régime des capitulations donnant aux étrangers de grands privilèges, le Traité de Berlin imposa à la Bulgarie, la défense d'augmenter pour un temps déterminé, les droits de douane d'importation, de 8 % *ad valorem* sur les marchandises provenant d'Occident, c'était une protection tout à fait insuffisante pour une industrie naissante comme l'était celle de la Bulgarie.

Malgré tout, l'Etat ne resta pas indifférent au sort de l'industrie, même dès les premières années de la libération.

Depuis cette dernière, jusqu'à la fin de 1894, quand on vota la première loi, visant l'encouragement de l'industrie indigène, le gouvernement prit des mesures dont la majeure partie n'était pas suffisamment étudiées, mais prouvaient, néanmoins la volonté des hommes d'Etat de collaborer et de venir en aide au développement de l'industrie nationale.

En 1883, on vota pour la première fois, une loi (1) spéciale concernant la politique industrielle. Une des premières innovations apportée par cette loi, fut l'obligation pour la gendarmerie et l'armée de ne porter que des vêtements et chaussures fabriqués par l'industrie bulgare, malgré une différence de prix qui pouvait atteindre 15 % en plus.

Au début de 1892, par une nouvelle loi, l'Etat élargit les arrêts de 1883, qui visaient la préférence des produits indigènes aux étrangers pour toutes les fournitures de l'armée.

Il est évident, d'après ce que nous venons de dire, que la première période de la politique industrielle est marquée par un certain nombre d'essais, des mesures à entreprendre, pour aider l'industrie naissante. Cependant, il serait exagéré de parler d'une politique spécialement industrielle.

Parmi les ministères prévus dans la Première Constitution bulgare, on peut signaler le ministère des finances et celui des affaires intérieures, comme s'intéressant particulièrement à la vie économique du pays. Avec la modification de la Constitution en 1893, on créa deux nouveaux ministères — le ministère du commerce et de l'agriculture et celui des travaux publics, voies et communication.

(1) *Jour. Off.*, N° 47, du 23 février 1883.

Dans le ministère du commerce et de l'agriculture se forma, pour une première fois, des sections spéciales, destinées à activer et développer l'industrie et les métiers en Bulgarie.

Donc, malgré la faiblesse de la politique industrielle de la Bulgarie, pendant cette première période, on peut affirmer, qu'elle a procuré à ce pays certains avantages, et que, dès le début de cette politique commença la formation des premières entreprises industrielles, disposant de capitaux indigènes.

SECTION II

La période de 1894 à 1936

§ 1. — Lois de 1895, 1905 et 1909.

L'année 1894 fait époque pour la politique industrielle de Bulgarie. Au début de cette même année s'établit le calme politique dans le pays, et la Bulgarie regagna la confiance des pays étrangers. Les gouvernements fixèrent sérieusement leur attention sur les problèmes économiques et entreprirent les réformes nécessaires au développement de l'industrie bulgare. D'autre part, la population profitant du calme politique pour s'intéresser plus que jamais aux problèmes économiques et s'y adonner complètement.

a) Dans le courant de l'hiver 1894 fut proposé au Parlement un projet de loi visant l'encouragement de l'industrie indigène, et au mois de février 1895 une loi (2) fut

(2) *Jour. Off.* N° 147 du 7 juin 1895.

enfin, votée, qui créa immédiatement les conditions favorables à une industrie moderne.

Les principaux avantages de cette loi consistaient dans : réduction des droits de douane sur les matières indispensables à l'industrie ; diminution des taxes de transport par chemin de fer bulgares ; certaines réductions sur les impôts ; octroi de la part de l'Etat, des terrains et matériaux nécessaires à la construction des bâtiments industriels ; et d'autres mesures analogues.

Dès cette année-là, il se forma dans le pays un courant public en faveur d'une politique nationale et protectionniste.

Au début de 1897 l'Etat élève les droits de douane jusqu'à 14 %, et au cours de la même année conclut avec plusieurs pays les premiers accords, qui lui donnent la possibilité d'élever les droits de douane de 8 jusqu'à 25 %, sur toutes les marchandises importées. Par ces faits, on voit que l'Etat entreprend une véritable politique d'encouragement de l'industrie indigène, surtout au moyen des droits de douane.

b) En 1905 expire le délai de la loi de 1895 et en remplacement le Parlement en vota une autre « La loi d'encouragement de l'industrie et du commerce (3) » apportant à peu près les mêmes avantages que la première. Cette loi a créée des avantages, favorables non seulement aux grandes entreprises, mais aussi, à tout ce qui semblait être entreprises industrielles.

(3) *Jour. Off.*, N° 31 du 4 février 1905.

c) Bien que, le délai de la dernière loi ne fut pas encore écoulé, en 1909 en est votée une troisième loi (4), poursuivant à peu près le même but que les deux premières, c'est-à-dire l'encouragement de l'industrie bulgare. Mais elle s'efforça surtout de corriger certains défauts de la loi de 1905 et se rapprocha de la loi de 1895, quoique beaucoup plus complète.

Peu après arrive la guerre des Balkans, et ensuite la Grande Guerre. La première ne dura que peu de temps et l'industrie bulgare n'en fut guère influencée. Mais pendant la Grande Guerre, on modifia complètement le domaine économique suivant les circonstances et les besoins de la guerre. L'Etat entreprit une politique d'intervention dans la vie économique et dans l'industrie privée. Et ce que l'on nommait politique d'encouragement a fait place à une réglementation, qui se traduisait par la militarisation d'un grand nombre d'industries importantes pour les besoins de l'armée.

L'économie bulgare sortit de la guerre complètement bouleversée.

En 1921 seulement, l'Etat reprend de nouveau une politique industrielle, qui se traduit par le vote d'un certain nombre des lois, ayant pour but d'établir un ordre dans la vie économique.

Au mois d'avril 1921 on vote la loi (5) « pour la protection des patentes et les inventions » par laquelle pour la première fois, dans notre pays, l'Etat s'engage à protéger

(4) *Jour. Off.*, N° 157, du 12 juin 1909.

(5) *Jour. Off.*, N° 97 du 4 avril 1921.

les inventeurs en leur assurant certains droits. Il faut, ensuite signaler la nouvelle loi (6) pour le tarif douanier de 1922, qui renforce encore davantage le protectionisme industriel, existant à cette époque. Puis l'interdiction d'importation de certains produits industriels, laquelle interdiction pratiquée au courant de plusieurs années, après la guerre a renforcé davantage encore, le protectionisme en créant en même temps des conditions favorables pour la formation de plusieurs nouvelles industries.

§ 2. — *La loi de 1928*

En 1928 le Parlement vota une nouvelle loi (7) d'encouragement de l'industrie bulgare.

Le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, M. Svetsco Bobochevsky, dans un exposé sur le projet de cette loi prononça ces paroles importantes (8) : « *Pouvons-nous abandonner en ce moment la politique de protectionisme, que nous avons pratiquée jusqu'ici ? Pouvons-nous abandonner ce système qui a été durant 30 ans un moyen puissant, pour la création, l'avancement et l'épanouissement de cette politique, ce qui a été senti surtout pendant les lourdes années de guerre, années d'isolation totale ? Et si nous consentons à l'abandonner, quel est cet autre système, qu'il faut adopter, avec la certitude, de ne pas détruire notre industrie existante pour laquelle on a fait jusqu'à maintenant tant de sacrifices ? Quel est ce sys-*

(6) *Jour. Off.*, N° 179 du 23 juin 1922.

(7) *Jour. Off.*, N° 34 du 9 février 1928.

(8) Notes sténographiques du Parlement du 24 janvier 1928.

tème qui nous garantirait et nous préserverait, au point de vue industriel, de la concurrence des états européens avec des industries beaucoup plus développées et perfectionnées que la nôtre ? Je réponds à tout ceci, qu'il est impossible pour nous, de faire en ce moment de pareilles expériences, car dans le monde entier, le protectionnisme a pris telles dimensions menaçantes, qu'il a provoqué dernièrement une véritable réaction et un ample examen dans toutes les conférences économiques, afin d'envisager les moyens de lutter contre ce protectionnisme, surtout, dans les pays de libéralisme traditionnel. Ce qui les pousse à agir ainsi, c'est par dessus tout le désir de fermer le plus possible leurs frontières au commerce étranger, et d'exporter leurs produits dans les autres pays.

Etant donné, que dans ces pays le protectionnisme est un dogme, on se pose naturellement la question : ne serait-ce pas une folie, même, je me permettrai de dire un crime, de laisser un pays comme la Bulgarie avec une industrie naissante et encore instable, une industrie créée et soutenue de nos jours par tant de sacrifices, lutter avec les industries étrangères déjà trop avancées ?

Non, messieurs, nous ne pourrions jamais faire cela, nous commettrions une faute historique, et nous serions responsables devant le pays, si nous nous permettions, rien que par un système de protection, de détruire ou de remplacer, tout ce qu'au cours de 30 ans a été créé, sous des formes différentes, dans un seul but, le développement de notre industrie

Personne ne nous oblige à rester à jamais un simple pays rural. Les différentes cultures rurales sont recher-

chées surtout par les fabriques, et ces dernières exigent souvent une grande quantité de certains produits agricoles. Il est évident, que ce sont les fabriques, qui sont les plus aptes à améliorer le sort de la population rurale, c'est pourquoi, on dit avec raison, que la véritable industrie nationale ne peut se réaliser qu'avec l'appui de l'agriculture. »

Nous nous sommes étendus un peu longuement sur la citation de différentes parties de ce discours de M. le Ministre de l'Industrie, parce qu'il donne une idée précise, du point de vue du gouvernement à cette époque sur le problème de la protection de l'industrie bulgare.

SECTION III

Loi de l'industrie de 1936

Avant la loi de 1936, il n'existait pas encore en Bulgarie, une loi contenant toutes les dispositions concernant l'industrie bulgare. Jusqu'à cette époque ces dispositions étaient dispersées dans un grand nombre de lois différentes.

La loi de l'industrie de 1936 concerne les trois domaines principaux de la politique industrielle : la réglementation, la rationalisation et l'encouragement de l'industrie.

La loi de l'encouragement de l'industrie de 1928, qui précéda celle de 1936, selon les exposés de ses auteurs, et même d'après son propre contenu portait un caractère de

liquidation et un délai bien déterminé de 15 ans, jusqu'à 1943.

La loi de 1928 portait en soi un grand nombre d'inconvénients. Mais ces derniers, n'étaient pas d'une difficulté insurmontable, il était facile de les corriger, soit par l'application de la loi, soit par une modification partielle de cette loi.

Mais, pendant la crise économique il devint urgent de prendre un grand nombre de mesures fiscales indispensables pour le moment, ce qui détermina le changement, presque complet, de la loi de 1928.

La loi de l'industrie de 1936, met l'encouragement de l'industrie bulgare sur des bases tout à fait nouvelles, en prévoyant deux régimes : le premier, commun à toutes les entreprises industrielles, prévoit « les facilités générales pour l'industrie », et le deuxième régime prévoit spécialement « les mesures d'encouragement » pour certaines branches industrielles.

§ 1. — *Les facilités pour l'industrie, prévues par loi de 1936*

Le régime établi, par ce chapitre de la loi de 1936, diffère complètement de celui de la loi de 1928, par le fait qu'il accorde les mêmes facilités à toutes les entreprises en général, et non seulement à certaines branches industrielles déterminées, comme il en était avec la loi précédente. On supprime par là, une des discriminations non désirables de la politique industrielle du passé. Une seconde pareille discrimination tombe également, pour cette

raison, que ce régime ne prévoit pas des facilités spéciales, concernant l'importation des matières premières et des machines pour l'industrie.

Les facilités, prévues par la loi de l'industrie de 1936, sont les suivantes

a) Facilités d'obtenir des terrains. Elles consistent en ceci que, les terrains communaux ou d'Etat, nécessaires pour la création ou le développement des entreprises industrielles (art. 23), peuvent être, obtenus d'après un jugement, suivant la loi « d'expropriation des biens immobiliers en faveur des besoins de l'Etat et de la société ». Lorsqu'on a besoin d'un terrain privé, pour l'élargissement d'une entreprise industrielle, et que, l'on se trouve devant l'impossibilité de conclure un accord entre les deux parties pour l'acquisition du terrain, c'est la « Commission industrielle », qui résoud le problème (art. 24).

b) Facilités d'approvisionnement de matières premières nécessaires à l'industrie. Dans le cas où le travail normal de certaines branches de l'industrie dépend de la faculté de pouvoir s'approvisionner, en quantité suffisante, en matières exploitées par les domaines d'Etat, ou communaux, le ministre de l'industrie établit, les conditions les plus avantageuses desquelles les industries intéressées peuvent profiter (art. 27).

c) Facilités pour l'industrie indigène de participer aux fournitures de l'Etat et des établissements publics. Les différents établissements d'Etats, les communes et les instituts autonomes sont obligés de fixer les conditions de leurs fournitures de façon qu'elles ne deviennent pas un

obstacle à la participation de l'industrie indigène (art. 29) si les établissements mentionnés, ne tiennent pas compte des conditions fixées pour les fournitures, les intéressés peuvent porter plainte à une commission spéciale (art. 30).

d) Pour les fournitures des différents établissements d'Etat, lorsqu'on doit faire la comparaison entre les prix de produits indigènes et les prix de produits étrangers, on doit augmenter les prix de ces derniers, de tous les droits de douane et taxes complémentaires prévus dans la loi correspondante (art. 31).

e) Diminution de l'impôt sur les bâtiments industriels. Elle consiste en ce que, l'impôt sur les bâtiments, dans lesquels sont installés les entreprises industrielles, se rapporte seulement à la valeur des édifices et non à leurs installations (art. 33). Dans ce cas, les avantages de la loi de l'encouragement de l'industrie de 1928 étaient plus favorables, car cette dernière supprimait complètement l'impôt sur les bâtiments.

f) La loi prévoit enfin, une rétrocession pour tous les droits et taxes payés sur les matières premières en cas d'exportation (art. 34).

§ 2. — *Encouragement de l'industrie*

Lorsque le ministre du commerce, de l'industrie et du travail juge nécessaire, selon la situation économique, qu'une branche d'industrie puisse se former, se développer ou être préservée de la décadence, la loi de l'industrie de 1936 prévoit la possibilité d'établir un régime spécial

d'encouragement, qui pourra réellement atteindre le résultat désiré, et qui pourrait envelopper, aussi, le régime des impôts et les droits de douane, concernant l'industrie envisagée (art. 36-38). La possibilité d'une solution si complète du problème de l'encouragement de certaines branches industrielles est la grande innovation dans ce chapitre.

La loi ne nous donne pas les précisions nécessaires pour déterminer, quelles sont les branches industrielles qui ont le droit d'obtenir cet encouragement spécial, mais elle précise les questions qui doivent être éclairées par le Conseil Industriel, quand ce dernier se prononce sur l'opportunité d'encourager de cette manière une branche donnée de l'industrie (art. 39).

§ 3. — *Rationalisation de l'industrie*

L'une des principales causes du prix relativement élevé des produits industriels bulgares, c'est l'insuffisance de rationalisation de notre industrie due aux dimensions restreintes des établissements, à la production au-dessous de la pleine capacité et au manque de spécialisation.

C'est pour la première fois, que, par la loi de 1936, on prévoit, dans notre pays, des mesures visant la rationalisation de l'industrie bulgare. Il était grand temps, parce qu'aujourd'hui, plus qu'auparavant, il s'impose de suivre la voie de la rationalisation industrielle.

Durant la crise économique actuelle, on a pu constater une forte inégalité entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles en Bulgarie. Il est probable

que cette inégalité par rapport aux produits agricoles, ne pourra pas être comblée, même après la disparition de la crise, étant donné, que la baisse des produits agricoles, surtout des céréales, provient non seulement de la surproduction, mais aussi de la diminution des prix de revient par suite de l'emploi des machines agricoles perfectionnées et de la rationalisation des pays d'outre-mer. Laisant à la politique agricole le soin de la rationalisation de notre production, qui pourrait améliorer la situation des agriculteurs, non, par la voie de l'équilibre des inégalités entre les prix, mais par celle de l'égälisation des profits, il incombe à la politique industrielle de rétablir l'équilibre entre les prix, tout en coopérant, pour une diminution des prix des produits industriels.

Pendant les dernières années, on a vu s'établir et se développer plusieurs branches nouvelles de l'industrie bulgare, toujours comme conséquence de la crise économique, qui imposa une politique ultra-protectioniste et fiscale. Lorsque la crise aura pris fin, et qu'il faudra liquider ce super-protectionisme, ces nouvelles branches industrielles, comme d'ailleurs toute l'industrie indigène, seront exposées à une forte épreuve si, entre temps, on ne réussit pas à les établir sur des principes plus rationnels.

Aucun développement ultérieur, de l'industrie bulgare, n'est plus possible, si elle ne commence à vendre ses produits de même qualité, ou même de meilleure qualité à des prix inférieurs.

C'est précisément pour cela, que, la loi de 1936 sur l'industrie en Bulgarie apporte quelques nouvelles mesures dans cette branche.

I. — *Dimensions minimales des entreprises industrielles*

Comparaison faite avec les industries des pays plus avancés et industrialisés, les entreprises industrielles bulgares sont trop peu importantes, et par conséquent, ne possèdent pas, dans la mesure voulue, les avantages de la grande production. Un nombre considérable d'entreprises industrielles en Bulgarie n'ont qu'une dimension techniquement dite, au-dessous de l'optimum, c'est-à-dire, au-dessous de cette dimension, où il serait possible, suivant la technique existante d'obtenir un produit au prix convenable.

Ce chapitre de la loi du 27 août 1936 a pour but d'entraîner pour certaines branches de l'industrie la création de nouveaux établissements, qui ne comporteraient pas les dimensions exigées.

II. — *Plans pour la réorganisation de l'industrie*

L'industrie bulgare ne travaille pas rationnellement, non seulement, parce qu'un grand nombre des établissements industriels sont trop exigus, mais aussi parce que, dans beaucoup de cas, les établissements industriels indépendamment du fait qu'ils sont plus ou moins importants, ne se trouvent pas en situation de pouvoir travailler en plein rendement, c'est-à-dire, de pouvoir produire au point de vue technique, aux coûts de production les moins élevés. Cet état de choses, doit être attribué au nombre exagéré d'établissements industriels dans certaines branches.

Les mesures prises, ne sont pas concrètement exposées dans la loi, elles sont prévues sous la rubrique : « Plans

pour la réorganisation de l'industrie », lesquels suivant l'art. 43, semblent avoir pour but principal l'abandon de la production dans les entreprises mal outillées et sa concentration dans les établissements plus grands et plus rationalisés, bien entendu, contre une compensation équitable aux patrons ayant cessé la production. De cette manière on arriverait à une double rationalisation : 1° les coûts de production inférieurs des entreprises plus grandes et mieux outillées seront décisifs pour la formation des prix, et 2° les coûts de revient, dans les grandes entreprises, pour la production industrielle totale, par suite d'un travail en plein rendement, seront inférieurs aux précédents.

On prévoit de deux manières la réalisation de ces « Plans de réorganisation », qui exigeront la fusion de toutes les entreprises d'une branche, en une sorte de cartel: a) sur demande de l'industrie même, le Conseil Industriel près du ministère du commerce et l'industrie examine le plan et, s'il le recommande, on le soumet au référendum des industriels intéressés, afin que le plan devienne obligatoire pour les industriels de cette branche, une majorité déterminée est de rigueur, à condition, que le corps légal délivre à ce plan la forme de loi (art. 42-44) et b) idem, mais seulement, non sur demande de l'industrie relative, mais sur décision du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du travail (art. 45).

Les deux manières d'opérer ont pour but, la création d'une formation, que l'on pourrait qualifier comme cartels conditionnellement obligatoires.



De cet exposé sur le développement de la politique d'encouragement de l'industrie en Bulgarie, il résulte que : 1° dans le passé (jusqu'à la dernière loi sur l'industrie en 1936) l'industrie bulgare était fortement encouragée par l'Etat ; grâce à ce régime, furent créées, beaucoup d'entreprises industrielles utiles, lesquelles contribuèrent effectivement à diminuer la dépendance économique de la Bulgarie envers l'étranger. Cependant, parallèlement à ces industries, surgirent un grand nombre des entreprises industrielles qui utilisaient les privilèges accordés et qui n'étant pas aptes à une existence individuelle, ne pouvaient exister que grâce aux mesures d'encouragement.

C'est pour ces motifs, que fut créée la nouvelle loi de 1936, laquelle a pour but de réduire progressivement les privilèges des entreprises industrielles, en prévoyant dans ce but une période de liquidation, durant laquelle, les entreprises non rationalisées, sont obligées de se reconstruire et se rationaliser, afin de devenir capables d'exister, même lorsque les privilèges seront annulés.

De cette manière, on constate une évolution dans la politique économique de la Bulgarie orientée progressivement maintenant d'un protectionisme exagéré, vers une politique économique plus modérée et plus raisonnable.

CHAPITRE II

CARACTERISTIQUES DE L'INDUSTRIE EN BULGARIE

GENERALITES

Après l'examen que nous venons de faire sur le développement de la politique industrielle en Bulgarie, nous essayerons de donner, dans les pages suivantes, une caractéristique socialo-économique de l'industrie bulgare, mettant en relief son importance pour l'économie nationale bulgare, en comparaison, avec les autres branches économiques, ainsi, que la répercussion de cette politique d'encouragement sur son développement durant ces dernières années. Cet aperçu mettra en évidence la question de savoir, combien cette industrie devrait être secourue, au détriment des autres groupes économiques, prenant en considération la politique d'encouragement, pratiqué jusqu'à l'heure actuelle.

Pour exprimer l'importance actuelle de l'industrie bulgare, nous utiliserons les données suivantes : nombre des personnes y engagées ; nombre des entreprises dans les

diverses branches ; chiffre du capital investi ; valeur et quantité de la production (1).

Le tableau suivant, nous montre l'augmentation des entreprises dans chaque groupe séparément, et le développement en général, de toute l'industrie bulgare :

Groupe industriel	1909	1929	1931	1933	1935	1936
1 Mines et carrières	6	6	31	13	»	»
2 Industries céramique . .	10	101	104	97	93	90
3 Industrie métallurgique	19	136	130	126	108	106
4 Industrie chimique . . .	24	104	115	112	101	96
5 Industrie textile	61	198	225	231	215	203
6 Industrie du cuir	22	54	58	53	47	46
7 Industrie charpentière .	18	48	61	58	50	48
8 Industrie du papier	3	4	4	4	4	4
9 Industrie alimentaire et de boissons	100	468	462	450	308	280
10 Industrie productive d'électricité	2	45	44	46	47	48
TOTAL	266	1.164	1.234	1.190	979	926

(1) Selon les données de la Direction générale de la Statistique en Bulgarie. — Nous regrettons de ne posséder des données complètes que pour 1929 ; celles de 1931 sont satisfaisantes, mais celles de 1933 sont très insuffisantes. Cependant, telles que nous les possédons, elles nous suffiront pour illustrer la situation. Pour la situation d'avant-guerre, nous utiliserons quelques données de l'enquête de 1909 sur l'industrie, également complète.

1^{ère} SECTION

Caractéristique professionnelle

La branche industrielle utilise une partie relativement faible du travail national. Ce travail est réparti entre les branches productives suivantes, et dans des proportions, qui montrent également, la structure économique de la Bulgarie (2).

Les chiffres décisifs, nous font constater, dès les premières colonnes du tableau, le caractère dominant de la production agricole dans notre économie nationale. Les chiffres relatifs sont encore plus éloquents. On voit à la cinquième colonne que, 75 % de la population totale est employée dans l'agriculture. L'industrie et les métiers en occupent 10,51 %. Pour les autres professions, il ne reste que 14,88 % répartis par 0,29 %, 2,14 %, 4,08 %, etc. Le travail industriel et l'artisanerie sont indiqués comme le travail de fabrique. Mais dans un article (3) sur « La caractéristique quantitative de notre industrie », Prof. DOLINSKI établit que, de tous les établissements dénommés fabriques, seulement 1,55 % entretiennent en moyenne 10 personnes par établissement. Les établissements avec moins de 10 personnes établissent le 98,45 %. Si les établissements industriels occupent environ 1,55 % sur tous les

(2) Voir annexe N° 1. Suivant le recensement de 1926. Des données plus récentes manquent.

(3) *Revue de la Société d'Economie politique*, Sofia, 1935-1936., p. 342.

établissements de fabriques, cela signifie que, dans la quantité du travail national, ils ne participent qu'à raison de 0,2 %.

L'augmentation du nombre des personnes occupées dans l'industrie est prouvée par les chiffres suivants :

Années	Population totale du pays	Total	Population industrielle (industrie et métiers)
1910	4.337.513	430.511	178.365. 252.146
1920	4.846.971	484.270	204.511 . 279.759
1926	5.478.741	576.293	270.748 305.545

La population industrielle a augmenté dans une proportion plus grande que la population totale du pays.

Ainsi, elle a été de 9,92 % sur toute la population en 1910, 9,99 % en 1920, et 10,50 % en 1926. Pendant l'intervalle de 1910-1920, la population industrielle a devancé celle du pays de 0,07 % par an, et durant l'intervalle de 1920-1926 de 0,10 % par an. On peut attribuer ce fait, au renforcement de l'industrie après 1922, comme conséquence, des modifications radicales du tarif douanier. Dans ce mouvement de la population industrielle, la majeure partie revient à la population active.

2^e SECTION

Nombre des entreprises

1909 : 266	1929 : 1.164	1931 : 1.234
1933 : 1.148	1935 : 979	1936 : 926

Il s'agit ici seulement, de l'industrie encouragée. Toutes les catégories industrielles ont participé à l'augmentation

du nombre des entreprises. L'industrie métallurgique, l'industrie alimentaire, et celle des boissons, et l'industrie électrique, en font exception, mais seulement, pour l'intervalle 1929-1934. A partir de 1933 on remarque une diminution progressive et sensible des entreprises industrielles. Cependant, l'industrie électrique donne une faible augmentation, et l'industrie du papier reste stationnaire. Examinées séparément, on trouve le plus grand nombre d'entreprises dans l'industrie d'alimentation et de boissons, soit 30. 34 % du nombre total. L'industrie textile occupe 22.04 % sur le total des entreprises

3^e SECTION

Capitaux investis

La caractéristique sur l'industrie encouragée, nous montre un nombre d'entreprises industrielles augmentant rapidement. On en déduit que, l'industrialisation de Bulgarie progresse relativement vite. Cependant cette caractéristique devrait être complétée. On trouve en premier lieu la question des capitaux investis dans l'industrie. Leur chiffre total a varié comme suit :

Années	1909	1929	1934	1933
En milliards de levas	1,8	7,9	7,8	8,3

On constate ici, aussi, l'industrialisation relativement rapide de notre pays de 1909 à 1929, les capitaux investis dans l'industrie ont augmenté de 339 %.

Une clarté suffisante sur la situation des capitaux investis dans les diverses branches productives, nous est fournie dans le tableau suivant :

<i>Capital investi</i>			
<i>en moyenne par entreprise, en milliers de levas</i>			
Groupe industriel	1909	1929	1931
Mines et carrières.....	18.360	748	5.631
Industrie céramique	14.704	7.166	6.861
— métallurgique . .	3.313	3.705	3.922
— chimique	2.790	3.983	4.398
— textile	5.581	7.575	6.868
— tanneries	2.254	3.628	3.313
— charpentièrè . . .	4.945	2.513	2.232
— papeteries	10.640	15.274	34.035
— aliment. et boiss.	7.131	6.667	5.767
— énergie électrique	84.476	24.560	27.767
Total	6.703	6.766	6.340

C'est dans l'industrie de production d'énergie électrique que nous constatons en 1909 les plus importantes entreprises (en moyenne 84,5 millions de levas), ensuite vient l'industrie minière (en moyenne 18,4 millions de levas), l'industrie céramique (14,7 millions de levas), etc.

La situation change en 1931. C'est l'industrie du papier et carton qui possède les plus grandes entreprises (en moyenne 34 millions de levas), suivie par l'industrie de production d'énergie électrique (27,7 millions de levas).

Le capital moyen a lentement progressé de 1909 à 1929, 0,9 %, pour diminuer de 1929 à 1931, diminution de 6,3

p. 100. On constate la même tendance vers la baisse, mais en un mouvement plus rapide dans les groupes industriels suivants :

Mines et carrière, baisse de 1909 à 1931 :	69,3 %.
Industrie céramique, , — —	54 %.
Industrie charpentière — —	54,8 %.
Industr. aliment. et boissons — —	19,1 %.
Industr. d'énergie électrique — —	67,1 %.

Les autres cinq groupes industriels ont grandi — le capital moyen d'une entreprise ayant augmenté de 1909 à 1931, comme suit :

Industrie métallurgique hausse de 1909 à 1931 :	18,3 %.
Industrie chimique — —	57,6 %.
Industrie textile — —	23,1 %.
Industr. de la tannerie — —	47,1 %.
Industrie du papier — —	219,9 %.

En groupant toutes les entreprises de chaque groupe industriel pour les années relatives et aussi les capitaux moyens, mentionnés plus haut, de chaque entreprise, on obtient la somme totale des capitaux investis dans l'industrie bulgare (4). Pour simplifier l'étude nous prenons seulement la période 1909-1931.

(4) Nous sommes obligés de recourir à cette méthode indirecte pour déterminer les capitaux investis dans l'industrie bulgare, faute de données plus complètes.

Capitaux investis dans l'industrie bulgare

en millions de levas

Groupe industriel	1909	1931	hausse
Mines et carrières	110	174	58,2 %
Industr. métallurgique .	63	509	708 %
Industrie céramique ..	147	713	385 %
Industrie chimique ...	70	505	623,4 %
Industrie textile	340	1545	354,4 %
Industrie tannerie	50	192	284 %
Industrie charpentière .	89	136	52,80 %
Industrie papier	32	136	325 %
Indust. alim. et boiss...	713	2695	277,7 %
Indust. électrique	169	1221	622,5 %
Total	1783	7824	344,4 %

En général, les capitaux investis dans l'industrie encouragée ont augmenté de 1,783 millions de levas en 1909, à 7.824 millions de levas en 1931. L'augmentation est de 344,4 %. Faisant une analyse de cette hausse générale, on constate que les capitaux investis dans les mines et les carrières et dans l'industrie charpentière, ont progressé dans une mesure plus étroite (relativement 58,2 % et 52,8 %). Tandis que, dans les industries suivantes on constate une augmentation considérable : industrie métallurgique : 708 %, industrie chimique 623,4 % et pour la production d'énergie électrique 622,5 %.

SECTION IV

Valeur de la production annuelle

La valeur de la production présente également un grand intérêt. C'est par la production que l'industrie indigène est lancée dans le mécanisme général pour la formation et la répartition des revenus. Il est vrai que la valeur de la production ne représente pas sa quantité, parce que le prix des produits fabriqués dépendent de beaucoup d'autres circonstances, et varient selon celles-ci, mais les quantités, aussi, sont diverses et adaptées moins encore pour une caractéristique générale. Quoiqu'il en soit, devant un niveau des prix existant, et que nous constatons chaque année, la valeur de la production industrielle laisse l'impression de sa participation dans la production nationale générale.

Comme quelques branches d'entreprises n'ont pas été étudiées par la Direction générale de la statistique, nous commencerons par la valeur moyenne de production d'une entreprise.

Valeur de la production annuelle, en millions de levas, en moyenne pour une entreprise :

Groupe industriel	1909	1929	1933	1935	1936
Mines et carrières	17,8	—	—	7.7	9.3
Indust. céramique	4.8	4.8	3.2	3.1	3
Ind. métallurgique	5.2	4.7	3.5	3.8	4.6
Industrie chimique	2.8	6.7	4.9	4.2	5.

(5) Les mines et les carrières ne figurent pas pour 1929 et 1933, parce que les données y relatives manquent.

Industrie textile	7.7	13.7	8.1	8.6	11.1
Indust. tannerie	5.6	8.9	3.8	4.1	5.1
Industrie charpentière	4	4.7	2.8	2	2.4
Industrie papetière	4.1	13.2	30.6	30.7	36.3
Indust. alim. et boiss.	10.9	6.5	5.1	5.5	5.9
Indust. énergie électrique	12.6	4.7	6.9	5.6	6.3

A partir de 1909, jusqu'en 1929, toutes les industries montrent une valeur augmentée de la production, calculée en moyenne par entreprise. Cependant l'industrie métallurgique, l'industrie alimentaire et des boissons, ainsi que d'énergie électrique, y font exception. Comme, en 1929 on n'a pu enregistrer en Bulgarie une amélioration des prix, il appert que la diminution de la valeur de la production, en moyenne par entreprise, doit être attribuée, avant tout, au morcellement des groupes industriels, par la création des nouvelles entreprises relativement peu importantes. De 1929 à 1933 on constate une diminution, presque générale, de la valeur de la production, due à la crise économique. Durant 1935 et après 1936 se manifeste une hausse sensible dans la valeur de la production, ce qui est l'un des indices certains de l'amélioration de la situation économique.

Prenant en considération d'une part, les valeurs moyennes de la production mentionnées, et d'autre part, le nombre des entreprises, nous obtiendrons la valeur de la production industrielle, en général, et pour chaque groupe industriel, à part. C'est ce que l'on trouve au tableau suivant.

VALEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ANNUELLE

(en millions de lévas)

Groupes industriels	1909	1929	en % sur 1909	1933	en % sur 1929	1936	en % sur 1933
Mines et carrières.....	106.4	—	—	—	—	—	—
Industrie céramique	48.3	484.9	+ 908.5 %	310.4	36.1 %	305	— 1.7 %
— métallurgique ,	96	739.2	+ 670	441	— 40.3	485.3	+ 10
— chimique ,	66.4	696.8	+ 954.6	548.8	— 21.3	482.1	— 12.1
— textile ,	471.2	3.012.6	+ 540	1.871.1	— 37.9	2.262	+ 20.9
— tannière ,	122.6	480.6	+ 293.4	201.4	— 58.1	233.6	— 15.8
— charpentièrè ,	72.9	255.6	+ 212.5	160.4	— 28.8	116.7	— 27.2
— papetière ,	12.4	52.8	+ 333.4	122.4	— 134.6	145.4	+ 18.7
— alimentaire et boissons	1.093	3.033.3	+ 177.5	2.295	— 24.3	1.638.4	— 29
— énergie électrique	25.1	211.5	+ 744	317.4	— 50.2	306.3	— 3.4
Total	2.114.3	8.937.2		6.267.9		5.975.1	— 4.67

En 1929, la valeur de la production industrielle en Bulgarie est quatre fois plus grande en comparaison de celle de 1909 (8,9 milliards de levas, contre 2,1 milliards). En 1933 on constate une diminution de la valeur de la production de 30 % par rapport à 1929 (8.9 milliards de levas à 6,3 milliards de levas). Enfin, en 1936 on peut constater une nouvelle réduction de la valeur de la production industrielle de 4,7 % par rapport de 1933 (6.26 milliards de levas à 5,97 milliards de levas).

Grâce aux droits de douane très élevés et au contrôle du change, introduit en Bulgarie depuis 1923, l'industrie bulgare fut extrêmement protégée et le nombre des entreprises industrielles a enregistré une augmentation considérable (voir IV^e partie : « Les résultats de cette politique »).

Les droits de douane très élevés, ont fait monter les prix, sur le marché intérieur, ce qui donna la possibilité à la plupart des nouvelles fabriques, même, avec un rendement insignifiant, et par conséquent, aux prix de revient très élevés, d'assurer des profits considérables aux capitaux investis dans les nouvelles entreprises.

TROISIÈME PARTIE

La politique douanière
et son importance
pour l'industrie bulgare

TITRE I

POLITIQUE DOUANIÈRE ET SON IMPORTANCE POUR L'INDUSTRIE BULGARE

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE DOUANIÈRE

Le tarif douanier de la Bulgarie après la libération était particulièrement fiscal. Au début, le droit de douane pour toutes les marchandises montait à 8 %, et plus tard à 10 % *ad valorem*. Ce droit de douane ne pouvait pas, évidemment, protéger la production indigène contre la concurrence étrangère. En plus, ce droit de douane *ad valorem* s'appliquait à toutes les marchandises, sans distinction, entre matières premières et produits industriels, et sans tenir compte du lieu de provenance.

Pour la Bulgarie, c'était un véritable fardeau, qu'elle portait difficilement. Les anciens artisanats florissants, s'évanouirent rapidement sous les coups de la concurrence étrangère. Un grand nombre de produits comme, les vêtements de confection, des chaussures, des meubles, etc..., étaient fournis par l'étranger, et ainsi le développement de nos artisanats fut entravé. A cause de cette concurrence il était, également, impossible de créer de nouvelles fabri-

ques ou de moderniser les entreprises existantes. Cependant, tout cela était indispensable à la prospérité du pays, dont le développement économique exigeait la protection et l'encouragement de l'industrie. Cette situation fit naître une opinion publique, favorable à la modification du tarif douanier dans le sens d'un protectionisme économique.

Alors, le gouvernement, voyant, d'un côté, la nécessité de protéger et de soutenir la production industrielle et désirant, en même temps, ne pas entraver les recettes du fisc, a recouru à un système adroit, mais dangereux, qui consistait à protéger l'industrie indigène par des lois spéciales, dont le but principal fut, la réduction des droits de douane sur les matières premières, pour un certain nombre de branches industrielles, préalablement déterminées, et ne concernant, que, les grandes entreprises industrielles.

La première loi en ce sens, fut votée en 1894 et le système fut conservé pour les lois suivantes. C'était une brèche dans le tarif douanier à la fois adroite et dangereuse. Dangereuse, car elle permettait à la grande industrie indigène, d'importer des matières premières, exonérées de droits de douane, sans toucher au tarif douanier. Très dangereuse encore, puisqu'elle partageait l'industrie bulgare en deux, d'une part, une grande industrie protégée et privilégiée, et d'autre part, les petits établissements industriels délaissés et privés de soutien. C'était une véritable injustice et une grande faute, de vouloir imposer à l'artisanat des droits de douane, dont la grande industrie était dispensée. Il eût été préférable à cette époque, au lieu de dispenser certaines matières premières, visant la protection de la grande industrie indigène, d'éliminer complè-

tement ces droits de douane, et d'assurer au fisc les mêmes recettes, par le renforcement de l'imposition sur d'autres marchandises. La fiscalité du tarif douanier, empêcha alors, cette modification.

§ 1. — Le principe de protectionisme de notre tarif douanier, fut renforcé, par l'introduction en 1904 d'un nouveau tarif douanier (1), qui ayant cependant, un caractère fiscal, prévoyait une imposition sur toutes les marchandises sous le prétexte de protéger toutes les branches de l'économie nationale. Ce tarif conservait aussi l'imposition sur les matières premières et leur importation en franchise, d'après la loi de protection de l'industrie indigène. En 1905 et 1909 ont été votées de nouvelles lois toujours avec la même tendance.

L'importance des intérêts fiscaux, dominant les tarifs douaniers, à cette époque, est prouvée, par le fait, que, les recettes du fisc augmentaient après l'application de chaque nouveau tarif, malgré la diminution de certains droits de douane, résultant, des accord passés avec les pays étrangers et conclus après l'introduction de tarif.

La situation fut un peu améliorée avec la modification du tarif douanier en 1911, qui diminua en général les droits de douane, et supprima complètement l'imposition sur une trentaine d'articles, dans la plupart, matières premières indispensables pour l'industrie indigène. Sous cette forme, le tarif persiste, même pendant la Grande Guerre.

(1) *Jour. Off.*, N° 137 du 7 juin 1904.

§ 2. — Le tarif douanier contemporain de la Bulgarie est basé sur le tarif douanier élaboré en 1922. Il maintient les droits de douanes spécifiques, et a un caractère hautement protectionniste. Le but principal de ce tarif, est la protection de la production indigène au moyen des droits de douane très élevés pour les produits d'importation.

Avec la loi du budget d'Etat de 1920-21, la taxe *ad-valorem*, appliquée jusqu'à ces jours à proportion de 1 % de toutes les marchandises importées, dispensées de droits de douane, remonte à 3 %. Etant donné, qu'à part des droits de douane, les produits importés sont grévés des charges supplémentaires, telles que : taxe communale de 20 % sur les droits de douane, droit statistique, taxes de timbre, de charges, de plombs, etc..., il devient évident, qu'en réalité les droits de douane étaient beaucoup plus élevés que ceux indiqués au tarif.

§ 3. — Dès 1926, on a jugé comme indispensable d'augmenter de nouveau considérablement les droits de douane, pour restreindre encore l'importation de l'étranger à cause de la situation précaire, de la balance de paiement. Cette modification visa 237 articles du tarif douanier, touchant environ 580 espèces de marchandises. Cette nouvelle augmentation du tarif, qui atteignit, dans certains cas, jusqu'à 300 %, visa principalement les marchandises de luxe. Sans doute, par cette augmentation on tendait à la fois à diminuer l'importation des marchandises de luxe, et à augmenter les recettes du fisc. Les mesures avaient comme conséquence indirecte et inévitable un renforcement de la protection de l'industrie bulgare. De plus, la loi spé-

ciale de protection de l'industrie indigène, avec la nouvelle modification, conservait toujours l'ancienne politique d'admission en franchise les matières premières indispensables pour l'industrie nationale.

Cependant, cette agmentation du tarif douanier n'était que l'augmentation légale. En même temps, on a renforcé les droits de douane d'une manière dissimulée, et à un certain point de vue, dépourvu de contrôle.

Le problème consista en ce que, les droits de douane dans le tarif douanier bulgare étaient fixés en levas-or. Au moment de l'établissement du tarif douanier d'octobre 1922, le coefficient d'égalisation entre le levas-or et le levas-papier fut fixé à 15. Il faut supposer, par conséquent, qu'en introduisant la modification du tarif de 1926 on prévoyait précisément cette différence dans le cours des lévas. Cependant, le 26 juillet 1928, le coefficient fut augmenté jusqu'à 20. Puis, par une circulaire du 2 juin 1930, le ministre des finances augmenta encore une fois cette différence des cours, pour la plupart des marchandises, jusqu'à 27, tandis que, pour un certain nombre de produits il garda l'ancien coefficient des cours de lévas de 15 et de 20. Il entreprit de cette façon une politique très risquée et peu recommandable. En cas de besoin, au lieu de modifier le tarif douanier, le gouvernement ou respectivement le Ministre des Finances ont la possibilité d'augmenter ou de diminuer les droits de douane sur certaines marchandises, par un simple changement du dit coefficient, sans une étude préalable et parfois uniquement selon les intérêts fiscaux.

Les droits de douane très élevés, auxquels on avait abouti par cette politique, étaient naturellement un mal. Certaines branches de l'industrie en profitaient pour réaliser des bénéfices supplémentaires. Tandis que les recettes du fise, par suite de la diminution de l'importation, ont baissé considérablement. Puis, par l'effet de la crise, qui venait de commencer, cette situation était supportée très difficilement par le domaine économique bulgare.

L'indifférence du gouvernement, pour la solution de ce problème, provoqua une lutte contre l'industrie indigène. Influencé par l'opinion publique, le Ministre des Finances décida la modification nécessaire de sa politique.

Mais, au lieu de réformer complètement le système douanier, on a pris le chemin inverse de celui suivi jusqu'alors et qui ne donna pas, non plus, de résultats satisfaisants. Le Ministre des Finances n'osant pas entreprendre la politique indispensable à cette époque, visant à une diminution des droits de douane sur les produits industriels, dont les prix étaient très élevés sur le marché intérieur, il chercha la solution du problème dans l'imposition de l'industrie elle-même. Ce procédé ne pouvait pas atteindre le but poursuivi, car les charges imposées à l'industrie, étaient facilement récupérées sur le consommateur, par l'augmentation des prix.

Le Ministre des Finances augmenta le 25 novembre 1931 la taxe *ad valorem* sur les matières premières, admises en franchise, de 3 % à 8 %, et pour certains produits, jusqu'à 25 %. Par la loi du 3 juillet 1932 et celle du 10 mai 1933, cette taxe fut de nouveau augmentée, pour atteindre, pour certains cas, 60 %. Avec ces modifications,

l'importation des matières premières en franchise, disparut complètement et la taxe se transforma en un droit de douane *ad valorem*, assez considérable.

A cette époque, le tarif douanier de la Bulgarie était dans le plus grand désordre. Il existait pour une même marchandise plusieurs façons d'acquitter les droits d'importation ; l'importateur pouvait opter entre l'importation en franchise, en payant les taxes *ad valorem*, ou d'importer le même produit, en acquittant les droits de douane spécifiques, prévus dans le tarif douanier. Cette façon de procéder a complètement détruit une des règles élémentaires de la politique douanière, — la stabilité du tarif.

§ 4. — Avec l'augmentation considérable de la taxe *ad valorem* sur l'importation en franchise, la loi de protection de l'industrie indigène perdit son importance. Pour cette raison le ministre des finances décida de faire une grande modification du tarif douanier, laquelle réunissait tous les changements ayant été faits jusqu'alors, et que nous avons énumérés plus haut, et en même temps, d'une part, il transforma les taxes *ad valorem* très élevées sur les matières premières en un droit de douane spécifique et régulier, et d'autre part, il modifia les droits de douane de plusieurs articles

La modification du tarif douanier du 7 juin 1936, concernant 404 articles sur les 593, donc, à peu près 2/3 du tarif ont été modifiés. Les changements apportés par cette modification, prévoient en général une diminution ; pour 70 articles seulement, est prévue une augmentation.

Malgré cette diminution générale des droits de douane, la plupart des branches industrielles ont gardé leur protection antérieure, car parallèlement avec cette modification, on a augmenté le coefficient pour un certain nombre des produits de 20 à 27, ce qui présente une augmentation du droit de douane de 35 %.

CHAPITRE II

LE ROLE INDUSTRIEL DU TARIF DOUANIER

Après l'examen du développement de la politique douanière de la Bulgarie, nous allons essayer de démontrer à présent, l'importance du tarif douanier pour l'industrialisation de la Bulgarie et les résultats obtenus dans ce sens, c'est-à-dire, dans quelle mesure il a influencé le développement de l'indépendance de la Bulgarie vis à vis de l'étranger.

Il est vrai que notre tarif douanier est le résultat de grands et de longs efforts. Il a donné et donne encore des résultats précieux, mais il n'est pas sans responsabilité pour notre industrie et pour le trésor de l'Etat.

D'abord, la responsabilité ne se trouve pas uniquement dans l'importation en franchise des matières premières, parce que l'importation en franchise de ces matières n'aurait pas apporté de profits à l'industrie indigène, si l'importation des produits industriels était aussi exempté de droits de douane. Ce que gagne l'industrie, le fisc le perd ;

les consommateurs et les contribuables le perdent également. Cette perte ne peut en aucun cas être compensée par les salaires payés.

Ayant en vue que toutes les matières premières importées dans le pays sont des produits dont les prix sont déterminés par la bourse internationale, nous devons reconnaître, que le rôle important pour la détermination des bénéfices de notre industrie est basé sur ses prix de revient et sur les droits de douane des produits industriels.

Le bénéfice en est d'autant plus élevé que le tarif douanier est supérieur à leur prix de revient. Pour illustrer ces faits, nous nous permettons de citer quelques exemples :

Les plaques en fer-blanc pour la confection de bidons, de boîtes de conserves, etc., paient 1,38 léva par kilo. droit de douane, taxe municipale, droit de statistique etc... (art. d. 109).

De ces plaques en fer-blanc on prépare en Bulgarie des bidons et ce travail se fait d'une façon très simple. par la pression et le collage. Les frais en sont des plus réduits. Le droit de douane pour les bidons élaborés, y compris la taxe municipale, etc..., est de lev. 16,92 le kilo (art. d. 446). La différence entre l'un et l'autre est de lév. 15,54 par kilo, c'est-à-dire, dix fois supérieur au prix de revient. C'est la marge du bénéfice parasite.

Suivant l'art. 330 b, le fil de soie non coloré paie, droit de douane, taxe municipale, etc..., lev. 785,10 par kilo, et le fil de soie coloré paie lev. 1.155,90 par kilo (art. d. 330. 0. 2). Il est donc prévu, seulement pour la coloration lev. 370 par kilo du fil de soie. Il est évident qu'une somme

aussi considérable n'est jamais employée pour cette dépense et qu'elle reste comme bénéfice spéculatif.

Nous pourrions citer beaucoup d'exemples encore de ce genre.

A part l'augmentation visible des droits de douane, on constate encore une augmentation indirecte provenant du fait, que seulement un nombre limité de marchandises sont taxées suivant leur poids net. Une grande partie des marchandises d'importation sont imposées, soit sur leur poids brut (avec tous les emballages extérieurs et intérieurs) soit sur les poids qualifiés légaux représentant un poids calculable, supérieur à 20, 50, 60 et même à 80 % de leur poids réels. Sur les poids taxables, ainsi déterminés, le droit de douane effectif augmentait de 30, 40, 50 et même dans certains cas jusqu'à 100 %.

C'est ainsi, que les huiles aromatisées, la parfumerie, les articles de toilette, les laques, les spécialités sanitaires et grand nombre d'autres marchandises sont taxées sur le poids des récipients. On obtient ainsi des poids de 30 à 100 % supérieur à leurs poids effectifs et en conséquence, les droits perçus sur ces articles sont de 30 à 100 % supérieurs aux droits de douane indiqués dans le tarif. On peut dire de même pour les fils à coudre : ils sont taxés de droit de douane 5 lévas-or par kg., mais le droit est calculé sur leur poids y compris les bobines. Comme celles-ci sont au moins deux fois plus pesantes que les fils mêmes, le droit atteint ainsi 10 lévas-or par kg.

Un autre exemple : les articles en verre ou en porcelaine emballés dans des caisses en bois, sont taxés sur le poids obtenu, avec un rabais seulement de 12 % du poids

brut pour la tare. Comme en pareils cas les poids nets sont bien souvent environ 50 % du poids brut, il en résulte, que le poids à taxer en sera majoré d'environ 76 %, il s'en suit que leur droit de douane en sera majoré également pour autant.

C'est ainsi que lon a pu créer des conditions favorables pour l'industrialisation rapide de la Bulgarie. Comme conséquence, il s'en suivit une transformation sensible dans l'importation de matières premières, remplaçant celles de produits élaborés (Voir IV partie « Les résultats de cette politique »).

Les produits industriels, étant désormais fabriqués en grande partie en Bulgarie, leur importation a diminué, tandis qu'au contraire, celles des matières premières a augmenté. Et c'est précisément à cette cause, que l'on peut attribuer l'augmentation rapide des entreprises industrielles dans le pays.

Il est vrai, qu'en vue de notre libération attardée et de la lenteur de notre développement, ainsi qu'au caractère spécifique, de nos conditions économiques et sociales, l'établissement et le développement d'une industrie indigène a été possible seulement par des sacrifices de la part de l'Etat. Cependant ces sacrifices ne peuvent durer indéfiniment au dépens, non seulement, des générations présentes mais aussi de celles de l'avenir.

Les dangers d'un protectionnisme douanier exagéré, non seulement, pour l'économie nationale, mais aussi, pour l'industrie elle-même, sont formulés d'une manière persuasive dans l'exposé de l'Union des industriels bulgares, sections de Roussé, remis à la Direction Centrale de la

même Union à Sofia. Sa lettre n° 136 du 12 septembre 1932, contient ces propositions principales :

« Nous devons reconnaître, que nous n'acceptons pas complètement les craintes concernant un correctif de la politique économique de l'Etat à l'égard de notre industrie. Une fois établi, qu'il existe une erreur concernant la protection, nuisible à cette même industrie et à notre économie nationale, nous croyons qu'il s'impose précisément dans ce moment de stagnation économique et financière, de trouver les moyens de donner un cours nouveau et mieux adapté à notre politique de protection. Nous considérons comme erronée cette politique fermant les yeux devant des faits évidents et ignorant les répercussions qui peuvent être produites dans l'opinion publique par de telles mesures. Nous sommes persuadés qu'une telle politique ne peut même pas être qualifiée comme politique de caste, parce qu'une telle politique doit protéger les intérêts bien compris de la caste entière, et non pas exposer ses intérêts au risque, pour défendre les positions fortuitement gagnées de quelques personnes et de quelques entreprises. Aujourd'hui toutes les catégories économiques font des sacrifices, de semblables sacrifices sont faits aussi par nos collègues, quoi qu'ils soient peut-être moins en état de les faire. Devant cette situation, nous ne voyons pas pourquoi quelques entreprises seraient favorisées outre mesure au détriment de toute l'industrie et de notre économie nationale.

Il nous est bien connu que les entreprises intéressées s'efforceront de mettre en évidence la différence entre les

conditions de production et de placement chez nous et à l'étranger. Cependant, ces milieux industriels ne pourront persuader personne, que cette différence doit s'exprimer par une différence des prix de 100-200 % en plus. Ces mêmes entreprises, ne pourront expliquer le fait, qu'après la dernière augmentation du coefficient douanier de 15 à 27, elles purent sans retard accommoder leur prix à la nouvelle augmentation et en profitèrent largement, bien qu'elles fussent déjà suffisamment protégées par le coefficient 15.

Un autre danger du protectionnisme exagéré est la création chez nous, d'industries auxquelles manquaient les principales conditions d'existence. Ces entreprises artificielles, non seulement réalisent des bénéfices exagérés aux dépens du consommateur bulgare, mais sont également un obstacle sérieux pour la régularisation de nos relations économiques avec l'étranger. En nous libérant complètement de l'importation des produits industriels étrangers, nous trouvons des obstacles toujours grandissants pour l'exportation de nos produits agricoles.

En suivant cette voie, nous ne pourrons jamais nous libérer du passif de notre balance commerciale et nous nous rendrons toujours davantage débiteurs envers l'étranger ».

Il n'y a pas de doute, que le passage cité de la lettre mentionnée plus haut, contient des conceptions très positives par rapport à notre industrie. De plus, par suite d'un protectionnisme si exagéré de l'industrie, l'Etat perd les droits de douanes et les impôts par lesquels il pourrait réaliser quelques problèmes sociaux, organiser ses entre-

prises économiques. L'Etat a perdu, durant ces dernières années, en moyenne 500 millions par an, seulement en droits de douane sur l'importation de matières brutes, qui auraient pu être taxées suivant le tarif spécifique d'après la modification de l'article 3 de la loi sur les douanes (1).

Il faudrait ajouter à cette somme, celle des facilités d'impôts et de transport réduit par voie ferroviaire, ce qui fait que la perte atteindrait 600-700 millions de levas par an. Sachant que les capitaux privés investis dans l'industrie protégée sont au maximum 8 milliards de levas, on peut en conclure que l'industrie bulgare a amassé ces capitaux exclusivement aux dépens de l'Etat, seulement en 10-12 années. Mais, prenant en considération que le protectionisme date de beaucoup plus longtemps et en admettant que, sur toutes les années de protectionisme, 12 aient été utilisées pour la formation des capitaux de l'industrie à la charge de l'Etat, il résulte que les autres années de protectionisme ont apporté des bénéfices supplémentaires considérables aux industriels.

Une restriction éventuelle à ce genre d'industries serait de grande utilité. On pourrait la réaliser, non seulement en supprimant l'importation en franchise des matières premières indispensables à leur production, mais aussi, en diminuant les droits de douane spécifiques sur les produits fabriqués correspondants, c'est-à-dire en réduisant la différence existant dans la taxation des matières premières et produits élaborés, supprimant ainsi toute protection exagérée.

(1) *Revue des Employés de Douane*, N° 5, janvier 1934.

De ces quelques réflexions sur l'influence du tarif douanier concernant l'industrie bulgare et les intérêts du fisc, on peut résumer les règles suivantes :

a) L'industrie bulgare doit être protégée et défendue seulement par le tarif douanier ; les privilèges supplémentaires, prévus par les lois spéciales doivent être supprimés.

b) Le tarif douanier pourrait être simplifié de deux manières : ou, en remplaçant les taxes *ad valorem* par des droits de douane spécifiques, ou, en reliant le protectionnisme de la production indigène seulement avec l'imposition douanière des produits élaborés indépendamment du fait que les matières premières sont importées en franchise ou non. **L'important est** que les droits de douane des produits élaborés ne doivent être élevés que dans la mesure de couvrir le coût de revient y compris le bénéfice normal. Car, dans le cas contraire, la différence représente un bénéfice supplémentaire et injustifiable pour l'industrie indigène et aux dépens du fisc.

TITRE II

DEVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE DES TRAITES COMMERCIAUX ET DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA BULGARIE

GENERALITES

Les questions concernant le développement et l'organisation du commerce extérieur de la Bulgarie ont toujours été parmi les plus grands problèmes à résoudre par notre politique économique. L'importance immédiate qu'ils ont, ainsi que leur influence sur notre politique de devises, leur ont assuré une place prépondérante, dont l'étude n'a jamais cessé de préoccuper le gouvernement. Bien plus, en

l'époque d'après-guerre, et à la suite des grands changements survenus dans l'économie bulgare, cet intérêt envers les problèmes de notre commerce extérieur augmenta de beaucoup et se précisa.

Il doit en être ainsi, car il est bien connu que le commerce extérieur d'un pays devient l'instrument le plus important dans sa politique économique, grâce aux possibilités qu'il donne de diriger tout le mouvement économique de la contrée, soit en s'orientant vers la production, soit en se mettant au service et au secours des buts divers et compliqués de l'Etat.

Jadis, les problèmes de notre commerce extérieur, comme aussi les mesures prises pour leur réalisation, se caractérisaient par une grande simplicité et uniformité. Les buts et les motifs, qui animaient alors, notre politique commerciale extérieure étaient plus économiques que fiscaux. La supériorité des buts et des motifs économiques sur ceux du fisc, supériorité qui, en réalité, déterminait l'essence et la directive de notre politique commerciale d'avant-guerre, était exclusivement due, alors, à la structure économique bulgare, comme aussi à la nécessité de réaliser un développement harmonique de toutes les branches économiques du pays.

Jusqu'à la grande guerre, les céréales occupaient une place prépondérante dans la production agricole de la Bulgarie. Les cultures industrielles se trouvaient encore dans leur période initiale de développement. Les vieux métiers et notre industrie naissante étaient étouffés par la concurrence des pays plus avancés au point de vue industriel. Tout cela augmentait la priorité des questions éco-

nomiques dans notre politique commerciale, ayant à sauvegarder l'industrie bulgare, à faciliter et à aider notre production agricole et préparer, ainsi, toutes les conditions nécessaires pour le développement coordonné de notre économie nationale.

D'autre part, l'importance des causes fiscales dans notre politique d'avant-guerre était bien moindre que les causes économiques, vu qu'elles ne réalisaient que les problèmes secondaires de notre politique commerciale, c'est-à-dire l'augmentation de l'encaisse du Trésor de l'Etat.

Cependant, l'après-guerre modifia beaucoup les choses, ainsi que les résultats de notre politique commerciale du passé. Dans notre politique commerciale survint une égalisation de l'importance des causes économiques et fiscales, surtout grâce à ce fait que, dans l'organisation de notre économie nationale, on constata des mutations importantes, qui provoquèrent le déplacement de nos intérêts nationaux.

La culture des plantes industrielles augmenta. Cela provoqua un progrès de l'industrie des dérivés dans le pays. D'autre part, les difficultés créées par une forte concurrence étrangère obligèrent notre politique commerciale à devenir extrêmement protectionniste. Elle subit, aussi, la grande influence de la situation gênée, dans laquelle se trouvaient les finances de l'Etat, ce qui l'obligea à donner aux intérêts fiscaux une importance bien supérieure à celle qu'ils possédaient avant-guerre. De plus, le temps d'après-guerre donna la primauté à certains problèmes complexes et variés, inconnus dans le passé, et que notre

politique commerciale d'après-guerre avait à résoudre.

D'autre part, le développement entravé de notre commerce extérieur, résultat des tendances restrictives dominant le commerce international d'après-guerre, ainsi que l'influence nocive de la crise économique, renforça l'activité de notre politique dans le commerce extérieur.

La répercussion immédiate de toutes ces mutations s'exprima par un vif intérêt aux problèmes de notre commerce extérieur. Cet intérêt, nuancé d'une certaine préoccupation, commença à se développer également dans les milieux du gouvernement, ainsi que dans ceux des diverses organisations économiques et, aussi, chez diverses personnes autorisées. C'est ainsi que les problèmes du commerce extérieur de la Bulgarie et ceux de sa politique commerciale extérieure, acquirent cette importance, qui leur était due.

CHAPITRE PREMIER

CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE DES TRAITES COMMERCIAUX DE LA BULGARIE APRES LA GUERRE

On peut marquer trois périodes dans le développement du commerce de la Bulgarie, et de sa politique des traités commerciaux, après la guerre. La première commence dès la fin de la guerre mondiale et continue jusqu'en 1925. Durant cette période sont obligatoires les clauses restrictives du traité de Neuilly, lequel n'est pas en état d'assurer un développement paisible et continu de notre commerce et de notre politique commerciale. Après le rétablissement de notre liberté commerciale, en 1925, commence la deuxième période, caractérisée par une activité assez intense dans le domaine de notre politique commerciale extérieure. Cette période finit en 1931, pour faire place à la troisième et dernière période, durant laquelle notre commerce et notre politique commerciale se développent sous le signe des nouvelles tendances politiques du commerce, extrêmement restrictives et entravant la marche normale du commerce international.

Comme le but de notre exposé est de grouper le développement de notre politique de traités d'après-guerre, ainsi que de contribuer à la mise en évidence des faits prépondérants dans le développement de notre commerce extérieur d'après-guerre, nous essayerons de le faire par la description de ces trois périodes.

SECTION I

Première période : De la fin de la guerre mondiale jusqu'au 9 août 1925

Paragraphe I. — Le développement de notre politique commerciale, durant les premières années après la fin de la guerre, était en majeure partie une conséquence naturelle de tout le système des mesures politico-commerciales exceptionnelles, que l'Etat était obligé de prendre, afin d'assurer un ravitaillement régulier et continu de la population et de l'armée, en vivres et en armements. Selon l'exemple des autres belligérants des deux groupes, on créa, chez nous aussi, un institut spécial nommé « Direction des soins économiques et de prévoyance sociale » (1). La tâche de cette direction, dans le domaine de notre politique commerciale extérieure, était de diriger notre commerce extérieur vers nos alliés de guerre : L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Turquie. L'importation de presque tous les articles était supprimé. Pour les articles dont l'importation était indispensable, il fallait cependant

(1) *Journ. Off.* N° 37 du 14 février 1916.

avoir l'autorisation spéciale de la dite « Direction des soins économiques et de prévoyance sociale ». Celle-ci, dirigeait aussi l'exportation de l'or. Le commerce des devises étrangères était, de même, sous sa direction.

Ce régime de réglementation interne de notre commerce international continua après la guerre, dont la fin ne supprima, ni ne modifia les mesures réglementaires auxquelles notre politique était soumise. Au contraire, elle renforça pour ainsi dire, leur application. La « Direction des soins économiques et de prévoyance sociale », créée pendant la guerre continua ses offices après la guerre. Le difficile problème d'organiser l'importation et l'exportation du pays fut confié précisément à cette Direction. La nécessité de continuer ces mesures restrictives pour notre politique commerciale, devenait inévitable en vue des funestes conséquences de la guerre. Le domaine mondial économique en général, et celui de chaque nation en particulier, se réorganisèrent.

L'harmonie économique du monde fut troublée par suite de la destruction d'immenses richesses matérielles, et ainsi, les marchés internationaux, grâce à la demande sans cesse grandissante de marchandises, devinrent dangereux pour les domaines économiques nationaux privés. Cela provoqua des mesures restrictives pour l'importation et l'exportation dans presque tous les pays. De même, en Bulgarie, l'autorité législative facilitée et secondée par la « Direction des soins économiques et prévoyance sociale » continua l'action et élargit le champ d'activité de la pratique établie pendant la guerre pour notre importation et exportation. De nombreux décrets ministériels, lois et

ordonnances prévoyaient la somme et la manière de prélever les impôts divers, et les taxes pour chaque marchandise. On y traitait aussi les restrictions et les prohibitions (4).

Par ces méthodes législatives de restriction, notre commerce réalisait deux problèmes : d'une part, elles donnaient à l'Etat la possibilité de ne pas trop empiéter sur le fise ; d'autre part, elles sauvegardaient l'équilibre de notre balance commerciale, ainsi que la stabilité économique dans le pays.

Paragr. 2. — Les traités de paix, qui mettaient fin à la guerre imposèrent, aussi, certaines restrictions à notre politique commerciale extérieure (5), qui exercèrent une influence onéreuse sur la politique commerciale bulgare.

Paragr. 3. — Ainsi, jusqu'au 9 août 1921, la Bulgarie fut obligée d'appliquer le tarif douanier du 28 juillet 1914 pour tous les pays de l'Entente. Cependant, le gouvernement bulgare continua d'appliquer ce même tarif de 1914 pour tous les pays sans exception, vu que le maintien de l'autonomie et du tarif douanier à l'égard seulement des autres pays, nos alliés ou neutres durant

(4) La loi du 21 novembre 1918 interdisait l'importation de 112 espèces de marchandises, lesquelles, d'après le texte de la loi ne constituaient pas une nécessité urgente. Le 17 janvier 1924 fut votée une nouvelle loi pour la prohibition d'entrée de marchandises qui ne sont pas de première nécessité. Par cette loi, le nombre d'articles prohibés fut porté à 154.

(5) Traité de Neuilly. Partie IX. Clauses économiques, section I. Relations commerciales.

la guerre, était soumis à des difficultés importantes. Pendant cette période la Bulgarie avait conclu des ententes commerciales temporaires, par l'échange de notes verbales sur la base de la nation la plus favorisée, d'après le régime du 28 juillet 1914 avec les pays suivants : la Hongrie (entente du 23 septembre 1920) ; la Tchéco-Slovaquie (3 août 1920) ; le Danemark, avec délai jusqu'au 9 août 1921 ; la Hollande pour le même délai ; l'Allemagne, signée le 19 février 1921.

Paragr. 4. — Les traités de commerce d'avant-guerre, que la Bulgarie était obligée d'appliquer jusqu'au 9 août 1921, cessaient d'être en vigueur après cette date. C'est ainsi que, de la période du 9 août 1921 jusqu'au 9 août 1925, au lieu des droits de douane établis par les anciens traités commerciaux, mais enfin périmés, la Bulgarie recouvrait le droit d'appliquer envers tous les pays ses tarifs douaniers autonomes.

Paragr. 5. — Comme la plupart des Etats signataires du traité de Neuilly étaient en relations commerciales très actives avec la Bulgarie, le gouvernement ne jugea pas à propos de signer des traités commerciaux avec certaines diminution des droits de douane visant les autres Etats, et de profiter ainsi du droit que lui donnait l'art. 148 du Traité. C'est pour cette raison que, jusqu'à l'expiration du délai de 5 ans, la Bulgarie s'était contentée de régler ses relations avec les autres pays seulement par ententes sur la base de la nation la plus favorisée. Il n'y était stipulé, ni une réduction, ni un privilège, ni une facilité quelcon-

que, dont auraient profité automatiquement et sans contre-partie les Etats vainqueurs dans la guerre, lesquels, en vertu du traité de paix, recevaient le droit de la nation la plus favorisée sans l'obligation de réciprocité.

Pareilles ententes furent signées (6), par l'échange de notes verbales, entre le gouvernement et les Etats suivants : La Norvège, l'Allemagne, la Suède, la Suisse, la Hongrie, la Hollande, l'Autriche, l'Egypte, la Pologne.

La conclusion qui s'impose pour notre commerce extérieur est, que sa marche normale, entravée par la guerre, n'a pu, même huit ans après sa fin, reprendre cette allure et cette force qu'il avait durant les années qui précédaient la guerre.

SECTION II

Deuxième période du 9 août 1925 à 1931

Suivant l'art. 160 du Traité de Neuilly, les obligations imposées à la Bulgarie de reconnaître aux Etats de l'Entente la clause de la nation la plus favorisée, cessaient d'être en vigueur cinq ans après l'entrée en vigueur du Traité, c'est-à-dire jusqu'au 9 août 1925, à condition de ne pas être prolongées pour une période nouvelle par le Conseil de la Société des Nations. Puisque le Conseil de la Société des Nations ne fut pas interpellé, durant ce

(6) *Le comemrce extérieur de la Bulgarie*, Chr. STOYANOV, Varna, 1934.

délai, pour une nouvelle prolongation, la restriction pour la Bulgarie de ne pouvoir exercer son droit d'une politique commerciale indépendante cessa d'exister à partir de cette date.

C'est ainsi que la Bulgarie se trouva tout de suite privée de traités commerciaux avec les pays de l'Entente. Cela lui imposait de régler, au plus tôt, ses relations commerciales avec ces pays. Cette nécessité était d'autant plus urgente, que la plupart de ces pays restaient en première ligne dans notre commerce extérieur. Cependant, il ne fut pas si facile d'y arriver qu'on le supposait en premier lieu. Ce que la Bulgarie put obtenir, alors, ce fut que en base de ces ententes signées par échange de notes verbales, elle stipula la pratique de la clause de la nation la plus favorisée avec la plupart des Etats avec lesquels elle se trouvait sans traités commerciaux. Ces ententes furent signées avec les pays suivants :

La France, la Tchéco-Slovaquie, l'Italie, la Palestine, l'Angleterre, les colonies anglaises, la Belgique, l'Albanie, le Japon, la Lettonie, l'Estonie, la Roumanie, la Hollande et les Etats-Unis.

Bien que la Bulgarie comme nous l'avons vu, se fut trouvée libre des obligations que lui imposaient les traités de paix, elle n'entreprit cependant pas une politique commerciale active et décidée. Sa marche, dans ce sens, était indécise, timide. Dans la crainte de se voir contrainte de faire de grandes réductions sur son tarif douanier, elle évitait de signer des traités commerciaux, se contentant de la clause de la nation la plus favorisée, en vigueur avec les Etats que nous avons énuméré plus haut. Cette situa-

tion rendait le régime douanier dans notre pays fortement protectionniste, et défavorable dans bien des cas, pour le développement industriel du pays, parce qu'il encourageait la création chez nous d'industries pour lesquelles manquaient les conditions nécessaires.

La caractéristique faite par nous jusqu'ici, sur notre politique commerciale extérieure, durant la deuxième période de son développement d'après-guerre, peut être considérée à tous points de vue, comme plus avantageuse que celle des années précédentes. La vie économique du pays s'anime en peu de temps. On remarque un élan rapide et des résultats satisfaisants dans beaucoup de branches industrielles. C'est ainsi que le développement général du pays se trouva renforcé, malgré les méthodes y appliquées, lesquelles ne correspondaient guère aux conditions objectives que lui imposaient les besoins et la situation de notre industrie.

SECTION III

Troisième période: de 1931 jusqu'à l'heure actuelle

L'année 1931 forme la ligne de démarcation dans le développement de la politique commerciale européenne, et de là également, dans celui de la politique commerciale de la Bulgarie. Durant cette année survinrent certains changements dans l'économie internationale. A cette époque surgirent aussi les premiers obstacles dans le commerce international. La crise économique renforça encore

davantage les mesures de restrictions sur l'importation étrangère. On commença à appliquer divers moyens de contingents, d'interdictions, monopoles d'Etat, etc. On commença à abandonner, aussi, la clause de la nation la plus favorisée, vu qu'elle ne pouvait plus garantir les mêmes mesures douanières entre les divers Etats, ni non plus, localiser ou éliminer les nombreux obstacles dans le commerce international. Cet état de choses imposa un changement radical dans les relations commerciales entre les pays, et aussi la nécessité de créer une technique politique commerciale nouvelle et mieux adaptée aux conditions existantes. On abandonne les anciennes formules, dont la fonction consistait à garantir plus de possibilités et de liberté dans les transactions commerciales. On croyait que les préférences douanières, le remboursement des droits de douane, les facilités dans l'importation, les contingents, etc., pouvaient exercer une meilleure influence. Cependant, comme leur application ne pouvait se réaliser seulement par la clause de la nation la plus favorisée, et qu'il était nécessaire de signer des contrats commerciaux réguliers, les Etats de l'Europe commencèrent une politique commerciale intensive. La Bulgarie fut, également, obligée de recourir à une semblable activité. Outre les motifs généraux, dont nous avons parlé, une politique commerciale active de notre part, s'imposait aussi, par la nécessité d'équilibrer les passifs de notre balance commerciale avec certains pays, de recevoir de plus grands contingents, d'obtenir un tarif préférentiel pour notre exportation, etc. C'est ainsi que la Bulgarie déploya une vive activité pour stipuler des traités commerciaux. Elle

signa des traités : tout d'abord avec l'Allemagne, accord dans lequel fut stipulé une préférence pour quelques-uns de nos produits ; avec la Turquie, deux ententes supplémentaires à l'accord de 1930 avec contingents ; avec la Tchéco-Slovaquie, traité également avec préférence pour quelques-uns de nos produits agricoles ; avec la Yougoslavie, traité avec chapitre des tarifs ; avec la Hongrie, deux accords ; avec l'Italie, traité avec chapitre de tarifs et avec la Finlande, accord.

ACCORDS ECONOMIQUES ENTRE LA BULGARIE ET LA FRANCE

Faisant l'aperçu sur la politique des traités commerciaux de la Bulgarie, il va sans dire que nous mentionnerons les nouveaux accords économiques entre la Bulgarie et la France, signés le 6 décembre 1938.

Le régime de nos relations commerciales avec la France, jusqu'à la signature en 1938, des nouveaux accords économiques entre la Bulgarie et la France, était réglé par les stipulations d'un accord temporaire du 22 octobre 1925, et par quelques suppléments y annexés, objet de l'accord pour les paiements entre la Bulgarie et la France du 6 juin 1936 et celui du 28 juin 1937.

Par l'accord du 22 octobre 1925, et contre concession faite par la Bulgarie à la France de la clause de la nation la plus favorisée, celle-ci garantissait à quelques-uns de nos produits importés en France, l'application de son tarif minimum.

L'accord du 6 juin 1936, établissait l'application de la compensation privée pour le règlement des paiements entre les deux pays, tenant compte : 1° des sommes bloquées par la Banque Nationale de Bulgarie, suivant les règlements, en devises libres sur les produits bulgares exportés, et 2° des réductions de 17,50 % sur la valeur des articles bulgares importés en France, lesquels seront versés au service franco-bulgare de compensation.

Le régime établi par les nouveaux accords du 6 février 1938 dans les relations commerciales entre la France et la Bulgarie, se trouve donc sensiblement amélioré ; cette amélioration apparaît avant tout par le complément de la liste des produits bulgares, profitant de la clause de la nation la plus favorisée en France.

Sous ce rapport, les nouvelles clauses du 6 décembre 1938, apportent une amélioration au régime de notre commerce avec la France, par le fait que, par ces accords, le règlement de nos relations de comptes, est posé sur une base solide. C'est ainsi que, par un accord spécial pour les paiements, le règlement des paiements est établi sur la base de la compensation privée. L'importation bulgare en France, sera payée par les importateurs français à une banque française, désignée par la Banque Nationale de Bulgarie. La contre-valeur en sera passée dans deux comptes : le pour cent de devises libres, que la Banque Nationale de Bulgarie, en base de ses règlements, retient sur la valeur de l'exportation en devises étrangères, sera passé dans un compte spécial, mis à la libre disposition de la Banque Nationale de Bulgarie. le surplus de la contre-valeur sera porté au compte « compensation privée »,

et sera utilisé exclusivement pour le paiement de l'importation française en Bulgarie. La stipulation des compensations privées doit être approuvée par la Banque Nationale de Bulgarie.

Cet accord entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1939, et ses stipulations sont valables aussi pour l'Algérie.

Enfin, dans les nouveaux accords du 6 décembre 1938 est prévu un élargissement des stipulations des deux accords précédents entre la Bulgarie et la France (du 22 octobre 1925 et du 2 avril 1936), concernant le commerce de la Bulgarie avec les colonies françaises, les pays sous mandat français, et avec les protectorats français.

Les accords économiques, signés entre la Bulgarie et la France, auront une répercussion favorable sur le renforcement de l'échange commercial entre les deux pays, lequel, fait regrettable à noter, n'a pas encore obtenu le développement désirable et pour lequel on y trouve les conditions objectives. D'autre part, ce renforcement des relations économiques, complètera et augmentera la collaboration culturelle entre les deux nations amies.

CHAPITRE II

LES REPERCUSSIONS DE LA POLITIQUE DU NATIONALISME ECONOMIQUE SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA BULGARIE

Les changements, dont nous venons de parler et survenus dans le caractère de la politique commerciale après 1931 ne restèrent pas sans répercussions, également sur le développement du commerce international. La pratique des restrictions introduites et renforcée par tous les pays. le contrôle et la prohibition sur l'importation étrangère, provoquèrent une réduction rapide et progressive dans le volume du commerce international, fait illustré clairement par le pableau suivant :

Commerce mondial

En millions d'anciens dollars-or des Etats-Unis (1)

	Importations	Exportations
1929.....	35.595	33.024
1930.....	29.076	26.483
1931.....	20.795	18.909

(1) Selon les publications de la S. D. N.

1932.....	13.969	12.885
1933.....	12.461	11.714
1934.....	11.981	11.333
1935.....	12.243	11.559
1936.....	13.040	12.482
1937.....	16.127	13.294

Ces chiffres nous montrent qu'après 1929, le commerce international a une tendance annuelle de baisse progressive jusqu'en 1935.

Cette tendance n'a pas été sans influence sur le commerce extérieur de la Bulgarie. L'échange extérieur de la Bulgarie commença à diminuer, quoique non avec la rapidité du commerce international, à partir de 1929, pour atteindre son point culminant en 1934. Dès 1935, on remarque un développement plus intense dans le commerce extérieur bulgare, ainsi que l'on peut le constater, en se reportant au tableau de la page 111.

Ces chiffres nous font constater une diminution dans l'importation comme dans l'exportation. Cependant, la différence dans la diminution de l'une et l'autre est en ceci que, pour l'importation, cette diminution est ininterrompue à la fois dans le mouvement des quantités et dans celui des valeurs, alors que, dans l'exportation, cette diminution des quantités est variable, sans directive et sans un système bien déterminé.

C'est ainsi que, l'importation qui s'élevait en 1926-1930 à 360.307 tonnes, diminue pendant les années suivantes, pour en arriver en 1934 à 240.495 tonnes. Cette diminution exprimée en pour cent, pour l'importation moyenne

COMMERCE EXTERIEUR DE LA BULGARIE PAR ANNEES (1)

(Les nombres sont indiqués en milliers)

	Importation		Exportation		Valeur totale lévás	Balance du commerce lévás
	Quantité tonnes	Valeur lévás	Quantité tonnes	Valeur lévás		
1926-30	360.3	6.370.259	413.9	6.212.839	12.583.098	—
1929	505	8.324.633	392.3	6.397.061	14.721.694	—
1930	313	4.589.725	533.6	6.191.110	10.780.865	+
1931	292.9	4.660.063	762.6	5.934.174	10.594.237	+
1932	260.5	3.471.233	585.2	3.382.845	6.854.078	—
1933	230.1	2.202.256	426.6	2.846.349	5.048.605	+
1934	240.5	2.247.232	388	2.534.630	4.781.862	+
1935	268.3	3.008.954	317.7	3.263.284	6.262.238	+
1936	275	3.181.068	561.6	3.910.382	7.091.450	+
1937	326.3	4.929.153	687.2	5.019.521	9.948.674	+

(1) Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, 1938.

1926-1930 est de 34 % et de 9,48 % pour l'importation moyenne de la période d'avant-guerre 1907-1911. La diminution dans la valeur de l'importation est également très grande. Alors qu'en 1926-1930 elle s'élevait en moyenne à 6.370.259.000 lévas, pour les années suivantes, cette diminution augmente progressivement, pour que la valeur de l'importation tombe à 2.247.232.000 lévas en 1934. Exprimée en pour cent pour l'importation moyenne 1926-1930, elle constitue 65 %, et 50 % sur l'importation moyenne 1907-1911.

Parmi le grand nombre de causes qui pourraient expliquer cette diminution rapide de notre importation, les plus importantes à signaler sont : la crise économique, la diminution du pouvoir d'achat du consommateur bulgare, par suite de la grande dépréciation des produits agricoles, et enfin la série des nouvelles mesures de restriction et de prohibition mises en pratique, durant les dernières années, par notre politique de commerce extérieur.

Pour l'exportation, les chiffres du tableau ci-dessus jusqu'en 1932 nous montrent une augmentation assez sensible, arrivant à 762.676 tonnes en 1931, c'est le plus grand volume atteint par notre exportation après la guerre. Cependant, l'année suivante, elle est réduite à 585.521 tonnes, en 1933 à 426.663 tonnes, pour en arriver à son minimum en 1935 à 317.732 tonnes. Dès 1936 on constate une augmentation qui persiste en 1937 et 1938.

Spécialement, en 1934, nous trouvons une inégalité considérable entre la réduction de la quantité et de la valeur de l'exportation. Ainsi, la quantité a diminué de 413.975 tonnes, comme moyenne pour 1926-1930, à 387.982 ton-

nes en 1934, soit, seulement de 6 %, tandis que la valeur a baissé de 6.212.839.000 lévas, comme moyenne pour 1926-1930 à 2.534.630.000 lévas en 1934, soit 60 %, c'est-à-dire que la valeur de l'exportation a baissé dix fois plus que la quantité, pour la même année.

Cette diminution inégale, que nous constatons dans la quantité et dans la valeur de notre importation, durant les dernières années, doit être attribuée, avant tout, à la dépréciation extrême des produits agricoles, ceux-ci formant la part la plus importante de notre exportation.

En général, pour autant que nous avons pu le faire ressortir, sur la base des données statistiques, notre commerce extérieur se développe sous le signe d'une tendance rapide vers la baisse, inégale pour l'importation et l'exportation. Elle est plus faible pour l'exportation et plus forte pour l'importation. C'est naturel, sachant que la politique de la Banque Nationale de la Bulgarie, du moins durant ces dernières années a poursuivi constamment ce but : d'activer notre balance commerciale, mais non pas par l'augmentation de l'exportation, mais par la réduction et la diminution de l'importation. Cette mesure, dans les conditions présentes, est la plus facile à réaliser malgré que contradictoire au point de vue économique. Comme conséquence, notre balance commerciale est active depuis 1930, excepté pour 1932, où l'on constate une faible dette passive. De son côté, ce fait exerce une influence favorable sur la stabilité de notre monnaie et sur la situation de notre balance des comptes.

Done, l'accélération de la balance commerciale du pays, obtenue par une réduction artificielle de l'importation

n'est pas, à notre jugement, la manière la plus parfaite d'améliorer la situation économique du pays, bien qu'il s'impose que nous ayons en effet, et à tout prix, un grand actif, non seulement pour couvrir l'importation, mais aussi pour réaliser l'excédent nécessaire aux paiements de nos dettes envers l'étranger.

Nous estimons que l'économie bulgare ne sera pas secourue par une pareille balance commerciale active. Une plus grande augmentation du volume du commerce extérieur bulgare — augmentation de l'importation et de l'exportation — est nécessaire à l'économie nationale bulgare.

Un excédent actif de la balance commerciale, par exemple de 100 millions de lévas, peut être obtenu sur une exportation de 400 millions de lévas et une importation de 300 millions de lévas. Mais, ce même excédent, peut être obtenu aussi sur une exportation de 900 millions de lévas et une importation de 800 millions de lévas. Quelle est la façon préférable d'obtenir cet excédent ? Dans quel cas l'économie nationale se trouvera-t-elle dans une plus grande prospérité ? Sans doute dans le second cas, lorsque toutes les forces économiques du pays seront utilisées dans leur pleine capacité.

Le nationalisme économique s'efforce d'obtenir une exportation toujours plus grande. Mais, ce même nationalisme économique entrave l'importation par tous les moyens possibles. Par conséquent, comme nous l'avons déjà vu, l'exportation est toujours très entravée par suite du lien existant entre l'importation et l'exportation. Le nationalisme économique absolu désorganisa l'échange

international et diminua l'importance de la politique commerciale extérieure.

Cependant, cela ne nous prouve pas que la lutte pour s'imposer aux débouchés étrangers soit calmée. Bien au contraire, cette lutte continue, avec une énergie croissante. Mais les armes nécessaires à cette lutte sont aujourd'hui tout autres : les unes furent trouvées dans les fouilles poussiéreuses du passé, et les autres furent forgées par la fougue de l'esprit humain.

TITRE III

BALANCE DES COMPTES ET REGIME DES DEVISES EN BULGARIE

CHAPITRE PREMIER

DEVELOPPEMENT DE LA BALANCE DES COMPTES EN BULGARIE

Nous allons essayer de donner, dans les lignes suivantes, un aperçu sur le développement de la balance des comptes de Bulgarie. Notre but est de mettre au clair les motifs pour l'introduction des restrictions sur les devises en Bulgarie, lesquelles, comme nous le verrons plus tard, jouèrent un grand rôle dans le développement des forces productives de ce pays.

Le fondement de la balance des comptes de Bulgarie, c'est la balance du commerce extérieur. Une autre catégorie importante, ayant une influence favorable sur la balance des comptes en Bulgarie, sont les emprunts de l'Etat.

Après le processus d'une restauration lente durant les premières années d'après-guerre, le développement du domaine économique bulgare fut influencé d'une manière décisive, au commencement de la période 1928-1938, par l'octroi à la Bulgarie de deux emprunts extérieurs : l'emprunt des émigrés en 1926 et l'emprunt de stabilisation en 1928.

La somme du premier emprunt s'éleva à 1.614 millions de lévas, et celle du deuxième à 3.307 millions de lévas, soit en tout 4.984 millions de lévas.

Cette arrivée de moyens de paiement, stimula l'économie bulgare d'une manière sensible et cette influence se manifesta principalement dans les trois directions suivante :

1° Allègement de la balance des comptes et stabilisation légale du lév bulgare ; 2° Développement satisfaisant du commerce extérieur ; 3° développement sensible du crédit dans le pays.

La stabilisation de fait du lév fut d'ailleurs réalisée, quelques années plus tôt, en 1924. Cependant, cette stabilisation devait se maintenir par un monopole de devises, lequel, malgré les restrictions sur l'importation et des autres paiements envers l'étranger, ne réussit pas à sauvegarder la perte progressive des réserves en devises de la Banque Nationale de Bulgarie et l'augmentation des det-

tes, même sur les paiements à court terme, envers l'étranger. C'est ainsi que l'encaisse en devises de la Banque Nationale de Bulgarie, baisse en fin de 1923 à 995 millions de lévas, en 1924 à 880 millions de lévas, en 1925 à 448 millions de lévas et en 1926 à 512 millions de lévas, contre paiements sur crédit à court terme, s'élevant en fin de 1926 à 802 millions de lévas.

Les rentrées en devises de ces deux emprunts, et plus spécialement celles de l'emprunt de stabilisation de 1928, purent créer des réserves à peine suffisantes pour assurer un cours stable au lév bulgare. D'autre part, la stabilisation définitive de la monnaie nationale eut une influence favorable sur le développement de la vie économique.

L'emprunt de stabilisation eut pour conséquence l'octroi de certaines atténuations sensibles, dans le régime des devises, par la nouvelle loi pour le commerce avec le change du 1^{er} juillet 1929. Cette circonstance coopéra à l'augmentation du crédit à l'étranger et au renforcement de l'importation. L'augmentation de l'importation fut suivie par une grande augmentation de paiements. Une enquête de la Banque Nationale de Bulgarie, faite en fin de 1931, établit les paiements envers l'étranger, provenant de crédit commercial, au montant de 3.080 millions de lévas.

La dépréciation de l'exportation, par suite de la baisse des produits agricoles, et le retrait des crédits et des capitaux étrangers, à partir de 1930, provoquèrent une forte tension dans la balance des comptes et une forte diminu-

tion des réserves en devises de la Banque Nationale de Bulgarie. C'est ce que l'on constate par le tableau (1).

Le tableau nous montre que la balance commerciale du pays donne pour la période étudiée un excédent de 3.195 millions de lévas, cependant que la balance des comptes se solde avec un déficit de 19 millions de lévas, couvert par les réserves en devises de la Banque Nationale de Bulgarie. Ce fait doit être attribué aux sommes des frais importants de la dette publique et autres paiements de l'Etat, ainsi qu'aux grands retraits de capitaux et de crédits étrangers. Malgré les rentrées de l'emprunt de stabilisation de 1928, et les réductions faites aux dettes publiques à partir de 1932, les recettes et les dépenses de l'Etat et des autres corps juridiques donnent, pour la période étudiée 1928-1936, un déficit de 280 millions de lévas.

Pour la même période la balance des comptes donne un déficit de 2.830 millions de lévas.

La mauvaise situation de la balance des comptes a eu pour conséquences : 1° L'imposition du régime restrictif de monopole, pour le commerce avec les devises étrangères, et 2° l'impossibilité, pour l'Etat, de s'acquitter complètement de ses paiements envers l'étranger.

La diminution rapide des réserves de la Banque Nationale de Bulgarie, comme conséquence de la situation diffi-

(1) Les données pour 1928-1931 sont obtenues sur la base des calculs sur la balance des comptes du pays pour 1924-1931 du Dr S. ZAGOROFF et Dr TCHAKALOFF, et pour 1932-1937 suivant les calculs du Dr TCHAKALOFF (voir l'annexe N° III).

cile de la balance des comptes, mentionnée ci-dessus, fut suivie : 1° d'un renforcement des mesures restrictives sur le commerce avec les devises étrangères et 2° des mesures restrictives pour le commerce extérieur.

CHAPITRE II

REGIME DES DEVISES EN BULGARIE

Généralités

Dans le complexe des problèmes qui pèsent depuis un certain temps sur la vie économique en Bulgarie, et ayant trait à l'objet présent de notre étude, une place importante doit être donnée au problème des devises. Celui-ci entre toujours davantage dans une forme plus compliquée et provoque de grands soucis à la politique économique bulgare.

Malgré les variations constatées et dues aux conditions inégales financières et économiques dans les divers pays, la manifestation et l'empirisme du problème des devises reposent sur des causes ayant en général un caractère commun. Sous ce rapport, en premier lieu, se trouve l'échange international entravé par suite des efforts toujours grandissants de certains pays pour se suffire à eux-

mêmes. Les chiffres comparatifs sur le commerce international de ces dernières années, nous en donnent une preuve évidente (1).

Nous nous bornerons à ajouter à ce fait capital les dettes grandissantes occasionnées par les guerres, le déséquilibre du marché du crédit international, comme aussi, pour certains pays, la baisse des prix d'un grand nombre de produits du travail national, ceux-ci formant la base de leurs relations avec l'étranger, comme c'est le cas pour les céréales en Bulgarie.

La répercussion extrêmement défavorable de ces conditions sur l'équilibre de la balance des paiements des pays respectifs est hors de doute. Les efforts pour rétablir l'équilibre interrompu furent dirigés vers la ligne de la moindre résistance, attendu que le correctif des causes mentionnées plus haut, dépassait les possibilités de tout domaine économique privé. C'est ainsi qu'on en arriva à ce système de mesures dans l'économie des devises, dont il est difficile de prévoir l'ultime étape. Le mouvement rapide et irrésistible dans la politique des devises tendant à multiplier toujours davantage les restrictions, confirme, une fois de plus, un fait établi : toute immixtion dans l'économie privée, porte en soi le germe et les causes d'une immixtion ultérieure. Cette conséquence inévitable, en est d'autant plus irrésistible, que l'intervention y est plus sensible, en d'autres termes, d'autant plus, qu'elle s'oppose

(1) Voir III^e partie, chapitre II : Les répercussions de la politique du nationalisme économique sur le commerce extérieur bulgare.

plus radicalement au mouvement libre des forces économiques. Tel est le cas des restrictions sur les devises.

Le sens du régime des devises en Bulgarie est plutôt indirect, n'ayant pas spécialement pour but de renforcer la politique du nationalisme économique, vu que, comme nous l'avons constaté plus haut, les motifs de son introduction sont d'un caractère différent. Cependant, une fois introduit, le régime des devises exerça une influence bien-faisante sur le développement de l'industrie bulgare. A ce régime, on ajouta encore, un tarif douanier protectionniste extrême, puis les contingents, les primes de compensation et toutes les barrières créées par les restrictions sur les devises. Ces mesures entravèrent et renchérirent encore davantage, l'importation des marchandises étrangères et surtout l'importation des produits élaborés. De cette manière, l'industrie bulgare se trouva dans une situation encore plus privilégiée, et comme résultat on vit surgir de nouvelles entreprises industrielles, auxquelles manquaient auparavant les conditions géopolitiques indispensables. C'est ainsi qu'en entravant l'importation de matières brutes et auxiliaires, les restrictions sur les devises coopérèrent au développement de la production de matières brutes, auxquelles manquaient jusqu'alors des conditions de rentabilité.

D'autre part, les restrictions sur les devises entravèrent le transfert des investissements étrangers en Bulgarie, ce qui contribua à leur réduction.

C'est précisément à cause de cette influence indirecte du régime sur les devises pour le développement des fac-

teurs de la production en Bulgarie, que nous essaierons de le décrire ici, en traits généraux.

Aperçu historique

Le contrôle sur le change en Bulgarie a passé par quatre périodes :

1° La période des demi-mesures, du 12 décembre 1918 — création de la centrale des devises — jusqu'au 12 décembre 1923 — établissement de fait, d'un monopole complet.

2° Période de monopole complet du 12 décembre 1923 jusqu'au 1^{er} juin 1929, date de la promulgation de la nouvelle loi sur le commerce avec le change, c'est-à-dire, lors de la modification de l'ancienne loi.

3° période de monopole mitigé, depuis l'entrée en vigueur des modifications de 1929, jusqu'au rétablissement de l'ancien régime par la loi du 15 octobre 1931.

4° Période de monopole renforcé, depuis l'entrée en vigueur de la dernière loi du 15 octobre 1931 jusqu'à l'heure actuelle.

On ne peut chercher que dans la mauvaise situation de la balance des paiements, l'explication des motifs pour lesquels la Banque Nationale de Bulgarie justifia la nécessité d'appliquer, pendant ces dernières années, des mesures sévères dans sa politique sur le change. Cette situation de la balance des paiements eut aussi sa répercussion sur la balance des devises du pays. Dans les publications

de la Banque Nationale de Bulgarie, nous trouvons une indication sur la situation de l'encaisse de la Banque, en change, soustraction faite de ses paiements en devises :

	en millions de levas							
Années	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Encaisse	2786	1462	793	258	123	141	122	448
Années	1936	1937	1938					
Encaisse	724	585	857					

On voit donc que l'encaisse des devises a baissé de 2.786 millions de levas pendant 1928, à 793 pour 1930, 258 pour 1931 et seulement 123 millions de levas pour 1932. Cependant, le minimum est constaté pour 1933, soit 122 millions de levas. Après 1935 on remarque une amélioration dans la balance des devises de Bulgarie.

L'encaisse du change étranger dans le pays fut diminuée par le retrait d'une grande partie du crédit étranger. D'autre part, les premiers indices de la crise du crédit, la baisse des principaux articles d'exportation, ainsi que les restrictions toujours grandissantes dans les débouchés pour nos produits, n'étaient pas de nature à inspirer de l'optimisme pour le développement de notre balance de paiement.

Devant cette situation, la Banque Nationale de Bulgarie ne pouvait plus croire que le régime de devises existant depuis 1923, sensiblement mitigé après 1929, présentait une garantie suffisante pour une économie efficace des devises, et par là, un appui solide pour la solution de la question non moins importante, de la stabilité de la monnaie nationale de Bulgarie.

Ayant l'expérience du passé, on ne pouvait que choisir, pour ramener l'équilibre de la balance des devises, le moyen déjà éprouvé des restrictions. Il est très facile de comprendre pourquoi le régime des devises fut préféré à d'autres méthodes restrictives. Avant tout, on avait en mains un appareil tout prêt pour les restrictions, il ne restait que d'en renforcer l'action. Un fait de non moindre importance est que dans un temps où les conditions économiques changent brusquement il est plus facile d'opérer sous un régime de devises. D'autre part, son application donne la possibilité d'éviter certaines complications de nature commerciale politique. Sous ce dernier rapport une application plus continue du régime des devises montre, que dans ce sens, aussi, les possibilités sont réduites, circonstance dont il faut tenir compte.

L'action renforcée du régime des devises, commença par l'application de la modification (1) de la loi sur le « Commerce avec le change », ce qui augmenta la centralisation et élargit la compétence de la Banque Nationale de Bulgarie sur toutes les opérations du change.

Le principe fondamental de cette modification de la loi, a pour but, comme on le voit, d'une part, d'assurer pour la Banque Nationale de Bulgarie, l'entrée des devises de toutes les sources possibles du pays (2), ainsi que d'arrêter par tous les moyens possibles, les dépenses en devises.

Simultanément avec l'augmentation des sanctions pour infractions contre la loi sur le change, la Banque Natio-

(1) *Journ. Off.* N° 239 du 17 octobre 1931.

(2) *Op. cit.*, art. 1, 2.

nale de Bulgarie s'était assuré une liberté d'action relativement grande, dans le domaine des devises étrangères, tout en se libérant de toute responsabilité pour un refus éventuel de satisfaire une demande de change.

La direction de la Banque avait ainsi, en vertu de la teneur de la loi (3), le droit de publier des règlements qui étaient soumis à l'approbation du Ministre des Finances.

Dans le courant de cette même année, furent publiés des règlements visant les cas pour lesquels la Banque n'accorderait pas ultérieurement de change (4).

On imposa la restriction de n'accorder du change que trois mois après la réalisation de l'importation dans le pays (5), tout en supprimant l'octroi de devises pour l'importation de quelques articles de luxe (6).

Ce sont les premiers pas de ce système de mesures dans l'office de l'économie des devises de notre pays qui, dans les deux années suivantes, donna à la Banque Nationale de Bulgarie la pleine disposition du sort de notre commerce extérieur et, par là, de celui de tout le domaine économique du pays.

(3) *Op. cit.*, art. 14.

(4) Règlement B. N. B. N° 1, *Jour. Off.* du 4 février 1932.

(5) Règlement B. N. B. N° 3, *Jour. Off.* du 15 avril 1932.

(6) Règlement B. N. B. N° 4, *Jour. Off.* du 3 juin 1932.

SECTION I

Contingents

De la nature du problème imposé à la Banque Nationale de Bulgarie, et de la nécessité de réaliser des résultats immédiats, provient le fait que les premières mesures entreprises par la Banque pendant cette période avaient exclusivement pour but de diminuer les dépenses en change. Cette diminution ne pouvait s'obtenir, en vue de la situation existante dans le pays que par la voie de la diminution de l'importation. Sous ce rapport, les règlements publiés jusqu'à la fin de 1931 ne purent apporter quelque amélioration sensible de l'aveu même de la Banque Nationale.

L'imposition d'une mesure plus radicale de restriction ne tarda pas à paraître par le Règlement n° 7 (7). Ce règlement imposa aux importateurs des contingents pour 1932, combinés par quantité et valeur, dans la mesure maximum de 50 % sur leurs importations de 1931.

Au mois de mai 1937 on a créé le « Règlement général sur l'importation et de l'exportation » (8). Le système imposé par ce règlement, constitue par son caractère même, une forme plus spéciale dans le contingentement de l'importation.

En général, par contingent, on désigne l'autorisation d'importation, seulement dans le cadre d'une quantité d'ar-

(7) *Jour. Off.* N° 37 du 19 mai 1932.

(8) *Jour. Off.* N° 120 du 4 mai 1937.

tibles divers, fixée d'avance et pour une période déterminée, sans traiter la question du paiement.

Le règlement sur l'importation et l'exportation (9) prévoit de nouvelles précisions : suivant l'art. 5, on n'accorde pas un contingent régulier pour importation de 26 groupes de marchandises, mais il faut l'obtenir pour chaque demande à part. L'art. 6 dit : « Les marchandises sous-indiquées, peuvent être commandées seulement sur autorisation préalable de la Banque Nationale de Bulgarie » et l'on y cite 39 groupes de marchandises.

On sait que le système de l'importation par contingents, sous toutes ses formes, a été très usité dernièrement dans le commerce international. Ce système des contingents n'est pas inévitablement lié à la politique des devises. Par l'application de contingents, pour l'importation de certains articles, beaucoup de pays ont pour but de faciliter le développement de certaines branches de l'industrie indigène. Donc, le motif initial dans ce cas, vise l'élimination de la concurrence étrangère. Dans d'autres pays, l'application des contingents, leur sert de moyen pour obtenir des conditions plus avantageuses dans les traités commerciaux ultérieurs. Dernièrement, l'autorisation des devises pour l'importation, joua un rôle important comme moyen de parer aux difficultés des paiements étrangers en devises. Tel est, précisément, le caractère du régime de restriction, appliqué en Bulgarie pour toute l'importation du pays. Pour ce qui est de l'influence du système d'importation par contingents, sur la situation du marché local,

(9) *Op. cit.*

on ne peut nier, que l'application prolongée du régime des devises, rend toujours plus difficile l'approvisionnement du pays de tous les matériaux indispensables.

Bien souvent, le manque de réserves suffisantes en matières premières et de produits fabriqués se fait sentir sur le marché bulgare. Cet état de choses, provoque une tendance toujours grandissante dans la hausse des prix des articles en question, ouvrant ainsi toujours davantage les ciseaux des prix au grand dommage des produits de notre travail national — les produits agricoles. On ne doit pas perdre de vue que le contingent qui, par sa nature même n'est autre chose qu'une restriction qui oblige l'importateur à s'en tenir au principe : un chiffre d'affaires réduit, un taux de bénéfice plus grand. Il est rare, cependant, que le bénéfice à réaliser ainsi puisse compenser le chiffre d'affaires restreint.

La diminution du travail dans les diverses entreprises, dont la conséquence est une inertie toujours grandissante dans toute la vie économique du pays devait inévitablement conduire la politique des devises de la Banque Nationale de Bulgarie devant de nouveaux problèmes à résoudre. Le souci de raviver l'échange des marchandises préoccupe l'élite économique du pays et fixe l'attention de tous les milieux économiques soumis aux restrictions des devises.

Cependant, les efforts faits, par divers pays pour libérer, au moins en partie, leur commerce extérieur de la tutelle des devises, reste cependant paralysés par le désir d'équilibrer la balance commerciale et celle des paiements.

Comme conséquence de ces efforts, on essaya l'application de certaines méthodes pour le règlement des paiements entre les divers pays, sans y faire participer les devises — tel par exemple celui des clearings — et d'autre part, en rétablissant certaines formes d'échanges périodiques, telles que le sont les compensations.

SECTION II

Les clearings

Le clearing des devises, par sa nature même, n'est rien autre chose qu'une entente de compensation réciproque entre deux pays, pour couverture de paiements, provenant de leur échange commercial. En général, les comptes-clearings sont concentrés dans les centrales des instituts bancaires, et leur règlement se fait en monnaie nationale de chacun des pays.

Le premier accord-clearing, signé par la Bulgarie, fut celui de 1931 avec l'Autriche. Par la force de cette entente, notre importation de ce pays se couvrait par la contre-valeur de nos tabacs exportés pour ce pays. Notre entente de 1932 avec la Suisse, était fait sur la même base, contre exportation d'œufs. Durant cette même année fut signé le plus important de nos clearings — celui avec l'Allemagne. — Pareils clearings furent signés dans la suite avec la France, la Belgique, la Hollande et la Suède.

L'engagement de notre politique de devises, par de pareilles ententes, constituent une étape très importante dans son développement. En tout cas, le fait important de cette politique est que ces ententes furent signées de préférence avec les pays où notre balance commerciale a toujours été grandement active. On trouve l'exposé de cet état de choses, dans le rapport du Comité Financier du 10 octobre 1932. « La situation, porte le rapport, est aggravée du fait que la Bulgarie s'est vue contrainte de signer avec beaucoup de pays, pour ses relations commerciales, des contrats dont le résultat fut le blocage des produits de son exportation contre l'importation de ces pays exportateurs. Si l'on continue à généraliser la pratique de pareils contrats, la Bulgarie se trouvera dans la situation de ne plus disposer des devises libres pour le règlement de ses paiements à l'étranger ». Et en effet, alors que, jusqu'en 1932, 27 % du chiffre total de l'exportation bulgare se trouvait bloqué par les clearings, la situation aujourd'hui en est bien plus aggravée et les comptes bloqués des clearings s'élèvent à 88-90 % de la valeur totale de notre commerce extérieur. Il s'en suit que, d'après le rapport du Ministre des Finances devant la Chambre des Députés du 23 décembre 1938 la situation se révèle comme suit : « Si nous prenons pour chiffre moyen, 5 milliards de levas pour notre exportation, et si nous en déduisons la somme de l'importation que nous avons avec les pays en base de clearing et qui sont l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie et qui s'élève à 60 %, cela veut dire que, de 5 milliards, il ne nous reste que 2 milliards, soit 40 %. c'est-à-dire que le chiffre de notre commerce extérieur avec

les pays à base de compensation privées s'élève à 2 milliards de devises. Donc, suivant le règlement général pour l'importation et l'exportation, nous ne pouvons compter que sur un pourcentage de 10-12 % seulement de devises disponibles. Il est évident que 40 % sur ces 5 milliards représentent 2 milliards, les 10-12 % ne nous donnent que 200-220 millions de lévas de devises disponibles. Cette somme est bien insuffisante, sachant que 200-205 millions de lévas sont engloutis pour le paiement de la dette publique à l'étranger, et que d'autre part, le service de nos légations à l'étranger, et l'intervention de la Banque Nationale de Bulgarie pour le maintien de la stabilité de la monnaie nationale en réclament encore une somme importante. » Et le Ministre des Finances conclut : Le problème est très grave et chacun peut se convaincre qu'avec ces 10-12 % de devises disponibles nous ne pourrions plus répondre aux besoins, et qu'il nous faudra prendre une décision, vu la nécessité d'assurer une plus grande rentrée de devises disponibles, pour que l'Etat puisse régulièrement faire face à ses besoins, à ses paiements à l'étranger.

Il nous sera permis de remarquer, au point de vue de notre échange commercial, que le système des clearings limite toujours davantage les débouchés pour notre commerce extérieur.

Importation		Exportation	
Anc. Autriche	3,4 %	Anc. Autriche	4 %
Angleterre	4,7 %	Angleterre	13,8 %
Allemagne	54,8 %	Allemagne	43,1 %
Pologne	4,4 %	Pologne	4,7 %
Etats-Unis	2 %	Etats-Unis	3,8 %
Anc. Tchéco-Slovaq.	5 %	Anc. Tchéco.-Slov..	5,6 %
France	1,2 %	France	2,1 %

Evidemment, cet état de choses n'est pas avantageux pour la Bulgarie. Comme suite de cette concentration des débouchés, la vie économique du pays est exposée au risque de se trouver dans une dépendance, toujours grandissante, des conjonctures éventuelles dans un ou dans plusieurs pays.

SECTION III

Compensations

Nous avons déjà remarqué que la recherche de moyens et de débouchés pour augmenter l'échange des marchandises entre les pays, dans les limites de la restriction des devises, provoquèrent la mise en pratique d'anciennes formes d'échange, déjà périmées, comme les compensations. Celles-ci par leur nature, ne sont rien autre chose qu'un échange de marchandise contre marchandise. L'idée des compensations provient de la nature même du régime des devises et apparaît dès le commencement de son application.

De la nature du problème posé par la loi, il résulte, comme nous l'avons déjà mentionné, qu'au début la politique des devises de la Banque Nationale de Bulgarie consistait exclusivement à surveiller les dépenses en devises dans le pays. En d'autres termes, l'attention de la Banque Nationale de Bulgarie était complètement attirée par le problème du commerce extérieur. Cependant, la pratique du régime des devises démontra, d'une manière assez convaincante, que la restriction de l'importation ne peut réussir à la fin des fins, que pour compte et au dommage du développement de l'exportation.

Il faut ajouter à ceci, la réaction inévitable que chaque restriction sur l'importation provoque dans les pays visés et intéressés. De cette manière surgissaient, pour notre économie nationale, des perspectives toujours plus désavantageuses au point de vue des possibilités d'exportation.

D'autre part, nos articles d'exportation étaient fortement frappés de la baisse sensible des prix des produits agricoles, survenue les dernières années.

Cet état de chose ne pouvait pas manquer de créer des soucis à notre institut central des devises, lequel se trouvait simultanément dans le rôle de régulateur du commerce extérieur du pays. Un encouragement plus accentué de l'exportation consistait plutôt dans la question de méthode.

En premier lieu, les mesures d'encouragement visent l'exportation d'un nombre très restreint de produits d'un placement difficile. Ce principe constitue un fait très important dans le développement de la politique des devises

de la Banque Nationale de Bulgarie. La méthode adoptée par la Banque, de faciliter l'exportation des articles en question, dont le nombre fut progressivement augmenté, consistait dans l'abandon du système des compensations privées. La Banque Nationale de Bulgarie autorisait des compensations uniques et de caractère tout à fait passager dans certains cas, au début de l'introduction du régime renforcé des devises. Cependant, un nouveau procédé y fut apporté par le Règlement N° 22 du 7 juin 1935, traitant les conditions des compensations et concernant leur autorisation en vue d'encourager l'exportation, et plus spécialement celle de certaines catégories d'articles.

Le régime des compensations, actuellement en vigueur, est exposé dans le Règlement général sur l'importation et l'exportation, chapitre B. Ainsi, l'art. 9 (1) porte : « La Banque Nationale de Bulgarie peut autoriser l'importation de marchandises de l'étranger à contingent régulier, ou sans les restrictions de contingent, comme aussi le paiement d'engagements d'origine commerciale ou financière, contre exportation de produits bulgares et créances en change étranger. » L'article suivant — 10 — complète le précédent dans le sens que, l'importation et le paiement des engagements envers l'étranger peut être autorisé contre l'exportation de produits bulgares (énumérés dans 98 points).

Cependant, la Banque Nationale de Bulgarie oblige les exportateurs des produits en question, à céder, obligatoi-

(1) Règlement général B. N. B. *Jour. Off.* N° 120 du 4 juin 1937.

rement, au cours officiel de la banque, un certain pourcentage de devises dont le maximum est de 60 % (2). Le pourcentage diminue progressivement et suivant la possibilité de placement de l'article. Grâce à ce pourcentage des devises disponibles, que les exportateurs sont obligés de lui céder, la Banque Nationale de Bulgarie a pu s'assurer le change nécessaire pour ses divers paiements : dette publique, participations, crédits, tourisme, fournitures d'Etat, etc.

Tenant compte des conditions du marché international, ainsi que du caractère spécial de certains de nos articles, la méthode appliquée par la Banque pour faciliter l'exportation, comme nous l'avons signalé plus haut, prévoit un régime différent pour les divers produits d'exportation. Sous ce rapport, les soins de la Banque furent dirigés bien à propos vers les articles à placement difficile (essence de roses, tabac ancienne récolte, cotons, etc.) ainsi que ceux qui sont exposés à une altération rapide (fruits, légumes, etc.).

La recherche de débouchés et de moyens pour faciliter l'exportation de ces articles, imposa le système des compensations principalement pour deux motifs : d'une part, la possibilité de réaliser un bénéfice supplémentaire, ce qui, dans une certaine mesure, stimule et facilite l'exportation, aux conditions existantes du marché, et d'autre part, pour le fait très important qui fut que certains pays toléraient et que, quelques autres, autorisaient l'entrée de certains articles à condition qu'il serait exporté des

(2) Article 10, Règlement général B. N. B.

marchandises pour la même valeur. Les autorisations de compensations, données par la Banque Nationale de Bulgarie avaient pour but de créer un lien et même, jusqu'à un certain point, une collaboration entre exportateurs et importateurs.

Primes d'exportation

Cependant, la pénurie de plusieurs articles d'importation sur le marché local, provoquait une recherche grandissante de devises libres. Comme l'offre de ces devises était moindre que la demande, on trouva utile d'augmenter la prime dite d'exportation, c'est-à-dire cette commission que l'importateur est obligé de payer à l'exportateur sur le change cédé.

Dans bien des cas, la prime en question atteint un pourcentage assez élevé, circonstance défavorable et qui pourrait causer un désarroi dans le mécanisme de l'exportation, et surtout d'augmenter les prix des marchandises importées, de frais supplémentaires assez grands. Cette prime est d'un intérêt encore plus important, parce qu'elle constitue aussi une forme, pour ainsi dire, cachée de dépréciation du lév bulgare en comparaison de la devise correspondante, pour laquelle est payée la prime. Actuellement, la plus grande prime d'exportation est fixée à 55 % (3).

(3) Règlement. *Jour. Off.* N° 123 du 6 juin 1936.

*
**

Les particularités mentionnées jusqu'à maintenant, dans le développement de notre politique des devises, jettent quelque lumière sur notre essai d'en analyser sa répercussion sur notre économie nationale.

Il est hors de doute que le régime des devises ait déjà laissé son empreinte sur la vie économique du pays. Son influence directe ou indirecte, embrasse toutes les branches économiques. Par sa nature même, le régime des devises, dans la forme où il se développe aujourd'hui, n'est qu'une manifestation vers l'économie dirigée, avec toutes ses conséquences et problèmes à résoudre.

Nous ne nous occuperons pas davantage ici de ce point de la question ; il nous éloignerait trop de notre sujet. Cependant, on ne peut passer sous silence, les difficultés spéciales, menant parfois jusqu'à l'impasse, dans l'application du système de l'économie dirigée, dans une économie libre et fondée sur le risque personnel et l'initiative privée, circonstance qui donne, au système en question, le caractère d'un corps étranger dans l'organisme économique. L'application en est aggravée encore par le fait que les essais dans ce sens correspondent à une époque de surabondance de marchandises et de matériaux, soit le contraire des essais faits, jusqu'à maintenant, aux temps d'insuffisance et même de manque de ces marchandises.

En corrélation avec l'application du régime des devises, ce qui tient d'un caractère plus spécial, ce sont ses réflexes sur la structure de la vie économique du pays. Il

va sans dire que, dans l'essence de la politique des devises et des restrictions, on constate la présence de l'effort de réaliser une indépendance économique plus grande, dans le désir de se suffire à soi-même. Ce motif fondamental de l'économie de devises amène, inévitablement, à la diminution et à la restriction du chiffre de l'importation.

Il est difficile de se prononcer sur l'influence directe du régime des devises sur l'importation du pays, parce que, dans le cas il faut prendre en considération l'influence et l'action des causes adéquates : d'une part, la diminution du pouvoir d'achat, et d'autre part, le processus d'élargissement de la production indigène, commencé avant même les restrictions sur les devises. Alors que la première diminue la consommation et par conséquent, l'importation, la deuxième, au contraire, agit dans le sens de modifier le caractère de l'importation même : au lieu d'une importation de produits fabriqués, une importation de matières brutes et auxiliaires. Le régime des devises vient augmenter et aggraver ce processus. C'est ainsi que, la participation du groupe des matières brutes et auxiliaires se trouve dans une hausse progressive après 1931. Exprimée en pour cent sur l'importation générale, cette participation donne les chiffres suivants : 1931 : 2.74 % ; 1932 : 22.57 % pour en arriver à 36.30 % en 1938.

De toutes les branches de l'échelle économique, frappées par le régime des devises, la plus éprouvée est l'industrie et plus spécialement celle qui reçoit ses matières brutes et auxiliaires de l'étranger. Il est vrai que les restrictions sur le change, ayant pour résultat une réduction de l'importation, eurent une conséquence favorable pour

le placement de produits d'origine indigène, remplaçant les produits élaborés importés de l'étranger. Cependant, pour ces industries, il n'existait pas de conditions suffisantes pour pouvoir profiter de cet état de chose, par la voie la plus naturelle, c'est-à-dire par l'augmentation de la production correspondante, vu que la fourniture des matières brutes et auxiliaires était soumise aux restrictions des contingents. C'est cette conjoncture spéciale qui, jusqu'à un certain point, donna la possibilité à ces industries de maintenir des prix, ne correspondant nullement au prix de revient, d'ailleurs réduits, des matières brutes et de main-d'œuvre. Cependant il est très difficile d'établir le profit réel de l'entreprise privée, par le maintien de ces prix de leurs produits, relativement élevés. Ces prix peuvent paraître, aussi, comme un résultat inévitable des conditions de production : impossibilité, pour une entreprise d'utiliser sa pleine capacité, par suite des restrictions des devises, ayant pour conséquence, un réflexe sur son prix de revient, donc le maintien des hauts prix n'en serait que le correctif. Il est vrai que dans le système des compensations, les entreprises industrielles trouvèrent la possibilité d'augmenter leur contingent, et de s'assurer ainsi, un plus grand pourcentage dans l'utilisation de leur capacité. Mais en échange, la production fut aggravée d'une nouvelle charge : la prime pour exportateur. Par conséquent, cette possibilité ne put être utilisée pour équilibrer les conditions, dans lesquelles les entreprises se virent obligées de travailler. Bien au contraire, elle souleva, une fois de plus, la condition privilégiée des entreprises, qui en 1931 ont eu une plus grande importation, et

utilisèrent ainsi leur contingent ordinaire, évitant les prix excessifs imposés à toutes les autres, lesquelles pour compléter l'insuffisance de leur contingent, se voyaient obligées, de recourir aux compensations. Il va sans dire que le pouvoir de concurrence de cette catégorie d'entreprises se trouvait sensiblement diminué en comparaison de celle des autres entreprises de même nature.

Sous certains rapports, on peut comparer l'influence du régime des devises sur la formation des prix des articles importés, à celui des tarifs protectionnistes douaniers. Cependant, ces tarifs donnent la possibilité aux prix des produits indigènes de maintenir un certain lien avec les prix internationaux, alors que le régime des devises enlève cette possibilité.

Il est vrai que, pour certains articles, la possibilité d'obtenir une prime d'exportation par les compensations privées, améliora les prix de certains produits agricoles. Mais cette amélioration resta relativement restreinte, pour pouvoir donner une situation sensiblement accentuée par rapport aux prix extrêmement défavorables pour nos articles d'exportation, et par conséquent, pour les produits de l'économie nationale bulgare.

QUATRIÈME PARTIE

**Les résultats de la politique
du nationalisme économique
et les relations économiques
de la Bulgarie
avec les autres pays européens**

TITRE I

LES RESULTATS DE LA POLITIQUE DU NATIONALISME ECONOMIQUE

Nous venons de faire un aperçu sur la politique économique de la Bulgarie, laquelle a pour but d'encourager et de développer presque toutes les branches économiques du pays et, par là, d'arriver à intensifier et à augmenter la production, en vue de diminuer la dépendance économique de la Bulgarie envers l'étranger. Il nous faudra faire maintenant une analyse, afin de voir si cette politique de la Bulgarie a réussi, et il nous fait trouver quel est le degré de dépendance économique en ce moment, en comparaison avec la situation antérieure.

Nous examinerons d'abord la dépendance économique de la Bulgarie, après quoi nous constaterons le degré de la dépendance financière, constatations qui s'imposent dans une analyse comme la présente.

CHAPITRE PREMIER

DEPENDANCE ECONOMIQUE DE LA BULGARIE

Le nationalisme économique a pour but de créer une production indigène fortement développée et suffisamment protégée, ainsi que d'orienter le commerce vers le marché national, afin de rendre le pays complètement indépendant de l'étranger. Selon les principes autarciques, les besoins économiques doivent être satisfaits le plus possible, dans les limites du domaine national et par des produits de ce même domaine économique. Il est évident que dans les pays particulièrement agricoles, les mesures défensives contre la concurrence étrangère visent principalement la production industrielle, et dans les pays industriels, au contraire, la défense intéresse plutôt la production agricole. C'est précisément pour cela que toutes les mesures de restriction et de protection provenant du nationalisme économique, ont pour but final, le renforcement de la production indigène.

La structure de notre économie est purement agricole. Mais la Bulgarie, poursuivant la voie d'une culture supé-

rieure, telle qu'on la trouve dans le capitalisme industriel, devait aussi prendre des mesures efficaces pour créer une industrie nationale. Et nous la voyons effectivement naître, par suite des tarifs douaniers élevés pour les articles importés, et autres mesures indirectes, telles que les restrictions sur les devises, etc. L'industrie indigène reçut, dans la voie de son développement, à trois reprises consécutives, une poussée qui lui donna le moyen de se stabiliser et de songer à acquérir de nouvelles positions.

La première poussée lui fut donnée lors de la guerre européenne, par la mobilisation des entreprises industrielles. Elle fut, en second lieu, stimulée immédiatement après la guerre, par la nécessité de suffire à tous les besoins, et de renouveler les réserves épuisées. Durant cette période de développement, l'industrie bulgare réussit non seulement à renouveler son matériel endommagé pendant la guerre, mais aussi à l'augmenter et à le perfectionner. En troisième lieu, la conjoncture survenue en 1929 et l'interruption des moyens d'échange internationaux, ainsi que la manifestation des tendances autarciques dans certains domaines économiques, eurent comme conséquence, pour l'industrie indigène, de créer de nouvelles possibilités de développement.

L'importation, fortement diminuée pour un grand nombre de produits élaborés et complètement prohibée pour d'autres, poussa l'industrie du pays vers une production plus intense, la dirigea vers de nouvelles initiatives et vers une conquête toujours grandissante du marché national.

Ainsi, de 266 entreprises en 1909, avec une production de 2.114 millions de lévas, nous voyons leur nombre s'éle-

ver à 1.164 en 1929 avec un placement de 8.937 millions de lévas, pour fléchir un peu, du fait de la crise, en 1933 à 1.190 entreprises avec un placement de 6.021 millions de lévas.

Cependant, l'industrie indigène eut à remplir, en ce même temps, des problèmes nationaux importants. Elle eut à prouver, dans quelle mesure les tarifs douaniers protectionnistes, l'avaient mise à même de pouvoir fournir les produits nécessaires au pays, et de remplacer ceux de provenance étrangère.

L'intervention de l'Etat, durant le développement progressif de l'industrie indigène se manifestait par une politique de protectionnisme permanent. Cependant, l'intervention de l'Etat dans le domaine industriel, commença à prendre un caractère restrictif et régulateur, par suite de la crise économique, de la diminution des revenus et de l'ouverture toujours plus large « des ciseaux des prix », c'est-à-dire de la différence grandissante entre les prix des produits agricoles et industriels. Ainsi les taxes *ad valorem* des matières premières, exemptes de droit de douane, ont été progressivement augmentées de 3 % à 8 % en novembre 1931, à 25 % en juin 1932, pour atteindre 60 % en mai 1933. D'autre part, le nombre des matières brutes admises en franchise et nécessaires à l'industrie, fut sensiblement réduit. Quant aux prix des produits industriels, ils furent soumis à une réglementation et à une réduction progressives. C'est ainsi que l'Etat évolua vers une politique plus modérée et mieux étudiée par rapport à l'industrie indigène.

Lorsqu'on examine la question de la dépendance économique de la Bulgarie vis-à-vis de l'étranger, un fait de grande importance est à signaler, au début même de cette question, c'est que le domaine bulgare a gardé dans une certaine mesure son caractère naturel.

Actuellement encore, le paysan bulgare satisfait la majeure partie de ses besoins au moyen des produits de son domaine agricole privé, et n'a recours au marché que pour un nombre insignifiant de produits. C'est ainsi que 50 % environ de la production agricole est consommée par la population rurale, 37-38 % est placée sur le marché interne, et seulement 10-12 % en est exportée. La Bulgarie n'importe que 12-13 % environ de la quantité des produits consommés dans le pays.

C'est précisément grâce à ce caractère naturel de notre économie, que la Bulgarie se trouve dans une dépendance relativement faible envers l'étranger. Mais si la dépendance par rapport à la quantité de l'échange est relativement faible, cette dépendance est plus importante au point de vue de l'espèce et de la qualité de certains produits importés.

Il se pose ensuite la question de savoir pour quels produits fabriqués, de provenance étrangère, et dans quelle mesure, l'industrie indigène a rendu le pays indépendant de l'étranger.

La question de la dépendance économique peut être considérée sous deux aspects : dont nous étudierons en premier lieu, à quel degré l'industrie nationale a rendu

la Bulgarie indépendante de l'étranger, en ce qui concerne les produits fabriqués, et ensuite dans quelle mesure l'économie bulgare a pu procurer à l'industrie du pays les matières brutes et auxiliaires qui lui étaient indispensables.

SECTION I

Dépendance par rapport aux produits industriels

On peut avoir une idée plus exacte du développement de l'indépendance de la Bulgarie, par rapport aux principaux produits industriels par l'examen de l'évolution de leur importation (1).

Des données exposées, on peut conclure, que pour une série de produits industriels, l'importation est totalement réduite et le pays est devenu presque indépendant de l'étranger.

Ainsi, alors qu'en 1914 on a importé dans le pays pour un chiffre rond de 10.000 tonnes de sucre, cette importation est réduite à 2.420 tonnes en 1921, à 180 tonnes en 1929 et en 1932 au lieu d'importer, nous avons commencé à en exporter, en moyenne 3.500 tonnes par an. Nous avons importé 14.000 tonnes de ciment en 1914. Depuis lors, cette importation diminua, pour disparaître complètement ces dernières années. Il est à mentionner le progrès des raffineries d'huiles végétales, qui ont réussi à supprimer l'importation de l'huile d'olives étrangère, et à

(1) Voir Annexe, N° I.

la remplacer par l'huile de tournesols. En 1914 ont été importés 1.510 tonnes d'huile d'olives, et en 1937 seulement 117 tonnes. L'industrie bulgare a réalisé aussi des progrès dans d'autres branches, ainsi : l'importation de tissus en coton de 2.448 tonnes en 1928 est réduite à 109 tonnes en 1937. L'importation du plâtre de 4.539 tonnes en 1929 a complètement disparu ces dernières années. L'importation du papier d'espèces diverses, a été d'environ 12.000 tonnes pour 1929 et baisse à 1.300 tonnes en 1937. En 1929 ont été importés 128 tonnes de caoutchoucs, leur importation a diminué jusqu'au minimum, depuis quelques années. L'importation du fil de fer, marque également une réduction sensible, de 6.502 tonnes en 1928 à 728 tonnes en 1937.

Cette influence de l'industrie bulgare se fait sentir aussi pour d'autres marchandises : savon, acide tartrique, produits sucriers, tissus en laine, etc., pour lesquels 90-95 % de l'importation est remplacée par la production indigène. L'industrie bulgare fait aussi des efforts pour réaliser des succès dans les branches **industrielles de la chimie** et de la métallurgie, où la dépendance de l'étranger est considérable.

Simultanément, avec la réduction de l'importation pour certains produits industriels, augmente l'importation des matières brutes correspondantes, ce qui prouve que cette réduction de l'importation d'une série de marchandises fabriqués ne peut être attribuée qu'à l'augmentation de l'activité productrice de l'industrie indigène.

SECTION II

Dépendance par rapport aux matières brutes

La suppression ou la réduction de l'importation d'un plus grand nombre possible d'articles étrangers élaborés, prépare pour le pays une indépendance plus ou moins grande de l'étranger. Mais, cette indépendance n'est pas encore complète. Il est très important de savoir dans quelle mesure on peut trouver dans le pays même, les matières brutes nécessaires à l'industrie nationale, ou si elles peuvent y être produites. C'est de là que provient la grande question pour le lien qui devrait exister entre l'agriculture, avec toutes ses branches, la production minière et industrielle. Les deux premières, l'agriculture et la production minière doivent être en état de fournir les matières premières indispensables à l'industrie, pour lui permettre d'atteindre le maximum de son développement. L'idéal de la politique du nationalisme économique est de développer les forces productives nationales de façon qu'elles puissent fournir toutes les matières indispensables à l'industrie indigène.

Mais nous ne croyons pas que ce soit l'idéal de l'humanité, parce que l'esprit impulsif de l'homme vers le progrès n'accepterait pas de faire retour en arrière, vers l'époque du domaine économique fermé.

Nous ferons avant tout, un aperçu sur le rapport, en général, entre les matières indigènes et les matières étrangères, utilisées par l'industrie bulgare, et nous essayerons ensuite de déterminer dans quelle mesure les différentes

branches du domaine économique de Bulgarie sont en état de remplacer les matières importées, jusqu'à maintenant, de l'étranger.

Paragr. 1. — Le tableau suivant nous donne une idée exacte de la différence entre les matières indigènes et étrangères utilisées par l'industrie en Bulgarie.

Matériaux employés dans la production (1)

	Matériaux d'origine				Total
	indigène		étrangère		
	(en milliers de lévas)				
1931	1.711.276	49 %	1.773.826	51 %	3.485 102
1932	1.687.937	49 %	1.669.152	51 %	3.387 098
1933	1.624.717	54 %	1.341.428	46 %	2.966 145
1934	1.835.184	58 %	1.325.481	42 %	3 160.665
1935	2.066.591	63 %	1.193.549	37 %	3.260.140
1936	2.322.573	64 %	1.313.101	36 %	3.625.674
1937	2.537.463	65 %	1.334.238	35 %	3.871.701

Examinant ce tableau, on peut conclure que durant la période 1931-1937, la participation des matières indigènes, dans la production industrielle en Bulgarie a progressivement augmenté, ainsi en 1931 elle est de 49 % pour hausser à 65 % en 1937.

(2) Selon les données de la Direction générale de Statistique. Jusqu'en 1930, il n'a pas été tenu de compte à part, pour les matières indigènes et étrangères, et notre aperçu sera, donc, limité seulement depuis 1931. Voir aussi l'annexe N° II.

Paragr. 2. — Cependant comme il ressort des données suivantes, le rapport entre les matières indigènes et étrangères est tout différent dans les diverses industries :

Taille de pierres. Salines....	80 %	99 %	20 %	1 %
Industrie métallurgique	13 %	12 %	87 %	88 %
— charpentière	94 %	97 %	6 %	3 %
— textile	20 %	45 %	80 %	55 %
— de cuir	25 %	35 %	75 %	65 %
— alimentaire	93 %	96 %	7 %	4 %
— du caoutchouc ...	54 %	43 %	46 %	57 %
— du papier	36 %	32 %	64 %	68 %
— d'énergie électrique	0.7 %	2 %	99.3%	98 %

On aperçoit par ces chiffres, que les industries bulgares, utilisant presque exclusivement des matières indigènes, sont : taille de pierres et salines, 99 % ; l'industrie charpentière, 97 % ; et l'industrie alimentaire, 96 %. Dans le cas donné, la plus grande importance revient à l'industrie alimentaire, ayant utilisé en 1937, 56 % de toutes les matières brutes d'origine indigène, placées dans l'industrie bulgare.

Dans les autres branches industrielles, ce rapport est différent, mais en général on remarque une augmentation de l'utilisation de matières brutes indigènes, par comparaison à celles d'origine étrangère.

Cela prouve, que les mesures et les initiatives de l'Etat, entreprises dans les diverses branches du domaine économique, ont déjà donné leurs résultats.

Paragr. 3. — Après l'examen général, que nous venons de faire, sur l'évolution et les résultats des initiatives entreprises, en vue d'une augmentation dans l'utilisation de matières indigènes, par l'industrie du pays, nous essayerons de passer en revue, dans le chapitre suivant, la situation actuelle dans les diverses industries et les branches de la production, et quelles sont les perspectives et les possibilités sous ce rapport, pour l'avenir.

§ 1. Mines et carrières

La structure géologique de notre sol est diverse. De prime abord, devant une telle variété des couches, on pourrait espérer de grandes richesses minières. Cependant, les recherches faites jusqu'à maintenant, n'ont trouvé que des minerais relativement faibles en métal, qui, par leur nature même, ne permettent pas une exploitation sur une grande échelle. Il n'y a une exception que pour la houille, dont la production satisfait complètement les besoins du pays.

La quantité de houille extraite a été :

En 1896	76.593 tonnes
En 1911	288.853 —
En 1929	1.651.819
En 1932	1.761.149 —
En 1934	1.646.742 —
En 1936	1.678.379 —

Sur cette production, environ les 90-95 % sont absorbés par la consommation locale, le reste en est exporté, surtout en Yougoslavie.

L'exploitation minière existe d'ancienne date en Bulgarie. Comme nous l'avons fait observer, il y existe des couches de presque toutes les espèces de minerais, mais la technique moderne d'exploitation à l'étranger, rend insuffisant le rendement de leur exploitation en Bulgarie, et depuis 1930-1931, la plupart des usines de cuivre ont été abandonnées. Par conséquent l'importation de métaux élaborés a sensiblement augmenté ces dernières années, et sous ce rapport, la Bulgarie est complètement sous la dépendance de l'étranger.

§ 2. L'industrie céramique

L'industrie céramique est une industrie indigène dans le sens propre du mot. Les matières brutes et auxiliaires étrangères n'y participent que très peu, sinon dans la céramique combinée 14-15 % sur le total des matières brutes et auxiliaires) et dans la production du ciment et de la chaux hydraulique (50-55 %).

La production du ciment, de la chaux, du plâtre, des tuiles et des briques est suffisante pour couvrir les besoins du pays. La production du verre et articles de verrerie et de faïence est en retard, et l'importation de l'étranger en est assez importante.

§ 3. L'industrie métallurgique

L'industrie métallurgique en Bulgarie emploie, dans la majeure partie, des matières étrangères, étant donné qu'il n'y a pas de mines de fer en exploitation dans le pays.

Une autre particularité de cette industrie est qu'elle

n'est pas spécialisée et qu'une entreprise, même avec des dimensions minimales, produit un grand nombre d'articles variés. Ceci est la conséquence du fait, que l'industrie métallurgique, surtout celle de fer, importe et élabore des produits demi-fabriqués, déjà préparés pour plusieurs espèces de produits, et pouvant être terminés par des installations peu coûteuses. Ce fait est un obstacle à la rationalisation technique de notre industrie, et c'est l'un des grands défauts de l'industrie métallurgique en Bulgarie.

§ 4. L'industrie chimique

Bien que l'industrie chimique en Bulgarie soit relativement récente, elle est cependant très avancée et variée.

Le rapport entre les matières brutes indigènes et étrangères est très divers dans les différentes productions. Certaines branches sont presque indépendantes de l'étranger. Telles sont : *a*) la production d'huiles (environ 10 % de matières premières étrangères) ; *b*) production de la colle forte et d'engrais chimiques (5-7 %) (1) ; *c*) la production d'amidon, de la glucose, d'empois (7-9 %). D'autres branches sont par contre, fortement dépendantes de l'étranger, à cause des matières brutes qui leur sont nécessaires. Telles sont : *a*) la production des huiles industrielles (60-70 %) ; *b*) la production du savon (60-70 %) ; *c*) produits chimiques (50-60 %). Les matières brutes étrangères participent moins dans la production des articles suivants :

(1) Les pourcentages montrent la participation des matières premières étrangères dans la production correspondante.

matières explosives (40-50 %), des couleurs et des laques (30-40 %), d'articles en caoutchouc (40-50 %), de la colle, des médicaments (40-50 %).

§ 5. Industrie textile

La production textile existe depuis longtemps en Bulgarie, mais elle avait dans le passé plutôt la forme d'artisanerie, et l'on fabriquait, surtout, des draps grossiers, des ganses et autres étoffes grossières. Pendant ces dernières années seulement, on créa l'industrie textile moderne, ayant pour but de satisfaire complètement les demandes du pays, par son développement plus intense, et par l'amélioration de la production.

Les matières brutes étrangères occupent une place prépondérante dans la production textile. Leur participation est grande, surtout dans l'industrie du coton (60-80 %), dans l'industrie des autres fils végétaux (75-80 %), dans l'industrie textile mixte (70-75 %), dans le tricotage (65-70 %), dans les fils à coudre (50-60 %). Leur participation est très grande aussi dans l'industrie de la laine (50-60 %), dans l'industrie de la soie (30-50 %), et dans l'industrie des cordonnets et de la passementerie (30-40 %). Dans les autres industries, les matières brutes étrangères participent pour 40-50 % des frais de production, et seulement dans la production des tapis ils y participent pour 15 %.

Il est à remarquer qu'en résultat des soins spéciaux de l'Etat pour encourager la production des plantes végé-

tales, le pourcentage des matières brutes indigènes augmente sans cesse ; tel est le cas pour d'industrie du coton, de la soie, des fils à coudre, etc.

§ 6. L'industrie du cuir

L'industrie du cuir est l'une des plus anciennes du pays, mais dans le passé, elle était très primitive et visait spécialement la population rurale. Dernièrement elle s'est perfectionnée et s'est modernisée, se trouvant actuellement en état de produire presque toutes les espèces de jute, de maroquins, des cuirs velourés, des cuirs vernis, des cuirs pour les gants, etc.

Les matières brutes étrangères occupent une grande place dans l'industrie du cuir (70-80 %) ; leur participation est moindre dans la peausserie (environ 35-40 %), avec une tendance vers la baisse. On peut s'assurer des progrès réalisés par l'industrie du cuir, par le fait que l'importation de peaux élaborées a diminué sensiblement et même, on a commencé à exporter certains articles en cuir.

§ 7. L'industrie charpentière

L'industrie charpentière, maintenant comme dans le passé, fournit au pays tout le nécessaire dans cette branche, et l'on peut la traiter comme une industrie nationale, vu que les matières brutes étrangères n'y participent que dans un pourcentage très faible dans l'usage des matériaux qu'elle demande. L'importation de produits élaborés en bois a cessé depuis longtemps, et même à présent on pratique l'exportation de certains articles.

§ 8. L'industrie du papier

L'industrie du papier est relativement récente en Bulgarie. Actuellement on produit toutes les espèces de papier : papier à écrire, papier de luxe, papier d'imprimerie, de journaux, des cartons, etc.

Le papier pour journaux ne se fabrique en Bulgarie que depuis deux années à peine. Comme conséquence, l'importation de la cellulose, n'étant pas encore produite dans le pays, augmente progressivement.

§ 9. L'industrie alimentaire

Ce groupe industriel est une industrie indigène dans le sens propre du mot. Parfois les matières premières étrangères n'y participent même pas pour 1 % du chiffre total de la production.

*
**

Après cet exposé varié et abondant en chiffres, il nous incombe de faire une conclusion concernant la situation et le développement de l'industrie en Bulgarie. Cette question est d'une importance d'autant plus grande, que l'industrie est en contact direct avec toutes les autres branches du domaine national.

Une grande partie de l'industrie bulgare a été créée sans conceptions objectives des conditions durables et des conditions passagères. Cela se rapporte, avant tout, aux in-

industries auxquelles manquent une base géopolitique : les matières brutes, faisant défaut dans le pays, ou s'y trouvant seulement en quantité limitée.

Beaucoup d'industries ont été créées dans le but d'utiliser les majorations des droits de douane, introduits par l'Etat, afin d'augmenter ses recettes douanières. C'est pour cela que s'impose une correction du tarif douanier, indispensable pour la sauvegarde, seulement des entreprises rationnellement organisées. De cette manière, après avoir liquidé avec les entreprises établies sur une base défectueuse, on arrivera à fortifier l'industrie et améliorer dans une certaine mesure, tout le domaine économique national.

CHAPITRE II

DEPENDANCE FINANCIERE DE LA BULGARIE

La Bulgarie, comme nous l'avons déjà remarqué, se trouve dans une dépendance économique relativement faible de l'étranger, mais la situation n'est pas la même au point de vue financier. L'indépendance de la Bulgarie, sur le marché des capitaux, est fortement ébranlée. Cette dépendance financière peut être attribuée, avant tout, à la faible concentration des capitaux à l'intérieur du pays, ce qui le met dans l'obligation de les chercher à l'étranger. Les capitaux sont nécessaires à la Bulgarie, laquelle se trouve dans la période d'organisation constructive et de développement industriel.

Le nationalisme économique, en élargissant le domaine de la production, et en y créant de nouvelles industries, appelle le capital étranger, vu que le capital national manque, et ainsi, notre industrie se dénationalise, et augmente, en général sa dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Les investissements commerciaux, chez nous, existent sous deux formes : *a*) en sociétés par actions, et *b*) en par-

participant dans d'autres sociétés commerciales et liaisons privées. Leur participation, sous cette dernière forme, est très réduite, en conséquence de la plus grande liberté dont jouissent les chefs d'entreprises, et du faible contrôle qu'on peut y établir. Pour cette raison, il ne sera pas très erroné de prendre comme base des investissements en capitaux étrangers en Bulgarie, ceux que nous trouvons investis dans les sociétés par actions

Le placement de capitaux étrangers chez nous, comme investissements économiques, date de longtemps. Cependant, ici, nous ne nous occuperons que de leur développement depuis 1928.

Au commencement de 1928, les capitaux étrangers, dans les sociétés par actions bulgares s'élevaient à 1.998 millions de lévas et formaient en ce temps, 31 % net du capital entier dans les sociétés par actions. Cette année, comme la suivante, 1929 deviennent favorables au développement des investissements étrangers chez nous, grâce à la stabilisation du lev bulgare et à l'expansion économique grandissante à l'étranger. Ces investissements continuent leur marche progressive, même après le commencement de la crise économique mondiale. Bien plus, même durant l'année de la plus grande stagnation chez nous, ils atteignent leur niveau le plus élevé. Les chiffres du tableau suivant, nous donnent une idée de leur mouvement. On y constate le degré des investissements, sans la participation en capitaux des sociétés étrangères, durant l'année correspondante.

*Développement des investissements étrangers
en Bulgarie pour la période 1928-1937 (4)*

Années	En millions de lévas
1928-29	132
1930	60
1931	49
1932	52
1933	75
1934	— 33
1935	— 173
1936	19
1937	— 206

C'est surtout dans l'économie nationale bulgare qu'il faut chercher, avant tout, les causes de cette intéressante situation.

Le commerce bulgare, relativement libre, jusqu'en 1930, se trouva subitement enchaîné par une série de restrictions, et par un effort général pour entraver et diminuer l'importation de l'étranger, par tous les moyens possibles. Il est compréhensible, cependant, que les restrictions sur la consommation, ne pouvaient pas s'appliquer, par des mesures législatives identiques, et pour cette raison, bien que la consommation d'un grand nombre d'articles ait

(4) Les chiffres sur les capitaux étrangers en Bulgarie, sont empruntés aux Bulletins de l'Office des Etudes financières section « Sociétés par actions », de la Banque Nationale de Bulgarie.

sensiblement diminué, par suite du grand fléchissement du pouvoir d'achat, cette consommation était cependant supérieure au chiffre de l'importation autorisée. A cet effet, et malgré la crise, on constata une hausse grandissante pour une série de produits fabriqués, et ce fut le plus grand stimulant pour l'investissement de nouveaux capitaux dans les branches industrielles correspondantes. Et en effet, nous serons persuadés de la justesse de cette thèse, après l'examen des investissements commerciaux étrangers chez nous, après 1932, lorsque la crise produisit son effet et rendit ces faits évidents. Les deux ou trois premières années de crise portent encore le signe de l'anxiété qui avait envahi le monde et par conséquent, les investissements dans l'industrie, comparés aux investissements généraux, diminuèrent fortement. En 1932, ils atteignent leur niveau le plus bas, comprenant seulement 13 % du chiffre total sur les investissements étrangers, dans nos sociétés par actions. Cependant, à partir de cette année, et sous l'influence des causes mentionnées plus haut, commence un redressement sensible, d'autant plus remarquable, qu'il a lieu à une époque, où généralement les investissements étrangers chez nous, non seulement arrêtent leur progression, mais encore diminuent sensiblement. Les chiffres suivants nous le prouvent radicalement.

*Participation des capitaux étrangers
dans les sociétés par actions en Bulgarie
pendant la période 1933-1937*

(en milliers de lévas)

	Capital investi	Capital bulgare	%	Capital étranger	%
1933	5.171.067	2.748.417	53,1	2.422.650	46,9
1934	5.137.470	2.804.886	54,6	2.332.684	45,4
1935	5.053.663	2.893.940	57,2	2.159.723	42,8
1936	4.833.378	2.687.966	55,6	2.145.412	44,4
1937	4.818.116	2.832.861	58,8	1.985.255	41,2
dans des sociétés					
dont :					
de crédit	947.586	757.586	77,8	210.000	22,2
industrielles	3.002.916	1.551.559	51,7	1.451.357	48,3
commerciales	725.351	448.403	61,8	276.948	38,2
de transport	31.638	11.688	36,9	19.950	63,1
d'assurances	110.625	83.625	75,6	27.000	24,4

On constate par ces chiffres, la tendance évidente vers une diminution des investissements étrangers en Bulgarie. Ainsi, de 2.422.650.000 lévas en 1933, les capitaux étrangers diminuent progressivement jusqu'à 1 milliard 985.255.000 lévas en 1937, soit de 46,9 % à 41,2 % sur le total des capitaux engagés dans les sociétés par actions bulgares.

Selon leur valeur absolue, ces capitaux sont investis en premier lieu dans l'industrie — environ 72 % — sur tous les capitaux étrangers investis en Bulgarie ; viennent ensuite les sociétés de commerce — 14 % — les sociétés de crédit — 11 %, — les sociétés de transport, les sociétés d'assurances, etc.

La participation du capital étranger varie suivant la catégorie des sociétés par actions. Elle est plus forte dans les sociétés de transport : 63,1 % sur tout le capital y investi ; dans les sociétés industrielles : 48,3 %, dans les sociétés de commerce : 38,2 %, etc.

Au point de vue de la nationalité des capitaux étrangers investis dans les sociétés par actions bulgares, la situation en 1937 est comme suit :

Suisse	25,1 %
Belgique	20,5 %
Italie	13,2 %
Etats-Unis	11,1 %
Allemagne	9,3 %
France	9,2 %
Tchéco-Slovaquie	7,4 %
Hongrie	2,3 %
Angleterre	1,1 %
Hollande	0,4 %
Roumanie	0,3 %
Espagne	0,1 %
Total	100 %

On voit par ces chiffres, que la majeure partie revient au capital suisse, 25,1 % ; au capital belge, 20,5 % ; au capital italien, 13,2 %, etc. Le pourcentage du capital français, investi actuellement dans les sociétés par actions bulgares est de 9,2 %, cependant, dans le passé, il participait pour un pourcentage bien plus important.

*
**

La Bulgarie, au commencement de son existence indépendante, ressentit le besoin de capitaux, qui lui étaient nécessaires pour le développement et le renforcement de toutes les branches du domaine économique et surtout de l'industrie. Comme ces capitaux ne purent être trouvés dans le pays, elle fut obligée de faciliter l'entrée de ceux de provenance étrangère. C'est ainsi que, progressivement, par l'utilisation des capitaux étrangers la dépendance économique de l'étranger diminua sensiblement par la création d'une industrie indigène. Cependant, en échange, la dépendance économique se transforma, à un certain degré, en dépendance financière, celle-ci ayant atteint, dernièrement, des proportions dangereuses.

La crise économique, ainsi que les restrictions sévères sur les devises en Bulgarie, eurent pour résultat un retrait progressif des capitaux étrangers, entravés toujours davantage dans leur activité. La conséquence en est la libération progressive de la dépendance financière de l'étranger, et la Bulgarie est en voie de commencer une vie économique plus indépendante.

*
**

Comme nous l'avons constaté dès le commencement, il n'existait pas en Bulgarie une politique strictement déterminée et bien définie dans la tendance autarcique. Malgré cela, la plupart des mesures prises, ont largement coopéré, soit indirectement, soit directement au développement de

diverses branches du domaine économique ce qui eut pour résultat l'augmentation en volume et en qualité de la production de matières brutes et de produits fabriqués en Bulgarie.

On a pu constater, par les données que nous avons déjà exposées, que sous ce rapport des résultats satisfaisants ont été obtenus dans beaucoup de branches. Cependant, si nous comparons ce qui a été réalisé, avec ce qui pourrait être réalisé dans un proche avenir, il devient clair que la Bulgarie ne pourra jamais arriver à une pleine autarcie.

TITRE II

RELATIONS ECONOMIQUES DE LA BULGARIE AVEC LES AUTRES PAYS EUROPEENS ET L'IDEE D'UNE UNION DOUANIERE ENTRE LA YUGOSLAVIE ET LA BULGARIE

CHAPITRE PREMIER

RELATIONS ECONOMIQUES DE LA BULGARIE AVEC LES AUTRES PAYS EUROPEENS

*
**

Après avoir examiné la politique économique de la Bulgarie, nous nous arrêterons brièvement sur la tendance de son orientation économique extérieure durant ces dernières années.

Parlant des liens économiques extérieurs de la Bulgarie, nous ne pouvons passer sous silence, l'augmentation extraordinaire de l'échange commercial entre la Bulgarie et l'Allemagne. C'est un fait d'une importance d'autant plus capitale, qu'il ne concerne pas la Bulgarie seulement, mais en général tous les pays de la péninsule balkanique.

L'Allemagne fut la dernière des grandes puissances de l'Europe à s'intéresser à la péninsule des Balkans. Jusqu'à la libération de la Bulgarie, et même une vingtaine d'années après, les Balkans qui, depuis longtemps, étaient pour les grandes puissances un champ de rivalité, n'existaient, pour ainsi dire, pas pour l'Allemagne : politiquement, ils éveillaient pour elle peu d'intérêt, économiquement, à peu près aucun. Mais la grande guerre et les événements qui lui succédèrent, changèrent cette politique de l'Allemagne. Son intérêt envers les pays balkaniques, et par là, ses liens économiques commencèrent rapidement et progressivement à se développer.

Les motifs principaux de la politique commerciale allemande vis-à-vis des Balkans sont au nombre de trois : 1^o économiques proprement dits ; 2^o politique des devises ; et 3^o proprement politiques. Leur importance, prise à part, est diverse et variable, mais l'importance de ces motifs, pris ensemble, justifie l'intérêt présent de l'Allemagne envers les pays balkaniques.

Les motifs économiques sont les plus solides et probablement les plus durables. L'Allemagne ayant besoin d'un grand nombre de matières premières, préfère se les procurer dans les pays balkaniques. La situation géographique des Balkans, leur proximité immédiate avec l'Alle-

magne, facilite l'échange commercial. Les pays balkaniques étant essentiellement agricoles, et pourvus d'une production industrielle insuffisante, ont besoins de beaucoup de produits fabriqués qu'ils sont obligés d'importer de l'étranger. Donc, les structures économiques de l'Allemagne et des pays balkaniques se complètent réciproquement, offrant la possibilité d'un échange commercial très intense.

La politique de contrôle des changes apparut à peine pendant la crise, mais son influence fut énorme. Le manque d'or et de devises étrangères en Allemagne, comme dans les pays balkaniques, contraignit ces dernières à des compromis en politique commerciale jusqu'à présent et les obligea à diriger leur échange non dans la direction qu'ils désiraient, mais dans celle que les circonstances leur imposait.

Les structures économiques de l'Allemagne et des pays balkaniques se complétant réciproquement, comme nous l'avons déjà remarqué, permettent un échange commercial intense sans que de grandes transactions numéraires soient nécessaires. Cette tendance fut volontairement encouragée par l'Allemagne, laquelle se voyait obligée, par suite du rapide épuisement de ses ressources en devises, d'abandonner quelques-uns de ses fournisseurs précédents, auxquels elle devait payer ses achats en or, ou en devises libres. C'est pourquoi elle était obligée de se tourner vers les pays du sud-est, où elle pouvait trouver les matières premières indispensables en échange de ses produits fabriqués.

Cet intérêt de l'Allemagne, envers les pays balkaniques, correspondait avec l'intérêt de ceux-ci, la crise ayant fortement entravé leur possibilité d'exportation. La conquête d'un marché aussi large que celui de l'Allemagne était un avantage pour eux. Donc, la nouvelle orientation du commerce extérieur de l'Allemagne était en harmonie sur ce point avec les intérêts des pays balkaniques.

Enfin, le troisième motif, proprement politique, s'il a une grande importance pour l'Allemagne, ne passe qu'en second ordre pour les pays balkaniques. La fameuse devise allemande « *Drang nach Osten* », a joué un grand rôle dans le passé et fut probablement, l'une des principales causes de renforcement de l'intérêt de l'Allemagne, avant la guerre, pour les pays balkaniques. Il serait présomptueux de croire que cette politique est abandonnée, et que l'Allemagne a renoncé à l'idée d'entretenir et de développer son influence dans cette partie de l'Europe.

L'importance de l'Allemagne comme fournisseur des pays balkaniques ressort des chiffres suivants :

Importations allemandes dans les pays balkaniques (1)

(en pour cent de leurs importations totales)

Années	Bulgarie	Grèce	Roumanie	Yougoslavie
1925-1929	21	8,3	22	12,6
1930-1934	27,6	10,9	23,2	17
1935	53,5	18,4	24,2	16,6
1936	61	22,5	39	27,3
1937	65	23,2	38,5	29,3

(1) Dr habil. Hermann GROSS, *Die wirtschaftliche Bedeutung Südosteuropas für das Deutsche Reich*, Berlin, 1938, p. 23.

La première chose qui ressort du tableau précédent, c'est la marche rapide et ininterrompue de l'importation de l'Allemagne. Aucun pays balkanique ne fait exception à cette tendance générale.

Mais si nous examinons ces chiffres en détail, nous en arriverons à une autre conclusion, non moins importante. L'augmentation rapide de l'importation de l'Allemagne dans les pays balkaniques ne se développe pas dans la même proportion que l'importation générale de ceux-ci, mais la dépasse dans beaucoup de cas, parfois même dans une mesure importante.

Il est intéressant de constater que la crise économique, qui réduisit l'importation des pays balkaniques, d'environ la moitié de celle qu'ils avaient auparavant, eut une importance très restreinte en ce qui concerne l'importation d'origine allemande. Cela ne signifie pas que cette importation est demeurée égale à ce qu'elle était, mais elle diminue dans une proportion beaucoup plus faible que celle des autres pays.

Quels sont donc les motifs de ce développement considérable de l'importation allemande, que nous venons de constater ? Il faut placer en premier lieu les motifs économiques et les conséquences de contrôle du change, qui ont une importance décisive sur l'orientation des transactions commerciales entre l'Allemagne et les pays balkaniques. En faisant une analyse sur les parties composantes de l'importation allemande, nous constatons que, dans sa majeure partie, — 80-90 %; — parfois même davantage, elle est constituée par des objets de première nécessité et en général de marchandises de faible élasticité. La ten-

dance protectionniste, fortement soutenue par la politique économique des pays balkaniques entravait considérablement l'importation des autres pays, et de cette façon, facilitait davantage l'importation allemande.

La crise économique, au lieu d'entraver ce développement ne fit, au contraire, que le stimuler. Elle renforça le contrôle du change, et toutes les restrictions, dans le sens autarcique, que nous constatons depuis quelques années. Ces mesures introduites dans les pays balkaniques, eurent comme conséquence inévitable, le développement de la production indigène de plusieurs articles. Et pour leur fabrication il a fallu des machines, des instruments et une multitude de matériaux auxiliaires, lesquels sont les principaux articles d'exportation allemande. Cette circonstance fut favorable à l'Allemagne, et donna une impulsion considérable à son exportation vers les Balkans, et cela, dans un moment, où l'exportation des autres pays était soumise à de grandes restrictions.

Les restrictions sur les devises, introduites dans les pays balkaniques, eurent aussi très grande importance sur l'orientation de leur échange extérieur. La crise économique bouleversa définitivement leurs finances, d'ailleurs déjà mal équilibrées. La quantité insuffisante des devises étrangères disponibles, d'autre part, exerça aussi son influence. En face de cette situation, il est bien compréhensible, que les pays balkaniques n'avaient pas grande liberté de choix.

L'Allemagne qui subissait presque les mêmes difficultés, comprit l'avantage de s'adapter aux nouvelles conditions. Pour elle c'était très facile et même indispensable.

*
**

En ce qui concerne les relations économiques entre la France et la Bulgarie, nous sommes obligés de constater qu'elles ont subi une diminution ces dernières années, ainsi qu'on le voit par les chiffres suivants :

Commerce extérieur entre la France et la Bulgarie (1)

(en pour cent du commerce extérieur de la Bulgarie)

	1932	1933	1934	1935	1936	1937
Importations	6,5 %	4,4 %	3,8 %	1,4 %	1,2 %	0,9 %
Exportations	2,7 %	3,3 %	2,1 %	1,8 %	2,1 %	1,9 %

Notre exportation pour la France, malgré son volume insignifiant reste constante, tandis que l'importation de la France en Bulgarie a diminué de 6,5 % en 1932 à 0,9 % du chiffre total de notre importation en 1937.

Les causes de ces relations économiques insuffisantes, peuvent être attribuées d'une part, à l'importation faible en France des produits agricoles, qui sont d'ailleurs les produits d'exportation les plus importants de la Bulgarie et d'autre part, la différence des régimes des devises dans les deux pays.

Le régime des clearings n'ayant pas donné de résultats satisfaisants, la Bulgarie est dans l'impossibilité de trouver des devises disponibles pour le payement de ses importations d'origine française.

Mais les relations économiques entre la France et la

(1) Annuaire statistique de Bulgarie, 1938.

Bulgarie ne sont pas limitées dans l'échange commercial. La France, ainsi que d'ailleurs l'Angleterre, ont une importance beaucoup plus grande au point de vue financier pour la Bulgarie. Ainsi, d'une dette publique de la Bulgarie, d'environ 15 milliards de lévas, 33 % c'est-à-dire le tiers reviennent à la France, l'Angleterre vient ensuite avec 21 %, puis la Hollande 17 %, et les États-Unis avec 13 %.

Ces temps derniers, la France a accordé à la Bulgarie un nouveau crédit de 375 millions de fr., qui sera utilisé principalement pour l'achat des matériaux pour les chemins de fer bulgares.

A la fin de 1938, une mission économique française, conduite par M. Hervé Alphand, Directeur des traités commerciaux, a visité les pays balkaniques, dans le but de renforcer les relations économiques entre ces pays et la France. Dans la conjoncture économique et politique actuelle des Balkans, la tâche de cette mission était certainement très difficile.

Pour obtenir des résultats favorables pour l'établissement de relations économiques sur une base plus large, entre la France et les pays balkaniques, il est indispensable avant tout de trouver des moyens efficaces et durables pour assurer et faciliter les paiements de l'importation française dans les Balkans. Tous les efforts doivent être concentrés vers la solution de ce problème, lequel en général peut être résolu de deux façons.

En premier lieu, indirectement, en provoquant une exportation artificielle des pays balkaniques vers la France, en vue de couvrir les crédits, leur ayant été accordés anté-

rieurement, par la France.

En second lieu, en prenant des mesures indispensables pour créer une atmosphère favorable aux échanges entre les deux pays. Cette seconde solution présente plus de difficultés que la première, et demande des efforts de plus longue haleine, mais serait compensée par des résultats plus positifs, plus naturels, plus durables et offrant moins de risques.

Nous espérons bien qu'on fera le possible pour l'amélioration des relations économiques, entre les deux pays, ce qui sera la base même d'un rapprochement encore plus étroit entre la France et la Bulgarie.

CHAPITRE II

L'IDEE D'UNE UNION DOUANIERE ENTRE LA BULGARIE ET LA YUGOSLAVIE

Après l'aperçu que nous venons de faire, en termes généraux, sur les tendances les plus caractéristiques de l'orientation de la politique économique extérieure de la Bulgarie, nous nous permettrons de mettre en relief une idée, non encore pratiquement résolue, mais qui, par suite des particularités de la situation économique internationale, prend une importance toujours plus grande, et devient de plus en plus impérieuse. Il s'agit de l'idée d'une union douanière entre la Bulgarie et la Yougoslavie.

Comme nous l'avons fait remarquer, au point de vue économique, la Bulgarie, ainsi que tous les autres pays balkaniques, reçurent ces temps derniers, une orientation extrêmement spécifique — une part importante de l'échange commercial fut concentré dans un nombre d'Etats très limité. Il n'est pas douteux que ce fait présente un grand inconvénient pour tous les pays balkaniques, et, en premier lieu, pour la Bulgarie.

L'équilibre est détruit. Nous avons, d'une part, l'Allemagne, un grand bloc économique, et d'autre part, les petits Etats balkaniques agissant isolément et d'une manière égoïste. Ayant en vue la dépendance économique, toujours grandissante de ces pays, comme nous l'avons mentionné plus haut, il est compréhensible que l'Allemagne puisse exercer librement une pression économique considérable sur les pays balkaniques.

Devant cette éventualité, l'unique moyen de défense pour les pays balkaniques est de se grouper. Cependant, la formation immédiate d'un bloc des Etats balkaniques nous semble impossible, du moins pour l'instant, c'est pourquoi, l'unique solution possible du problème nous paraît, spécialement pour la Bulgarie, devoir être, la réalisation d'une union douanière entre celle-ci et la Yougoslavie, idée projetée depuis longtemps et récemment reprise avec enthousiasme par les deux pays.

Il est évident que le motif déterminant la conclusion d'une union douanière entre la Bulgarie et la Yougoslavie, n'est pas uniquement l'avantage que les deux pays réaliseront comme signataires des traités commerciaux avec les autres puissances, en s'y présentant comme force économique importante. Les autres avantages, provenant comme résultat logique de tout élargissement du domaine économique y sont aussi en jeu. Nous les examinerons ultérieurement.

Cependant, le plus important est de souligner la tendance d'une évolution de l'économie nationale vers l'économie fédérale, dans les relations entre la Bulgarie et la

Yougoslavie ; précisément vers cette économie fédérale, étape inévitable pour la réalisation d'une collaboration économique internationale, tant désirée.

Aperçu historique

Les relations économiques, entre la Yougoslavie et la Bulgarie ont toujours été, jusqu'à présent, sous la dépendance des relations politiques entre les deux pays.

Le premier essai sérieux pour mettre les relations économiques bulgaro-yougoslaves sur une base solide est l'entrée en vigueur de notre premier traité commercial du 14 avril 1897. Cet événement fut triomphalement célébré à Pirote, en présence de tous les membres des gouvernements serbe et bulgare. Durant 15 années consécutives, ce traité exerça une influence bienfaisante dans les relations commerciales entre les deux nations, ainsi qu'on le constate par les chiffres suivants :

	Années				
	Avant le traité		Après le traité		
	1895	1896	1897	1898	1899
	en milliers de dinars				
Export. de Serbie p.					
la Bulgarie	533	608	976	956	1046
Export. de Bulgarie					
pour la Serbie . . .	111	107	646	1526	1245

Ces succès, dans nos relations économiques, après l'entrée en vigueur de ce premier traité commercial, sont le résultat de traitements réciproques spécialement avantageux. Ces concessions spéciales furent faites alors, non seulement dans le but de renforcer l'échange commercial, comme on le constate par les discours prononcés alors, aux solennités de Pirote, par le Ministre-Président serbe M. Simitch, ainsi que par le Ministre-Président bulgare M. Stoïloff. Tous les deux firent ressortir que la signature du contrat commercial n'est qu'un pas fait en avant, pour des relations économiques encore plus étroites et aboutissant à la conclusion d'une union douanière. En réalisant cette union douanière, on en arrivera à la formation d'une forteresse économique, qui sera en état de conquérir une place plus considérable sur les marchés internationaux.

En 1905, l'union douanière fut en effet signée entre la Bulgarie et la Serbie, mais l'Autriche-Hongrie mit tout en jeu pour en entraver l'application, en menaçant la Serbie d'une guerre douanière. Sous cette pression de forces étrangères, cette union douanière ne put donner aucun résultat pratique.

Après vingt-deux années de relations sans aucun accord le 24 mai 1934, fut signé un nouveau traité commercial, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1934 (1).

Par ce traité, les deux pays se reconnaissent la clause de la nation la plus favorisée, comme pour leurs nationaux, ainsi que pour toutes les formalités douanières

(1) *Jour. Off.*, N° 57 du 13 juillet 1934.

(art. 1, 9, al. 1). Une convention sanitaire-vétérinaire est annexée au traité.

Le résultat de ce traité ressort de ces quelques chiffres (en milliers de lévas) :

Années	Importat. yougosl. en Bulgarie		Export. bulgares en Yougosl.		Balance p. la Bulgar.
	—	%	—	%	
1933	8.098	0,37	1.646	0,58	6.452
1934	8.669	0,38	5.062	0,12	3.607
1935	8.417	0,31	22.608	0,72	14.191
1936	10.596	0,38	19.367	0,51	8.771

On doit chercher, surtout dans l'identité de la structure économique, les motifs de cet échange commercial insuffisant entre les deux pays. C'est ainsi que la Yougoslavie, sur une superficie de 248.987 km. carrés, utilise pour :

Terrains cultivés	53,25 %
Jardins	1,01 —
Jardins potagers	13,83 —
Pâturages	27,12 —
Vignes	1,38 —
Vergers	1,91 —

La Bulgarie, sur une superficie de 103.146 km. carrés, utilise son terrain comme suit :

Terrains cultivés	79 %
Prairies	6,8 —
Jardins potagers	0,5 —

Vergers	0,8 —
Mûriers	1 —
Plantations de roses	0,2 —
Pâturages	1,7 —

Le caractère agricole des deux pays est évident, et c'est pour cette raison que la majeure partie du revenu national provient des produits agricoles. Dans les deux pays également, l'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière forment la base du domaine économique national.

Ayant en vue, la structure principalement agricole de la Bulgarie et de la Yougoslavie, il est évident que leur exportation est composée presque exclusivement des produits agricoles, tandis que parmi les produits importés figurent surtout : des produits fabriqués, des machines, des matières premières, etc.

Une autre similitude dans le commerce extérieur de la Bulgarie et de la Yougoslavie, consiste dans les débouchés identiques des deux pays.

Durant ces dernières années, on posa de nouveau, et d'une manière toujours plus impérieuse, la question d'une union douanière entre les deux peuples slaves.

L'union douanière crée une superficie économique plus étendue, sans porter atteinte à la souveraineté des Etats, et sans modifier les frontières des pays correspondants.

L'union douanière produit de nouvelles sources de possibilités économiques, en augmentant la quantité et la variété des matières premières, en créant une superficie économique plus étendue, où la force productive du pays

peut trouver une meilleure application. D'autre part, l'échange intérieur augmente, et le commerce d'exportation reçoit de nouvelles possibilités de développement.

L'union douanière est un régulateur, dans la vie économique des pays respectifs, parce qu'elle leur permet d'utiliser plus rationnellement les forces productives et le capital national. L'agriculture s'adaptera mieux aux demandes d'une plus importante industrie, et celle-ci sera considérablement facilitée dans son développement.

Prenant en considération les changements profonds de la structure politique de l'Europe, après la guerre mondiale, et les nouvelles conditions économiques où nous vivons, on pourra facilement comprendre la nouvelle politique économique qui s'impose aux Etats balkaniques. En présence de la tendance autarcique il devient indispensable pour les petits Etats d'Europe, de renforcer la collaboration entre eux par la formation des unités économiques plus grandes.

Les relations économiques entre la Bulgarie et la Yougoslavie ne pourraient pas exister sur la base d'un échange commercial entre elles, mais dans une activité correspondante à l'égard des débouchés étrangers, dans une coordination des intérêts économiques communs par rapport aux autres pays, ainsi que dans la création d'une économie commune.

On peut considérer à juste titre, comme un apport de plus, à l'idée d'une entente sincère entre les deux nations slaves le « Pacte de paix inaltérable et d'amitié perpétuelle » signé le 24 janvier 1935 entre la Yougoslavie et la Bulgarie.

C'est ainsi que la politique du nationalisme économique des deux pays slaves, de la péninsule balkanique est orientée progressivement vers une forme supérieure et plus parfaite, — le fédéralisme économique, étape inévitable vers une collaboration européenne économique encore plus large.

ANNEXE N° I.

EVOLUTION DE L'IMPORTATION DE CERTAINS

	1928	1929	1930
Draps et étoffes de laine pure	224	251	61
Toiles et étoffes de coton....	2.448	2.102	606
Fil de cot. à coudre et à brod.	140	132	80
Tulles, dentelles de coton pur	8	6	2
Etoffes et toiles de soie.....	5	4	2
Filets et fils de soie artificielle	139	24	13
Acide tartrique	106	35	5
Savons à blanchir et à laver	873	580	248
Savon parfumé	4	3	1
Ouvrages en porcelaine.....	378	289	158
Ouvrages en faïence.....	358	331	151
Ouvrages en verre.....	592	565	165
Bouteilles	851	810	354
Plâtre	2.340	4.539	2.578
Chaines en fer.....	178	189	34
Pointes de Paris.....	741	195	99
Papier d'emballage	2.553	2.989	1.879
Carton ordinaire	926	1.101	527
Papier à imprimer et à écrire	6.244	7.382	5.723
Cuir p. empeignes de chauss.	34	33	17
Articles de cuir, de maroquin	73	101	17
Chaussures ordinaires	5	5	2
Chaussures en caoutchouc...	102	128	54
Glycérine	24	27	15
Bleu pour le lavage.....	22	20	2
Laques et crèmes pour chauss.	11	11	5
Colle-forte ordinaire	5	3	
Encres ordinaires	14	11	6
Fils de fer.....	6.502	5.929	2.736
Fils et ficelles de jute et de manille	975	1.753	1.190
Ficelles et cordons de chanvre	28	27	8
Toiles de jute pour emballage	132	276	37
Sucre	190	180	
(1914: 9.830 t.; 1921: 2.420 t.)			
Huile d'olives	302	273	217
(1914: 1.510 t.; 1921: 704 t.)			
Ciment	510	84	5
(1914: 14.000 t.; 1921: 478 t.)			

(1) Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, 1938.

PRODUITS FABRIQUES (en tonnes)

1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937
31	17	5	4	4	5	7
836	824	378	512	576	724	109
94	40	24	23	27	20	23
2	2	1	1	1	1.3	2
1						
13	8	4	4	4	8	18
1						
169	97	88	95	71	68	153
3						
78	154	11	137	168	202	268
214	239	102	241	182	147	116
151	138	65	95	135	266	298
71	195	253	17	80	188	374
720	221					
50	38	48	13	37	15	43
104	70	45	39	49	46	70
1.714	1.314	466	823	1.25	572	427
229	112	53	34	97	23	190
6.269	2.986	710	545	1.597	898	826
19	10	6	6	6	41	16
21	17	8	7	11	17	
1					1.3	1.5
20	11	4	5	14	14	10
11	5					
9	4	2.3	10	11	1.9	3.4
5	2		11	1.9	1.6	2.5
						1.5
4	2					
4.731	1.039	215	116	330	537	728
1.839	1.213	934	657	40	134	
5	4	1.8	4.5	2.9	2.2	2.2
8	4	1.7	néant			
—	—	—	—	—	—	2.507
210	197	85	139	100	115	117
27	28	3	87	36	60	107

ANNEXE N° II.

EVOLUTION DE L'IMPORTATION DE
(en tonnes)

	1928	1929	1930
Soude ordinaire	783	980	948
Soude caustique	1.463	1.274	1 383
Acide sulfurique	818	826	823
Fer brut	33.613	48.000	19.211
Fonte brute	4.788	5.076	4.158
Peaux de bœufs et de buffles...	2.554	3.331	2.530
Laine brute de toutes sortes...	1.675	2.300	1.226
Fils de laine	319	393	267
Fils de soie artificielle.....	7	14	20
Coton brut	1.735	1.920	2.740
Fils de chanvre ou de lin.....	200	262	271
Caoutchouc brut	111	181	272
Fils de coton de toutes sortes...	7 709	6.394	4 219

ANNEXE N° III.

BALANCE DE PAIEMENTS 1928-1936

	1928	1929	1930
Actif	10.732	7.995	7.989
Passif	8.327	9.662	8.404
Balance	+ 2.405	- 1.667	— 415

(1) Selon les publications de la Banque Nationale de Bulgarie. Les balances pour 1937 et 1938 ne sont pas encore publiées.

CERTAINES MATIERES PREMIERES

1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937
1.161	1.397	1.585	1.800	2.889	2.953	3.734
1.962	2.414	2.013	1.818	2.778	2.515	2.782
1.305	1.470	1.158	1.017	1.654	1.651	2.213
29.327	32.044	36.712	38.464	37.986	34.501	48.157
3.231	4.120	4.458	4.658	5.707	7.190	4.947
4.155	2.325	1.551	1.605	1.982	2.678	3.864
2.189	2.368	1.183	1.176	1.330	1.173	1.216
568	666	346	423	548	674	661
55	53	56	63	75	80	113
3.056	3.758	4.817	7.206	6.288	8.276	10.387
349	322	111	165	189	259	357
483	918	606	308	301	608	741
7.101	8.084	1.795	3.019	2.847	1.924	1.997

(en millions de lévas)

1931	1932	1933	1034	1935	1936
6.995	3.693	2.809	2.781	4.293	4.526
7.068	3.959	2.855	2.829	3.974	4.258
— 573	— 263	— 46	— 48	+ 319	+ 263

CONCLUSIONS

La politique du nationalisme économique a contribué beaucoup au renforcement de la crise économique, et elle a exposé à un danger grave les bases mêmes de l'économie actuelle.

Spécialement pour la Bulgarie, il est difficile de parler d'une politique de nationalisme économique avec un plan bien déterminé, ayant pour but d'orienter le domaine économique bulgare vers une économie autarcique. Les résultats obtenus dans ce sens, sont plutôt, la conséquence des mesures isolées et destinées à aider et encourager certaines branches de l'économie bulgare.

D'une plus grande importance est l'interdépendance de ces mesures économiques. Ainsi par exemple, en ces dernières années, les prix des produits agricoles ont sensiblement diminué, d'où il résulte que le revenu de la population agricole est devenu nettement insuffisant. L'Etat pour secourir la grande majorité de sa population rurale, a dû prendre un certain nombre d'initiatives, telles que la transformation des cultures, laquelle consistait à remplacer les céréales par des plantes industrielles de façon à augmenter considérablement la production de ces dernières, afin d'accroître ainsi, indirectement, par ces mesures le revenu de la population rurale.

Il est évident, que ces matières premières produites et offertes en abondance sur le marché intérieur, présentent

des conditions très favorables pour le développement des industries correspondantes et encouragent la création de nouvelles industries similaires. De cette façon, l'Etat dans le désir d'améliorer la situation de la population agricole a créé indirectement des facilités supplémentaires pour l'industrie indigène.

D'autre part par un tarif douanier protectioniste et par les lois d'encouragement, on a contribué au développement de l'industrie indigène, même dans certaines branches, qui ne sont pas pourvues d'une base géopolitique. Mais, une fois cette industrie créée, elle se présente comme un débouché constant pour la plupart des matières premières indigènes, en encourageant davantage de cette manière, leur production.

Approximativement identique est le cas du régime des devises en Bulgarie. Il était établi principalement pour parer aux difficultés financières, pour la sauvegarde de la stabilité du lev bulgare et afin de balancer les paiements à l'étranger. Mais il a eu aussi des résultats secondaires. En conséquence de toutes ces restrictions sur les devises, que nous avons déjà examinées en détail, les produits importés ont atteint des prix encore plus élevés sur le marché intérieur. Les répercussions de ce fait sont évidentes, l'industrie indigène s'est vue de nouveau considérablement protégée.

Par ces explications, notre but était de prouver, que les mesures prises par l'Etat pour l'animation de la vie économique, ont eu comme conséquences indirectes le renforcement des résultats de ces mesures, et la création des

conditions extrêmement favorables pour le développement de l'industrie bulgare.

Malgré les résultats satisfaisants obtenus dans certaines branches de l'économie bulgare, il serait une erreur de croire qu'il serait possible de réaliser une économie autarcique en Bulgarie. C'est impossible au point de vue des matières premières, comme en ce qui concerne les produits fabriqués, pour les raisons déjà examinées.

Par la force des circonstances, la Bulgarie était obligée de mettre en pratique des mesures spécifiques pour la politique de nationalisme économique, mais nous sommes persuadés et nous espérons, que la Bulgarie ne sera pas obligée de continuer longtemps cette orientation économique.

Le nationalisme économique n'est pas, et ne pourrait être un nouveau système économique. Il est la conséquence des désaccords entre les nations sur les terrains économiques et politiques. Ainsi conçu, il est une mesure restrictive qui doit disparaître simultanément avec la disparition de cette situation politique indécise.

La solution unique de ce problème difficile à résoudre est l'élargissement du cadre économique, c'est-à-dire l'orientation vers une politique de fédéralisme économique.

	<i>Vu :</i>
	Lyon, le 27 mars 1939
	<i>Le Président de la Thèse</i>
	Albert SCHATZ.
<i>Vu :</i>	
Lyon le 29 mars 1939	
<i>Le Doyen de la Faculté de Droit</i>	
GARRAUD.	
<i>Vu et permis d'imprimer :</i>	
Lyon, le 29 mars 1939,	
<i>Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,</i>	
A. LIRONDELLE.	

BIBLIOGRAPHIE

- Prof. D. MICHAYKOV. — Cours d'Economie politique, Sofia, 1933.
- Prof. G. DANAYLOV. — Cours d'Economie politique, Sofia, 1931.
- Prof. Dr K. BOBTCHEV. — La politique économique de la Bulgarie, Sofia, 1931.
- Recherches sur la théorie du commerce international, Sofia, 1937.
- Dr D. TODOROV. — L'industrie encouragée en Bulgarie, Sofia, 1933.
- Dr S. TOCHEV. — Change et la politique du Change en Bulgarie, Sofia, 1928.
- Prof. Dr K. STOYANOV. — Commerce extérieur de la Bulgarie d'après-guerre, Varna, 1936.
- Prof. O. ANDERSON. — Sur la question des ciseaux des prix en Bulgarie, Sofia, 1935.
- Agr. A. TOTEV. — Nombres-indices pour le volume de la production agricole végétale en Bulgarie, Sofia, 1935.
- Dr M. DEJANOV. — La politique agraire de la Bulgarie (*Archives pour études sociales et politiques*, Sofia, 1938, N° 4).
- Dr Iv. STEPHANOV. — Les matériaux agricoles dans l'industrie bulgare, Sofia, 1937.
- Prof. P. STOYANOV. — La politique douanière, Sofia, 1932.
- Chr. KIRJAKOV. — La transformation de la production agricole est-elle possible et désirable en Bulgarie, Svichtov, 1934.
- Dr Iv. STEFFANOV. — Sur la structure et les ressources de l'économie financière en Bulgarie, Sofia, 1938.

- B. BABEV. — Les répercussions de la politique du nationalisme économique en Bulgarie, Sofia, 1933.
- Prof. J. MOLLOV. — Aperçu sur la structure économique du domaine agricole en Bulgarie, Sofia, 1936.
- Dr S. SPASSITCHEV. — Les relations économiques entre la Bulgarie et les Pays danubiens, Sofia, 1938.
- Dr A. TSCHACALOV. — Le revenu national de la Bulgarie, Sofia, 1937.
- Bor. NEDKOV. — Le développement du système financier pendant les dernières années, Sofia, 1938.
- Prof. Dr O. MORGENSTERN. — Le développement du régime des devises en Autriche, Sofia, 1935.
- Prof. G. DANAYLOV. — La structure économique et sociale en Bulgarie, Sofia, 1934.
- Dr G. SVRAKOV. — Notes sur le nouveau régime de l'industrie bulgare, Varna, 1938.
- P. TODOROV. — La politique extérieure de la Bulgarie, Sofia, 1933.

Les publications de l'Institut pour des recherches économiques près l'Université de Sofia, 1931-1939, Sofia.

Revue de la Société économique bulgare, Sofia, 1925-1939.

Publications de la Direction de la Statistique, Sofia, 1926-1939.

Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, 1936, 1937, 1938.

Publications de la Société bulgare d'Economie politique.

La Bulgarie agricole, Sofia, 1937. (Ed. du Ministère de l'Agriculture.)

Rapport sur le contrôle des changes, Genève, 1938 (Publication de la S. D. N.).

W. RAPPARD. — Le nationalisme économique et la Société des Nations. Recueil des cours. *Académie de Droit international*, 1937-61.

Prof. A. SCHATZ. — Cours d'économie prolitique approfondie Lyon, 1937-38.

- Prof. R. GONNARD. — Histoire des Doctrines économiques, Lyon, 1930.
- N. LAURENT. — Nationalisme et impérialisme économiques, Dijon, 1931.
- PLESIA. — L'Autarcie, Paris, 1937.
- WILDENBERG. — Cauwes et l'économie nationale, Dijon, 1938.
- Jacques MARCHAND. — La renaissance du mercantilisme à l'époque contemporaine. (Thèse Paris, 1937.)
- Napoléon LEPIC. — Les clearings (*Revue d'économie politique*, 1937. N° 3).
- André MARCHAL. — Lucien Brocard et l'économie nationale (*Revue d'Economie politique*, 1937, N° 4).
- D^r habil. Hermann GROSS. — Die wirtschaftliche Bedeutung Südosteuropas für das Deutsche Reich, Berlin, 1938.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
<i>La politique agricole de la Bulgarie</i>	
GENERALITES	21
CHAPITRE PREMIER. — Les répercussions de la crise économique sur la production agricole de la Bulgarie	23
CHAP. II. — Mesures de soutien de l'agriculture en Bulgarie. Le but de ces mesures	27
CHAP. III. — Les résultats de cette activité	39
DEUXIEME PARTIE	
<i>La politique industrielle de la Bulgarie</i>	
CHAPITRE PREMIER. — Mesures législatives pour l'encouragement de l'industrie en Bulgarie	45
CHAP. II. — Caractéristiques de l'industrie en Bulgarie. Généralités	63
TROISIEME PARTIE	
<i>La politique douanière et son importance pour l'industrie bulgare</i>	
TITRE I. — <i>Politique douanière et son importance pour l'industrie bulgare</i>	77
CHAPITRE PREMIER. — La politique douanière	77
CHAP. II. — Le rôle industriel du tarif douanier	85
TITRE II. — <i>Développement de la politique des traités commerciaux et du commerce extérieur de la Bul- garie</i>	93
GENERALITES	93
CHAPITRE PREMIER. — Caractéristiques de la po- litique des traités commerciaux de la Bulga- rie après la guerre	97

CHAP. II. — Les repercussions de la politique du nationalisme économique sur le commerce extérieur de la Bulgarie.....	109
TITRE III. — <i>Balance des comptes et régime des de- vises en Bulgarie</i>	117
CHAP. PREMIER. — Développement de la balance des comptes en Bulgarie.....	117
CHAP. II. — Régime des devises en Bulgarie....	123
QUATRIEME PARTIE	
TITRE I. — <i>Les résultats de la politique du nationalisme économique</i>	147
CHAPITRE PREMIER. — Dépendance économique de la Bulgarie	149
CHAP. II. — Dépendance financière de la Bul- garie	165
TITRE II. — <i>Relations économique de la Bulgarie avec les autres pays européennes et l'idée d'une union douanière entre la Yougoslavie et la Bulgarie</i>	173
CHAPITRE PREMIER. — Relations économiques de la Bulgarie avec les autres pays européens..	173
CHAP. II. — L'idée d'une union douanière entre la Bulgarie et la Yougoslavie.....	183
ANNEXES	192
CONCLUSIONS	197
BIBLIOGRAPHIE	201

